



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 1^{er} février 2022**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mardi 1^{er} février 2022
- Salle du Conseil

Adoption des procès-verbaux des Conseils du 30 novembre et du 16 décembre 2021

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Nature en ville et biodiversité - Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de Développement Durable - Année 2021
2. Finances - Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) -Créations, révisions et clôtures -Adoption
3. Finances - Budget Primitif 2022 -Adoption
4. Nature en ville et biodiversité - Dénominations de parcs et squares de la Ville de Montpellier - Approbation
5. Ville sportive - Réhabilitation des terrains de tennis des Garrigues -Quartier de la Mosson-Hauts de Massane -Approbation
6. Ville éducative et réussite scolaire - Ville Amie des Enfants -Convention partenariale entre la Ville de Montpellier et UNICEF -Plan d'action municipal 2020/2026 -Approbation -Autorisation de signature
7. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Convention cadre triennale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Syndicat AOP Languedoc pour la co-organisation du salon des vins d'Occitanie à Montpellier -Autorisation de signature
8. Patrimoine historique - Montpellier Grand Cœur -Programme de restauration et de mise en valeur de l'aqueduc des Arceaux et aménagement d'une coulée verte -Approbation
9. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Valorisation des énergies renouvelables - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies pour la réalisation d'une installation de chaufferie bois-énergie au centre technique municipal Garosud -Convention de cofinancement d'une étude de faisabilité -Autorisation de signature
10. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Projet de Zone d'aménagement Concerté Hortus-Mende -Objectifs et modalités de concertation -Approbation
11. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la réalisation de la ZAC Nina Simone -Avis favorable de la commune
12. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Croix d'Argent -Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent -Modalités de participation du public par voie électronique -Approbation
13. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Croix d'Argent -Acquisition de la parcelle cadastrée EL 177 pour 434 m² appartenant à ACM Habitat -Approbation

14. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Gymnase Françoise Spinosi -Convention d'autorisation de passage sur la parcelle SM39 entre la Ville de Montpellier et Autoroutes du Sud de la France (ASF) -Autorisation de signature
15. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès - Convention de servitude de passage d'une canalisation d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété Ville -Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 -Avenue Raymond Dugrand -Autorisation de signature
16. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Cession d'une emprise de 135 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole -Parcelle LR 341b -Avenue de Louisville -Approbation
17. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Cession d'une emprise au profit de Montpellier Méditerranée Métropole -Parcelle HK 476 -rue de Valençay -Approbation
18. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Cession à ACM Habitat de la parcelle cadastrée KY n°15 située Impasse des Moulins à Montpellier -Approbation
19. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Prémption de la propriété de la SCI La Multicolore - 42 et 44 rue Frédéric Bazille -Cession à Montpellier Méditerranée Métropole -Approbation - Autorisation de signature
20. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Prémption de la propriété de Madame VINCENS veuve COUSTELLIER, 139 avenue d'Occitanie -Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat -Approbation -Autorisation de signature
21. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Aménagement de la zone Gué du Lez -Domaine de Restinclières -Communes de Prades-le-Lez, Les Matelles et Saint-Clément-de-Rivière - Convention de superposition d'affectations publiques avec le Conseil Départemental de l'Hérault -Autorisation de signature
22. Protection de la population et tranquillité publique - Programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines -Exercice 2022 -Approbation
23. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole de Marie DURAND HULAK pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Approbation -Autorisation de signature
24. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole NEAFILA pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle et de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet -Approbation - Autorisation de signature
25. Relations internationales - Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Ier d'Aragon à l'association Corée'graphie -Approbation d'un loyer minoré -Autorisation de signature
26. Relations internationales - Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King -Approbation - Autorisation de signature
27. Ville sportive - Création d'un Street Work-out sur le Complexe Sportif Bernard Jouanique -Approbation
28. Ville sportive - Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Rugby Club -Approbation du loyer minoré -Autorisation de signature
29. Culture et culture scientifique - Appel à projets résidences artistiques de recherche et de création en spectacle vivant au Théâtre de la Vista -La Chapelle -Approbation
30. Culture et culture scientifique - Comédie du Livre 2022 -Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation -Approbation -Autorisation de signature
31. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar -Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2024 avec la cité scolaire Françoise Combes dans le cadre de l'option théâtre -Avenant 2021/2022 -Approbation -Autorisation de signature

32. Patrimoine historique - Gestion des Archives -Convention de prestation de services entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole -Renouvellement 2021/2024 - Approbation -Autorisation de signature
33. Finances - Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier -Exercice 2022 -Approbation
34. Finances - Ligne 5 de Tramway -Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole -Approbation -Autorisation de signature
35. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Projet de renouvellement urbain Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) -Garantie d'Emprunt -Approbation
36. Ressources humaines et dialogue social - Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire
37. Ressources humaines et dialogue social - Organisation du temps de travail à 1607h -Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints -Approbation
38. Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs -Approbation
39. Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux - Convention de groupement de commandes -Marché n°4592EP16 -Serrurerie de voirie -Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures -Avenant n°1 -Autorisation de signature
40. Petite enfance et enfant dans la Ville - Fonctionnement des Relais Petite Enfance -Conventions entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Conseil départemental -Approbation -Autorisation de signature
41. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions et propositions artistiques et culturelles pour les écoles -Année scolaire 2021-2022 -Approbation -Autorisation de signature
42. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions dans la cadre du projet Classes de Découverte Vertes et Neige -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
43. Ville éducative et réussite scolaire Convention de partage de données relatives à la démographie et à la sectorisation des établissements d'enseignement du premier et second degré entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault -Approbation -Autorisation de signature
44. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Mission à Rufisque (Sénégal) -Appel à projets franco-sénégalais 2020 de coopération décentralisée autour des systèmes alimentaires territoriaux -Financement de la mission -Approbation
45. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Mission d'expertise sur la thématique de la restauration collective à Fès au Maroc -Financement de la mission -Approbation
46. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Chapelle Saint Charles -Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de tourisme -Mise à disposition à titre gracieux -Approbation -Autorisation de signature
47. Vie associative et Maisons pour Tous - Mises à disposition des salles dans les Maisons Pour Tous à titre gratuit -Approbation -Autorisation de signature
48. Vie associative et Maisons pour Tous - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Institut Universitaire Maïmonide, Averroes, Thomas D'Aquin -Avenant n°1 -Approbation -Autorisation de signature
49. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans les cadre des thématiques « Droits des femmes » et « Lutte contre les discriminations » -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
50. Ville fraternelle et solidaire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Lutte contre les exclusions » -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
51. Santé - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Santé » -Exercice 2022 - Approbation -Autorisation de signature

52. Emploi et création d'entreprises - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Cohésion sociale » -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
53. Accessibilité universelle - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Accessibilité Universelle » -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
54. Affaires militaires - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Commémorations » -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
55. Finances - Attributions de subventions -Exercice 2022 -Approbation -Autorisation de signature
56. Ville sportive - Réhabilitation du Skatepark de Grammont -Création d'un centre d'entraînement BMX Freestyle -Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) -Exercice 2020 -Approbation
57. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Organismes extérieurs -Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) -Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique -Approbation
58. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Organismes extérieurs -Société publique locale -SPL SA3M -Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique -Approbation
59. Hors Délégation - Organismes Extérieurs -Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) -Modifications statutaires relatives à l'objet social -Approbation



Convoqué le 26 janvier 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 1er février 2022 à 9h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Charles Bernard TRAVIER, SULTAN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent / Excusé :

Luc ALBERNHE.

Secrétaire de séance :

Sophiane MANSOURIA

Monsieur le Maire :

Bonjour à tous et à toutes. Merci de votre présence. Le Conseil municipal se tient en semi-présentiel, conformément à la réglementation, compte tenu de la cinquième vague épidémique de Covid-19.

Avant de donner quelques informations puis de faire l'appel, vous avez appris la nouvelle la semaine dernière. Yves LARBIOU, qui fut élu très longtemps dans cette Assemblée, qui fut une figure impliquée dans la Ville de Montpellier, nous a quittés. Je souhaiterais appeler – puisqu'hier ont eu lieu ses obsèques religieuses en la cathédrale Saint-Pierre, très belle cérémonie – Max LÉVITA au pupitre pour qu'il puisse rendre un hommage à Yves LARBIOU, compte tenu du compagnonnage qu'ils ont partagé et je crois pouvoir dire l'amitié. Merci, Max [LÉVITA].

Max LÉVITA :

Monsieur le Maire. Merci de me donner la parole pour évoquer très rapidement la vie d'Yves LARBIOU. Il est né le 17 juin 1933 à Montpellier, rue du Bayle. Il a fait ses études primaires à Montpellier, études qu'il a arrêtées au certificat d'étude pour travailler dans la crèmerie que tenaient ses parents rue du Bayle – ce qui amusait beaucoup Georges FRÊCHE. Il a été très tôt en contact avec le mouvement catholique autour de la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) et de témoignages chrétiens ; on est alors au lendemain de la guerre. Ce mouvement l'a formé et l'a incité à reprendre ses études. Autour de lui, il faut citer l'influence de Paul BOULET, qui a été Maire de Montpellier et Député de l'Hérault, de l'Abbé PARGUEL et de tant d'autres. Ensuite il a eu le baccalauréat, École normale, qui lui a fait adopter la carrière d'instituteur, d'enseignant, puis Professeur d'Enseignement Général de Collège (PEGC). Après différents postes, il est nommé au collège Las Cazes, à l'époque meilleur collège de Montpellier – vous l'avez eu comme enseignant, Monsieur le Maire – où il a eu en particulier en charge les enfants du Petit Bard, l'ascenseur social par les études fonctionnait alors. Je passe sur son service militaire, réalisé durant la guerre d'Algérie, mais vu ses engagements, ses supérieurs ont jugé plus sage de le laisser en France.

Il a été de l'équipe victorieuse de Georges FRÊCHE en 1977, une équipe d'union de la gauche avec les Socialistes, les Communistes, les Radicaux de Gauche, il y avait même un Gaulliste Social dans cette équipe, et le Parti Socialiste Unifié (PSU), étiquette qui ne dira rien à la plupart d'entre vous, vu votre âge, mais une étiquette qui a compté à ce moment de l'histoire : c'était un parti animé en particulier par Michel ROCARD. Yves [LARBIOU] a représenté ce parti et en plus le courant catholique de gauche. Il a été réélu en 1983, toujours sous l'étiquette PSU ; en 1989 et 1995, réélu sous l'étiquette Génération Ecologie. Sous cette même étiquette, il sera élu conseiller régional en 1998, où il a participé à la bataille contre Jacques BLANC, alors élu Président de la Région avec les voix du Front National. Il a ensuite adhéré au Parti Socialiste.

Les postes qu'il a occupés à la Mairie sont d'abord les espaces verts, puis la culture. Il a ainsi participé au formidable développement de la culture, avec André LÉVY et bien sûr avec Georges FRÊCHE. Il a su créer avec les artistes un climat d'écoute et de confiance, propice à la création. Par exemple, avec Dominique BAGOUET, avec Jean-Paul MONTANARI, il a pu obtenir le soutien de Georges FRÊCHE pour le développement de la danse à Montpellier et la création du festival de danse, dont il sera, quand il ne sera plus élu d'ailleurs, le Président. Vous l'avez évoqué, Monsieur le Maire, hier à la cathédrale, autre fait glorieux : c'est lui qui a commencé les négociations avec Pierre SOULAGES pour que cet artiste soit présent au musée Fabre et à Montpellier.

Il a été, pour Georges FRÊCHE et pour les membres de cette équipe, un compagnon généreux, ouvert à la discussion et au débat ; l'agressivité lui était totalement étrangère. En un mot – c'est un qualificatif que vous avez utilisé, Monsieur le Maire, hier, et je suis en accord avec vous sur ce point – c'était un homme bienveillant. Bienveillant, mais intransigeant sur les valeurs morales. Georges FRÊCHE disait même qu'il était sa conscience. Les vieux Montpelliérains gardent en mémoire – mais je suis incapable de vous dire la date exacte – quand il s'est interposé, ceint de son écharpe d'Adjoint, avec l'évêque de Montpellier, Louis BOFFET, lors de l'évacuation d'un camp de roms. Il s'est interposé entre les gens du voyage et les forces de police : les forces de police ont reculé. Il a été dans le camp de ceux qui ont lutté contre la guerre d'Algérie. Bien sûr, il a été présent dans la bataille contre l'installation d'un camp militaire sur le Larzac. Je voudrais aussi évoquer les liens fraternels qu'il a eus avec le Père CARDONNEL, qui a beaucoup compté à Montpellier.

Avec Yves LARBIOU disparaît un militant, aimé et respecté, qui a incarné notre Ville. Je voudrais associer à cet hommage son épouse Madeleine, qui a disparu il y a cinq ans et qui l'a accompagné durant toutes ces années, durant toute cette histoire que j'ai évoquée avec beaucoup d'oublis, beaucoup d'imprécisions, dont je vous prie de m'excuser.

Monsieur le Maire, je vous remercie de m'avoir laissé exprimer mon chagrin, mon amitié, mon respect. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci à vous, cher Max LÉVITA, d'avoir exprimé en notre nom à tous la mémoire et l'émotion que représente la disparition d'Yves LARBIOU. Je vous propose, en sa mémoire, d'observer une minute de silence.

Les élus observent une minute de silence.

Monsieur le Maire :

Merci à tous et à toutes.

Quelques informations sur la Ville. Précisément, il a été question de culture, et maintenant nous sommes le 1^{er} février, les restrictions sanitaires se lèvent progressivement. Plusieurs événements importants nous attendent. D'abord nous allons avoir la chance d'avoir une exposition de Raymond DEPARDON, ce très grand photographe français, prochainement au Pavillon populaire. Le vernissage aura lieu le 15 février prochain et l'exposition se termine le 24 avril. C'est un véritable événement dans le cadre de notre politique photographique, avec son regard. La dernière fois que Raymond DEPARDON a été exposé à Montpellier, c'était en 2008.

Autre manifestation à laquelle nous sommes tous et toutes extrêmement attachés et ô combien importante pour la chaîne du livre, c'est la Comédie du livre qui, s'était tenue en format distancié, il y a deux ans, pendant le confinement. Nous sommes tous impatients de retrouver cette manifestation. Ce sera 10 jours en mai, du 13 au 22 mai, c'est-à-dire un format plus élargi, plus long, permettant d'accueillir davantage d'auteurs, de tenir davantage de rencontres dans différents lieux de la Ville. Je veux le partager avec vous : j'ai le plaisir de savoir que Guillaume GALLIENNE sera présent, cette voix, ce grand comédien, pour un hommage à Marcel PROUST, disparu il y a 100 ans. Une des conséquences du travail qui fut initié dans le cadre du nouveau sommet Afrique-France, puisqu'on avait toute une programmation culturelle et on noue des amitiés, le prix Goncourt 2021, Mohamed MBOUGAR SARR sera présent, mais aussi les romanciers Javier CERCAS ou Éric VUILLARD ou encore Lydie SALVAYRE. Beaucoup d'événements à venir, donc.

De la même manière, nous aurons l'occasion de présenter cela, les 400 ans Molière, qui est un événement. Tout le pays va célébrer Molière. Pézenas a ouvert, mais Montpellier ne sera pas en reste, puisque ce si moderne auteur de théâtre a résidé pendant une année à Montpellier, comme le rappelle d'ailleurs une plaque auprès du musée Fabre. De nombreux événements vont se tenir dans le cadre du Printemps des comédiens, en lien avec la Comédie française. De nombreux projets éducatifs dans les collèges se tiennent, et à tous les élèves de CM2, nous offrirons à la fin de l'année scolaire une pièce de Molière, qu'ils étudieront au collège dans le cadre de notre politique éducative pour aider les bibliothèques à se remplir. C'est une chose que nous ferons chaque année : offrir un livre aux élèves de CM2, pour travailler ce lien à la lecture. Cette année Molière ; on verra l'an prochain. Nous serons au rendez-vous et nous présenterons la programmation prochainement.

Autre aspect, sur les questions éducatives, et je voudrais remercier en votre nom tous les personnels qui font preuve d'un engagement face aux protocoles qui s'imposent avec la cinquième vague. Ça a été extrêmement difficile pour l'ensemble des agents. Nous faisons tout, quand il y a des gens cas contacts ou qui doivent se mettre à l'isolement, pour remplacer, même si c'est dur compte tenu de l'ampleur de la cinquième vague. Plusieurs décisions ont été prises. Nous déployons les capteurs de CO₂ pour accompagner et inviter à ouvrir, à aérer dès que les signaux sont là. Ça va vous paraître banal, mais ce n'est pas un petit choix : nous allons équiper tous les directeurs d'école de téléphones portables, on prendra en charge leur abonnement. Dans la crise, quand un élève était cas contact, pendant une semaine, avec souvent leur outil personnel, leur téléphone, ils prévenaient les familles,

créant une confusion entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Madame DOMBRE COSTE – qui suit le Conseil en visio – a constaté que beaucoup de directeurs et directrices d'école étaient très fatigués, très contrariés aussi par cette confusion. Après l'équipement d'un ordinateur, de vidéoprojecteurs dans les classes, d'un téléphone portable avec l'abonnement pris en charge, cela permettra, après cette crise, d'avoir la continuité avec les familles, pédagogique, et être respectueux du temps professionnel, du temps personnel. Nous savons que ces personnels ne comptent pas leurs heures pour accueillir dans les meilleures conditions leurs enfants, et qu'hommage leur soit rendu.

Autre aspect important : nous poursuivons – on le verra dans le budget – le centre de vaccination municipal, qui à un moment a connu une très grande baisse de fréquentation, et puis après les décisions de troisième dose n'a pas désemploi. Saluer les équipes et donner ce chiffre : ce sont près de 240 000 injections qui se sont tenues en salle des rencontres, et depuis le 6 décembre 2021 – c'est-à-dire la demande de troisième dose – près de 40 000. On a des primo-vaccinés supplémentaires, même si ce chiffre est faible, et donc ça veut dire que la conviction l'emporte. Également, nous poursuivons les opérations « *aller vers* », c'est-à-dire de bus qui vont vacciner dans les quartiers. Il y a quinze jours, c'était à la Mosson pour que les publics les plus éloignés puissent se faire vacciner. Mais maintenant nous arrivons à une forme d'organisation stabilisée. De la même manière, la salle Pagézy – qui est une salle municipale – est mise à disposition pour pouvoir assurer les tests, ainsi que le parking de Grammont.

En matière de santé, cet après-midi – c'était une délibération du Conseil d'il y a douze mois – nous signerons avec le Directeur de l'ARS, Monsieur SULTAN et Madame BRUN-MANDON la préfiguration du contrat local de santé. Nous serons ainsi la vingt-septième ville à rejoindre ce dispositif. D'une certaine manière, nous rattrapons notre retard pour être la ville de la médecine. Il nous faut être exemplaire dans nos approches de santé auprès des habitants.

Je voudrais enfin avoir un mot tout particulier en votre nom et je crois que vous le partagez. Nous avons tous été très ébranlés par la lecture dans la presse des révélations sur les pratiques dans les Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD). D'ailleurs, cher Max [LÉVITA], Benoît LARBIOU a tenu à rendre un hommage très appuyé au personnel de l'EHPAD Montpelliérêt. Je voudrais saluer notre choix, un choix historique mais un choix qui se poursuit, de posséder des EHPAD publics sous l'égide du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), et saluer tout le travail des personnels du CCAS dans les EHPAD. Ils ont accompli pendant la crise un travail absolument remarquable. Je suis allé en votre nom les voir le 31 décembre, dans les conditions du réveillon : ce sont des personnels très engagés. Il se développe dans nos CCAS tout un travail d'innovations sociales. Je voudrais saluer par exemple l'Orchestre de Montpellier qui, dans le cadre de la politique culturelle de la Métropole, vient jouer des concerts dans les EHPAD. Je voudrais saluer l'EHPAD Pierre-Laroque où des étudiants en musicothérapie ont des logements et travaillent avec nos aînés. Il y a d'innombrables initiatives. On en a vu une au centre Rabelais, un travail culturel mené par Virginie NIEDDU, où des collégiens, des lycéens vont passer plusieurs après-midi avec des personnes des EHPAD, créant des moments d'humanité incroyables, des vocations de la mémoire. Je crois que c'est la démonstration de l'engagement du service public pour accompagner les personnes dans le quatrième âge et leur famille – même s'il faut être respectueux d'autres opérateurs. A cette occasion, nous présenterons prochainement les programmes de rénovation et de développement de nos EHPAD, et nous avons été éligibles au Ségur de santé pour financer un certain nombre d'investissements et évidemment pour améliorer la prise en charge de nos aînés. Au mois d'octobre, dans ce Conseil municipal, nous tiendrons une délibération importante – ce sera une première pour Montpellier – pour adopter un agenda de la longévité. Nos politiques publiques font des choses pensent le vieillissement, les âges de la vie et l'accompagnement, et qu'on accompagne cela. Il y a tout un travail mené par Nicole MARIN-KHOURY, Yves BARRAL et Michel CALVO qui coordonnent l'ensemble des politiques publiques sociales, pour pouvoir accompagner au mieux nos aînés dans la Ville, comme nous les avons accompagnés avec la mesure de gratuité des transports pour les plus de 65 ans, comme pour les moins de 18 ans.

Voilà les quelques informations de début de Conseil que je souhaitais partager avec vous. Je passe la parole à Sophiane MANSOURIA pour l'appel, et ensuite l'examen des affaires, dont le budget.

Monsieur MANSOURIA procède à l'appel.

Monsieur le Maire :

Merci. L'appel est clos. Le quorum est atteint. Nous pouvons valablement délibérer. Merci, Monsieur MANSOURIA.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{ER} FEVRIER 2022

Monsieur le Maire :

Je vous propose de mettre au vote l'ordre du jour de ce Conseil, qui comporte 59 affaires. Une version amendée du projet de délibération n° 1, sur le rapport sur le développement durable, a été mise sur table. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 62 voix

ADOPTION DES PROCES-VERBAUX DES CONSEILS DU 30 NOVEMBRE ET DU 16 DECEMBRE 2021

Monsieur le Maire :

Approbation du PV du 30 novembre 2021. Y a-t-il des observations ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Monsieur le Maire :

Approbation du PV du Conseil du 16 décembre. Y a-t-il des observations ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 62 voix

APPLICATION DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Maire :

Synthèse des décisions prises par le Maire. Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE 1 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ANNÉE 2021

Monsieur le Maire :

Affaire n° 1. Je donne la parole à Monsieur JOUAULT pour la présentation du rapport sur le développement durable, qui est une obligation réglementaire et qui doit figurer avant le vote du budget. Monsieur JOUAULT, vous avez la parole.

Stéphane JOUAULT :

Merci, Monsieur le Maire. Tout d'abord, permettez-moi de déplorer à nouveau cette année l'intitulé de ce rapport, intitulé réglementaire effectivement. Le concept de développement durable, vous le savez, a été facilement dévoyé par son appellation même, et il continue à faire le bonheur de tous les pollueurs de la planète qui ont bien compris qu'on pouvait se cacher derrière lui pour continuer à produire toujours plus sans se soucier de la protection de notre écosystème et du bien-être des populations.

Dan ce rapport 2021, le premier de notre mandat en année pleine, ce n'est donc pas une politique de développement durable que nous évoquons, c'est une véritable politique de transition écologique et solidaire. Il revient en effet sur des engagements phares. La Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) présentée lors du Conseil municipal de novembre, qui inscrit notre politique dans le temps, avec notamment 100 millions d'euros pour une ville nature et décarbonée. Une PPI qui – on le verra tout à l'heure – se traduit concrètement dans le budget 2022. Autre engagement : le soutien aux migrants, avec la signature du contrat territorial d'accueil et de soutien aux immigrés. La Ville de Montpellier accueille et ne se contente pas de signer la charte Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA). Autre élément phare : la lutte contre la précarité alimentaire, avec les états généraux de la solidarité qui ont été consacrés à cette cause cette année.

La transition écologique et solidaire, c'est une politique globale, cohérente, une politique pour toutes et tous, qui a été menée en 2021. C'est une politique de cohésion sociale et d'épanouissement de toutes et tous. C'est par exemple la création du collectif Gisèle-Halimi, l'expérimentation du permis de louer, le plan Montpellier école 2030. La transition écologique et solidaire, c'est une véritable politique écologique, c'est l'accompagnement des publics précaires dans les économies d'énergie, c'est une Ville où la nature et l'agriculture urbaine se déploient. 10 000 arbres plantés, le lancement de la concertation pour l'agriparc des Bouisses, près de 100 parcelles de jardins familiaux créées, le marché paysan des Aubes, et j'en passe.

Par ce rapport, j'ai donc le plaisir de vous proposer de prendre acte de la politique de transition écologique et solidaire entamée par la Ville de Montpellier en 2021. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur JOUAULT. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame OLLIER, Madame DOULAIN, Madame JANNIN. Madame OLLIER, vous avez la parole. Bonjour.

Clothilde OLLIER :

Ma question sera très courte. Quand est-ce que vous comptez arrêter les pesticides à Montpellier ? Puisqu'on est une des villes écologistes qui n'a pas arrêté les pesticides, je voulais savoir quand est-ce qu'on arrêterait définitivement ces poisons ?

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Ce rapport de développement durable peut être interprété par sa forme et son fond comme un bilan de votre premier quart de mandat. C'est le premier rapport – et ça a été dit – en année pleine d'exercice de votre équipe. Cette fois-ci, vous n'avez pas les moyens de vous défausser sur vos prédécesseurs. Certes ce rapport, il est obligatoire, mais s'auto-congratuler ne l'est pas, et c'est ce qui m'a le plus marquée. Comme tout rapport de ce type, on égrène des « *mesurettes* » sans lien les unes avec les autres, sans aucune pensée globale, on cloisonne les questions écologistes, sociales, économiques. En le parcourant, avec notre équipe, nous y avons vu finalement la suite logique des politiques qui ont été menées par le passé, une politique PS relativement classique.

Je ne vais pas rentrer dans les détails des cinquante pages qui nous sont soumises au vote, mais je me concentrerai sur quelques points saillants qui prouvent selon moi la caducité de votre action politique.

Premier point : le rapport commence fort avec un chapitre dédié à votre politique de « *lutte contre la pauvreté* » qui pourtant, quand on regarde les faits, pourrait plutôt être rebaptisée « *lutte contre les pauvres* ». D'ailleurs, fait marquant quand on compare le rapport 2020 et 2021, c'est qu'il y a un indicateur qui a été enlevé en 2021, celui du nombre de personnes qui dorment à la rue dans notre Ville. Si cet indicateur a disparu, ce n'est pas un hasard, c'est que vous pensez peut-être qu'en invisibilisant certains chiffres, vous invisibilisez les pauvres. Malheureusement ça ne marche pas comme ça. Je ne reviendrai pas sur la pose de mobiliers anti-SDF, qui non seulement vous déshonorent, Monsieur le Maire, mais notre Ville tout entière. On attend d'ailleurs toujours de votre part des mots sur les travailleurs sociaux qui se mobilisent depuis plusieurs semaines dans notre Ville pour tirer la sonnette d'alarme sur les conditions d'accueil à Montpellier. Je ne désespère pas que

vous puissiez éventuellement passer place de la Comédie aujourd'hui : ils y sont présents pour un rassemblement de 11 h à 14 h. Vous pourrez leur demander ce qu'ils pensent de vos politiques ainsi que de celles de vos copains socialistes au Département. Là où vous cherchez à chasser les pauvres du centre-ville, nous proposons de regarder les choses en face et d'établir un plan global d'urgence avec des places d'hébergement d'urgence, des conditions dignes d'accueil, et en proposant un véritable accompagnement social. Pour cela, nous remettons sur la table la proposition d'un vrai programme de développement de mise en commun des logements vacants.

Autre point : bien sûr qu'on ne peut pas dissocier l'action publique de ceux qui la mettent en œuvre. Pourtant, les quelques lignes qui sont dédiées à nos agents, dans votre rapport, sonnent creux. En effet, vu les mouvements de grève, à la fois dans les écoles, mais aussi depuis samedi dernier au Centre de Supervision Urbain (CSU), au zoo, et puis vendredi dans les crèches, je crois qu'il devient évident que vous êtes dépassés par les événements. Là où vous avez semé la pagaille par un manque criant de dialogue social, nous proposons de renouer les discussions en prenant compte la pénibilité de celles et ceux qui tous les matins se lèvent tôt ou encore tard le soir font tourner le service public, ce patrimoine de celles et ceux qui n'ont pas grand-chose.

Finalement, ce qui frappe le plus – c'est le dernier point que je voulais évoquer – c'est que vous ne semblez pas avoir coupé le cordon de votre logiciel libéral, avec lequel vous avez été biberonnés. Vous parlez bien de « *ville-parc* », de « *construction de la ville sur elle-même* ». Malheureusement, les Montpelliérains ne sont pas dupes, car les traces d'un urbanisme galopant ne manquent pas dans notre quotidien : des grues à l'horizon, avec partout des constructions copiées-collées, des projets inutiles qui dévorent la nature et les budgets, des fermetures de commerces de proximité au profit de grandes enseignes internationales. Les politiques d'attractivité et de métropolisation ne tiennent pas leurs promesses. On nous a dit « *ne vous inquiétez pas, on fera plus de constructions, ça fera plus de logements, ça fera baisser les prix* ». Je crois que s'il y avait une Ville qui devait démonter ces arguments, c'est bien Montpellier. Là où vous avez relégué en périphérie les classes populaires, vous avez continué à bétonner le sud-est et vous avez abandonné l'ouest de notre Ville et de notre Métropole. Nous proposons un rééquilibrage pour arrêter cette fuite en avant, et dans lequel sont tombées d'ailleurs de nombreuses métropoles avec un plan massif de développement des commerces de proximité, des services publics locaux pour des quartiers vivants et vivables.

Clairement, au vu des derniers sondages pour les présidentielles, les Français ne souhaitent pas que leurs villes deviennent comme Paris, à l'image de ces métropoles accros au béton, à la compétitivité, faites pour les plus aisés. Vous le savez : je ne suis pas un des 2 % qui pensent voter pour votre candidate. Je ne crois pas que les Montpelliérains le soient non plus.

Monsieur le Maire :
Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Je vous remercie de me donner la parole. Je vous remercie pour la présentation de ce rapport et mon intervention va uniquement porter sur un point, qui est celui du zoo du Lunaret, qui est évoqué de façon relativement anecdotique, alors que nous savons tous depuis plusieurs mois que sa situation interroge, avec ça et là un certain nombre de points inquiétants qui sont distillés dans la presse régulièrement. Récemment, plusieurs vagues de départs d'animaux emblématiques, un dialogue social en peine avec les agents – comme nous avons pu le constater avec la grève de ce samedi, grève potentiellement reconductible – des perspectives de mécénat que vous avez évoquées ici-même il y a quelques mois, un coût de réhabilitation de la serre amazonienne incertain, une pétition avec plus de 25 000 signatures qui n'a pas débouché sur l'annonce d'une stratégie claire. Bref, il est difficile aujourd'hui de comprendre quel est réellement le projet pour le zoo qui, avec ses 650 000 visiteurs par an, est un équipement qui participe largement à l'attractivité de Montpellier et au plaisir bien sûr des petits et des grands. Avec ses 80 hectares d'espaces verts et ses 11 kilomètres de chemins forestiers, c'est aussi un véritable poumon vert pour la Ville, auquel beaucoup sont attachés. Une occasion aussi peut-être de concilier sans peur écologie et attractivité, dans un vaste projet, tout en répondant aux quatre missions fondamentales des zoos définies par l'association européenne en 1993, à savoir : la conservation, la sensibilisation, le divertissement et la recherche. À moins que l'on ne veuille pas le pérenniser en tant que zoo.

Le zoo doit évoluer, et c'est vrai que l'équation n'est pas simple, puisque le fonctionnement d'un tel équipement a un coût et nécessite une maîtrise financière, tant dans l'investissement que dans la gestion ultérieure. Ce projet doit également être pensé dans le respect et la gratitude vis-à-vis de la famille LUNARET à l'origine de ce legs inestimable pour la Ville et ses habitants ; legs dans lequel sont d'ailleurs inscrites la mise à disposition du public et la gratuité.

Lors du précédent mandat, une feuille de route avait été tracée pour tenter de répondre à cette équation complexe sur une dizaine d'années avec un budget de 30 millions d'euros. Comme cela était prévu, une première phase a été mise en œuvre pour environ 10 millions d'euros. Cette première phase a permis de s'attaquer à différents points, par exemple le travail de fond pour régler efficacement et rapidement la question majeure de la sécurité incendie, avec une importante action de débroussaillage, et la mise en lien qui n'avait jamais été faite avant entre les pompiers et la direction du zoo, qui ont pu travailler ensemble et avec efficacité semble-t-il. À l'époque, l'élu Henri DE VERBIZIER, en charge à la fois des missions de sécurité des Etablissements Recevant du Public (ERP) et du zoo, avait œuvré avec succès pour que les conditions nécessaires à ce dialogue soient enfin rendues possibles. Ce travail fait a été salué par l'Office National des Forêts (ONF) et a permis de relever le challenge d'assurer la continuité de fonctionnement du zoo – qui était à l'époque mise en péril – tout en rétablissant les conditions de sécurité des usagers. Il y a eu aussi dans cette première phase la réalisation d'une clinique vétérinaire, d'une zone de quarantaine et d'une nurserie pour les guépards, qui a rencontré un succès formidable avec une dizaine de naissances, ce qui est un événement unique en Europe, ou encore un grand espace pédagogique dédié aux quatre femmes primatologues (Diane FOSSEY, Jane GOODALL, Claudine ANDRÉ et Birutė GALDIKAS) qui a été mis à la disposition du service pédagogique.

En seconde phase étaient prévus le projet de ferme pédagogique, celle-ci ayant fermé de manière précipitée en 2009 ou encore cette idée de réorganisation de méta-enclos dans lesquels peuvent cohabiter un certain nombre d'espèces, comme elles le font dans le milieu naturel, ce qui est sans doute une perspective à étudier pour résoudre la difficulté de continuer à accueillir certaines espèces qui se trouvent à l'étroit aujourd'hui – ça c'est aussi une réalité du zoo.

Bref, le projet est complexe et, il faut le reconnaître, votre tâche est ardue. Elle nécessitera de faire des choix et il me semble dommageable que vous décidiez d'enterrer la vision proposée dans le précédent projet, qui constitue pourtant une base solide de travail, quand bien même vous souhaiteriez – c'est tout à fait understandable – apporter des modifications. Pourquoi ne pas engager une grande démarche de concertation avec les habitants, sur laquelle vous pourriez vous appuyer pour fixer les nouvelles orientations que vous souhaitez donner à ce projet ?

S'ajoute également la problématique de la réhabilitation de la serre amazonienne, qui a présenté de lourdes malfaçons quasiment dès sa livraison et qui est – comme tout le monde le sait – aujourd'hui fermée au public. Le coût de réhabilitation en serait important, mais le coût de démolition aussi, et il devient donc urgent de travailler à une seconde vie pour ce lieu. Selon les conclusions techniques, dans un scénario de réhabilitation ou de démolition-reconstruction, je voudrais vous suggérer d'étudier la programmation d'une deuxième écolothèque pour notre Métropole. La pertinence de l'implantation dans cette partie nord de Montpellier permettrait à ce nouvel équipement, au service des familles, de rayonner sur tout le nord-est de Montpellier et de la Métropole, en parfaite complémentarité avec celle de Saint Jean de Védas, qui elle est située au sud-ouest. Cette écolothèque nouvelle génération pourrait être associée à un centre de recherche, le tout à proximité des grands organismes déjà présents au nord de Montpellier.

En conclusion, de nombreuses idées pourraient émerger grâce à une démarche de concertation qui impliquerait les habitants dans le devenir de ce bien commun. Il est important que votre projet pour le zoo soit clarifié et que nous soyons rassurés sur la pérennité de ce lieu emblématique, au regard des enjeux actuels bien sûr et du respect du legs de la famille LUNARET. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame JANNIN. Peut-être, Monsieur JOUAULT, quelques éléments de réponse. Je répondrai sur la question du zoo.

Stéphane JOUAULT :

Je vais juste répondre précisément sur le zéro phyto, la réponse est claire : 2022. En fait, à Montpellier, il ne reste que quelques terrains de football, pour une raison simple, c'est que ça demande beaucoup de technicité, beaucoup de formations et ça ne s'improvise pas. On le fera en 2022.

Monsieur le Maire :

Concernant le zoo, plusieurs points. D'abord, effectivement, ici il a été voté une autorisation de programme (AP), de près de 30 millions d'euros. Une petite partie a été consommée, une grande partie n'a pas été exécutée. C'est d'ailleurs ce qu'a pointé le rapport de la Cour des comptes sur la non-exécution budgétaire. Il y a d'ailleurs un panneau sur le zoo qui a été posé, il y avait une grande conférence de presse du Maire de l'époque annonçant tout ça à l'horizon 2020-2022. Pour des raisons diverses, les choses ne se sont pas faites, ou partiellement faites. Dont acte.

Le second point – et je le tiens à disposition – il existe la réglementation des parcs zoologiques, qui est régie par la convention de Washington au niveau international, par l'Association européenne des zoos, et par une réglementation maintenant plus stricte de la part du ministère. Il fait part d'une situation, en octobre 2020, après inspection, extrêmement préoccupante à deux titres – il ne s'agit pas de mettre en cause qui que ce soit – : la sécurité du public accueilli et le traitement des espèces animales. Nous avons découvert ce rapport, que personne n'avait parce que l'inspection a été conduite et, chaque fois qu'il y a eu des demandes de fermeture comme celle de la serre amazonienne, c'est la Préfecture qui demande, parce que nous ne pouvons pas accueillir de manière sûre le public.

Disons-le franchement : le zoo est dans une situation préoccupante. Ce qui ne veut pas dire que les gens ne sont pas engagés dans leur travail. Il ne s'agit pas de mettre en cause Monsieur DE VERBIZIER, qui s'est impliqué pour un certain nombre d'actions. Mais le zoo est dans un moment de croisée des chemins sur son avenir, clairement. Pour nous tous ici, il est clair que le legs LUNARET doit être honoré, respecté, la notion de gratuité, la notion de grand poumon vert – je vais y venir – confortées.

La priorité absolue qui est la nôtre, c'est d'abord la sécurité. C'est pour ça que, parfois, dans un premier temps, dans l'année écoulée, il y avait certaines zones qui n'ont pas été accessibles au public parce qu'il a fallu faire des travaux de sécurisation pour éviter que des animaux s'enfuient, dire les choses telles qu'elles étaient. Ça s'est fait au plus vite, et on n'ouvre que quand la sécurité est garantie.

Second point : le projet pour l'avenir du zoo, le bien-être animal. Le rapport dit que chaque fois que nous introduisons des espèces dans la serre amazonienne – je parle sous le regard d'Eddine [ARIZTEGUI] – 25 % des espèces introduites la première année meurent, nous sommes pointés très sévèrement. La serre amazonienne a pu apparaître comme une bonne idée il y a 20 ans ; mais aujourd'hui, dans la prise en charge des animaux, avec le legs, des malfaçons que vous avez très justement évoquées, l'outil dysfonctionne. C'est vrai, il y aura un choix à faire. Est-ce qu'on doit consacrer plusieurs dizaines de millions pour refaire le projet à l'identique ou en faire autre chose ? Sommes-nous prêts à mettre plusieurs dizaines de millions d'euros sur cet équipement-là ?

Troisième aspect : la sécurité. Vous avez raison de rappeler que le parc peut fermer lors des épisodes caniculaires, malgré la présence d'une permanence de pompiers dans le parc, prise en charge par la Collectivité. C'est pour ça qu'en accord avec le Général FLORES, outre la troisième caserne au sud de la Ville de Montpellier, une quatrième caserne va être construite au nord, en accord avec Madame le Maire de Montferrier-sur-Lez, dans ce secteur-là, permettant de renforcer la protection de la grande surface boisée Lunaret, Montmaur et Lavalette.

On a été aussi pointé sur les espèces, parce que certaines ne sont pas respectueuses du bien-être animal. C'est à la fois une conviction, mais c'est aussi une prescription réglementaire. Pour beaucoup je vais vous l'apprendre, mais le rapport du ministère disait quand même qu'on avait des rhinocéros qui ont été introduits par Marcel GALLET, Directeur du zoo dans les années 60. Les rhinocéros sont des herbivores et nous les mettons sur des sols caillouteux, nous avons été pointés pour cela. Je veux ici dire les choses, les problèmes, pas pointer les responsabilités des uns et des autres. Le rapport a clairement dit qu'il n'y avait pas un traitement satisfaisant de cette espèce. D'ailleurs la reproduction n'a jamais eu lieu dans ce parc zoologique. On est pointé pour non-respect du bien-être animal.

Qu'allons-nous faire ? Un : il y aura toujours un zoo à Montpellier. Dans les jours qui viennent va être présenté un concours – et dans le budget je vais vous en parler – qui vise à construire une réflexion et des aménagements sur la grande échelle, le bois de Montmaur, qui objectivement depuis 30 ans n'a pas fait l'objet d'intervention, le zoo du Lunaret et Lavalette, c'est-à-dire près de 150 hectares de poumon vert, dans lequel on trouvera le zoo. On pense à cette grande échelle. Pourquoi faut-il faire cela ? Parce que c'est un formidable espace qui souffre de discontinuités. Demain, en septembre 2025, il y aura la ligne 5 du tramway, qui reliera la place de la Voie Domitienne, le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), donc le bois de Montmaur, Agropolis. Il y a sur la ligne 5 du tramway l'opportunité de permettre à beaucoup plus de monde d'accéder à ce grand poumon vert. C'est une réflexion et des aménagements d'ensemble que nous allons conduire. Au sein de ce grand espace vert, une dimension parc zoologique, avec la réalisation d'un hôpital de la faune sauvage pour pouvoir prendre en compte – on a délibéré de manière unanime là-dessus – la prise en charge d'un certain nombre d'espèces méditerranéennes – je parle sous le regard de Monsieur ARIZTEGUI – parfois, des oiseaux, des animaux sont blessés, se retrouvent malades, pour les réintroduire dans le milieu naturel. Les espèces qui seront conservées au parc zoologique seront des espèces méditerranéennes ou certaines du climat africain et australien parce qu'elles correspondent au climat qui est présent ici. Par exemple les girafes ont toute leur place dans le zoo parce que les conditions climatiques leur permettent de vivre ici. La logique de méta-enclos va se poursuivre. Je le dis, parce que l'une des demandes des préconisations historiques de la convention de Washington, 1970, c'est qu'il y ait une diversité d'espèces et que ce ne soient pas des enclos méta-espèces. Par exemple celui dit « *des girafes de plaine africaine* » aura vocation à s'étendre.

Enfin, une dimension essentielle. Pourquoi un zoo ? Bien sûr on doit accueillir des touristes, et ça doit être un grand lieu d'agrément, de découverte de notre territoire. 150 hectares, des choses données à voir, un grand lieu de promenade avec la vue magnifique sur le Pic Saint-Loup et l'Hortus, évidemment. Mais aussi un lieu de culture scientifique et technique, pour permettre à l'ensemble des enfants de la Métropole de comprendre la diversité du vivant, les enjeux de la biodiversité, les modalités aussi de prise en compte du bien-être animal – qui est un débat très légitime dans notre société, en tout cas on aurait tort de le nier. On n'a pas tous la même sensibilité là-dessus et c'est normal, mais en tout cas c'est une problématique qu'il nous faut impérativement prendre en compte. Ce sera la mission d'un zoo public, payé par le contribuable. Le coût de fonctionnement du parc zoologique du Lunaret, c'est près de 7 millions d'euros. On remplit une mission de service public. Je veux le dire ici, parce que dans la géographie des parcs zoologiques en France, il y a Beauval : on aime, on n'aime pas, c'est 25 euros l'entrée. Là, c'est vrai, vous avez les pandas, vous avez des singes, mais là, chacun paye et c'est privé. Nous, c'est un zoo public et donc la dimension éducative sera présente. Je prends bonne note de votre proposition sur une écolothèque sur cette partie de la Ville, parce que ça, ça s'inscrit dans la dimension éducative, et je pense là à ce qu'on appelait la ferme pédagogique, qui était désignée « *Darwin* », qui est quand même un scientifique majeur.

Ce sont les grands attendus qu'on pose. S'il y a des gens qui nous disent « *il faut des éléphants, il faut des pandas* » : non, on est dans un zoo public, on n'a pas les moyens de pouvoir les accueillir. Le coût d'un panda, c'est 1 million d'euros de location à la Chine. Vous allez à Beauval, vous voyez tout un tas de photos entre XI Jinping et la défunte fondatrice du zoo de Beauval. Bon.

On va présenter le projet de cahier des charges de concours, sur lequel nous allons travailler. On va mettre au vote une enveloppe qui va commencer à préfigurer ce programme. Dans le budget 2021, il y a une autorisation de programme de plus de 30 millions d'euros sur l'espace Lavalette, Montmaur, Lunaret. C'est comme ça qu'on va intégrer la réflexion. Je le dis avec beaucoup de clarté : quand nous sommes arrivés en responsabilité, on ne s'attendait pas à une situation aussi complexe sur le zoo. Je ne jette pas la pierre, je veux être très clair. La réglementation s'est considérablement durcie. Il y a peut-être eu des choix passés très inflationnistes sur un certain nombre d'espèces ou dans la façon dont on a pu concevoir les programmes qui ne correspondent plus aux réalités de l'époque, type la serre amazonienne ou type la grande chaufferie – vous m'en parliez – dans l'enclos des girafes, en fait, qui chauffe le plein air. Vous voyez, ça pose quand même des questions. Aujourd'hui on ne ferait plus un programme comme ça.

Bref, on va continuer, on va donner un nouveau souffle à l'espace du parc du Lunaret, avec un zoo, avec demain un hôpital de la faune sauvage, intégré dans un espace vert, un grand poumon vert, ce qui fait une ville-parc au nord de la Ville. Monsieur MARTIN qui est élu aux sports connaît bien

Montmaur : c'est un espace qui pourrait être parfaitement approprié par les joggeurs, avec un certain nombre d'agès pour les pratiques sportives amateurs. L'espace de Lavalette est au bord du Lez ; il offre des potentialités extraordinaires ; c'est cette réflexion-là, à l'occasion de l'arrivée de la ligne 5 du tram. Le sujet sur lequel nous ne fléchirons évidemment jamais, c'est la sécurité du public quand il doit entrer dans le parc zoologique. C'est un sujet majeur. Mais c'est un vrai débat : zoo public versus zoo privé.

Ah oui, et vous avez dit « *on fera peut-être appel au mécénat* ». Oui, parce qu'on sait que beaucoup de gens sont attachés à l'espace du Lunaret, et sont prêts à soutenir différents projets ; on donnera cela. Evidemment ça va être présenté et concerté avec les Montpelliérains, mais je veux être très clair : il est hors de question qu'il y ait une fermeture du parc zoologique ou une transformation du legs LUNARET. Par contre, chaque espèce introduite doit pouvoir être bien traitée, il en va du bien-être animal, et ça c'est un point très important. Je pense que ce sont les missions des zoos publics.

Voilà, sur un sujet où vous avez raison d'interpeller. Je sais qu'il y a beaucoup de choses. Quant à la grève, il y a eu 8 agents qui ont déclaré 1 heure de grève. C'est leur droit, c'est une grève perlée. Mais comme ça posait des problèmes de sécurité pour accueillir le public, la décision a été prise de fermer le zoo, parce qu'il n'est pas question qu'il y ait un incident qui se pose. Les agents du parc zoologique de Lunaret sont plutôt soucieux de participer à la définition de ce nouveau projet, qui doit faire le zoo du XXI^e siècle pour Montpellier.

Quant à l'intervention précédente, je crois qu'elle relève plus du contexte électoral du moment que de propositions.

Je propose de donner acte.

Le Conseil prend acte du rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable pour l'année 2021.

AFFAIRE 2 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) - CRÉATIONS, RÉVISIONS ET CLÔTURES - ADOPTION

Mme HART (avec le pouvoir de M. DIORE) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Je propose de donner la parole à Monsieur ASLANIAN pour la présentation, pour l'un des sujets majeurs du jour, qui est la présentation du budget 2022. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN :

Monsieur le Maire, merci. Avant, je crois que nous avons une affaire sur un vote d'autorisations de programme.

Monsieur le Maire :

Oui, avant la présentation.

Michel ASLANIAN :

Je vous propose de voter cette note qui crée 17 autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) pour 218 millions d'euros, de réviser 4 autorisations de programme pour 37,3 millions d'euros et de clôturer 5 autorisations de programme et crédits de paiement. Au final, le montant des autorisations de programme et des crédits de paiement s'élèverait ainsi à 768,6 millions d'euros.

Monsieur le Maire :

Ok. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Oui ? Bien sûr, Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA :

Deux mots. Comme vous venez de préciser sur l'opération zoo, qu'on donne des chiffres, parce que sur l'AP précédente du zoo, 30 millions étaient prévus, 10,289 millions ont été réalisés. Vous la remplacez par une opération ville-parc, Lunaret, Lavalette, Montmaur, qui elle aussi est dotée de 30 millions. Visiblement, ça pourrait être plus, mais bon c'est un chiffre. A quoi il faut ajouter le centre

de soin de Lunaret – il y en a pour 5 millions prévus. En principe, la réhabilitation de la serre amazonienne est inscrite dans l'AP qui est présentée, et même les crédits de paiement, pour 3,2 millions. Ça fait quand même beaucoup d'argent. C'est ma première remarque.

Deuxième remarque : c'est concernant l'opération Cité de l'alimentation. Budget prévu : 30,2 millions d'euros – j'admire les 200 000, mais bon, 30,2 millions d'euros. Avec une fin des travaux prévue en 2029. Depuis que les agents attendent – on a d'ailleurs une responsabilité – 2029, c'est loin. Ce qui vous oblige à poursuivre la réhabilitation de la cuisine centrale : budget prévu, 4,8 millions, un peu moins de 2 millions sont réalisés et les travaux vont s'étaler jusqu'en 2025. Après, en 2029, nous aurons bien deux cuisines, la cuisine centrale et la cuisine de la Cité de l'alimentation. Au début vous aviez annoncé qu'il y aurait une cuisine centrale et trois ou quatre petites cuisines autour. Ce projet semble avoir été abandonné : on en est à deux cuisines uniquement – ce qui est déjà pas mal – mais qui fonctionneront à partir de 2029. Je n'ose pas vous dire depuis quand les agents de la cuisine centrale attendent de travailler dans des conditions satisfaisantes. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Monsieur LÉVITA, vous avez bien relevé les montants que nous allons consacrer sur l'enjeu zoo du Lunaret, Montmaur et Lavalette. Ils sont importants, précisément pour pouvoir illustrer les propos que j'ai eus précédemment.

Le second point, sur la question de la cuisine centrale : dans ce budget il y a des crédits de sécurité d'abord pour les agents, pour l'approvisionnement de l'actuelle cuisine centrale. Il y a la construction de la Cité de l'alimentation à proximité du marché gare pour essayer d'établir des synergies. A l'horizon 2029 il y aura – et c'est pour ça que c'est une AP qui court jusqu'en 2029 – une deuxième unité de production. C'est dans cet esprit que nous travaillons. C'est une stratégie à dix ans pour la restauration alimentaire. Vous connaissez très bien le sujet de la cuisine centrale à Paul-Valéry. Là, beaucoup d'investissements sont faits pour la sécurité des agents, notamment le quai d'élévation, enfin des choses de cette nature-là. C'est l'enveloppe que nous consacrons en investissement pour la restauration scolaire.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 8 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE 3 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2022 - ADOPTION

Mme HART (avec le pouvoir de M. DIORE) entre en séance.

Mme YAGUE (avec le pouvoir de Mme MIRALLES) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Monsieur ASLANIAN, présentation du budget maintenant.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur le Maire. Je vous propose une présentation du budget primitif (BP) de la Ville pour 2022. Celui-ci s'établit à 639 891 963 euros, dont 391 024 960 euros en fonctionnement et 248 867 003 euros en investissement.

Ce budget aux alentours de 640 millions d'euros se décompose de la façon suivante : 334 millions d'euros en dépenses réelles de fonctionnement – dont nous verrons les détails un peu plus tard – 217 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement et 89 millions d'euros de dépenses d'ordre, qui sont des opérations comptables sans décaissement de fonds. Ces 640 millions se décomposent en

551 millions d'euros de dépenses réelles et 99 millions de dépenses d'ordre. Pour les dépenses réelles de fonctionnement, nous avons 193,5 millions d'euros de dépenses de personnel, 100 millions d'euros de dépenses courantes et de subventions et 36 millions d'euros d'attributions de compensation. Les 217 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement se décomposent de la façon suivante : 146 millions d'euros de dépenses d'équipement, 55 millions d'euros de remboursement du capital et gestion active de la dette et 11 millions d'euros de versements d'avances. Enfin, les dépenses d'ordre pour 89 millions d'euros : 29 millions d'euros pour les amortissements, 19 millions d'euros de dotations pour litiges et dépréciations, 16 millions d'euros de virements du fonctionnement à l'investissement et 31 millions d'euros d'opérations d'ordre en investissement, provision et neutralisation des amortissements, etc.

Si nous passons à une analyse de la situation financière, en 2022, l'épargne brute sera de 31,1 millions d'euros à ce BP, contre 29,8 au BP précédent. L'épargne nette, 17,4 millions d'euros, contre 17 millions d'euros au BP précédent. L'encours de la dette, 209,1 millions d'euros, contre 209,4 au BP précédent. La capacité de désendettement passe à 6,7 ans, contre 7 ans au BP précédent. C'est donc clairement une amélioration de notre situation financière.

Au niveau des ressources de l'emploi, en ce qui concerne pour commencer les recettes de fonctionnement, nous avons 239 millions d'euros de fiscalité – avec bien entendu des taux de fiscalité des ménages stables pour toute la durée du mandat, comme notre engagement le demande. Nous avons 96 millions d'euros en dotations, compensations et subventions : ça signifie une progression qui est liée à l'évolution de la population et des enveloppes nationales. Enfin, 28 millions d'euros de produits des services, avec un effet de rattrapage après les périodes de confinement. Ce qui nous donne en global 365 millions d'euros de recettes réelles de fonctionnement, qui sont en augmentation de 3,7 % par rapport au BP 2021.

En ce qui concerne les principales recettes d'investissement, nous ferons appel à l'emprunt pour 123 millions d'euros pour financer la PPI tout en maintenant la Ville parmi les collectivités les moins endettées. Nous aurons une gestion active de la dette pour 42 millions d'euros, qui est en fonction des opportunités de réaménagement des taux. Nous allons chercher 13 millions d'euros de subventions et dotations pour les opérations programmées dans la PPI. Ce qui nous donne au total 186 millions d'euros de recettes réelles en investissement.

En ce qui concerne les principales dépenses de fonctionnement pour l'année 2022, nous aurons 193,5 millions d'euros de dépenses de personnel, qui sont liées à la création de postes pour les nouveaux équipements, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) et le fonctionnement du centre de vaccination ; 100 millions d'euros de charges courantes et subventions, des crédits supplémentaires sur les secteurs prioritaires que sont l'enseignement, la petite enfance, la culture, le sport et la jeunesse – nous allons le voir plus en détail un peu plus loin – et enfin 36,4 millions d'euros d'attributions de compensation, qui est le versement de la Métropole au titre des compétences transférées. Ce qui nous donne 334 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement, en augmentation de 3,6 % par rapport au BP de l'année précédente.

Un petit focus si vous voulez bien sur la masse salariale, qui sera de 193,5 millions d'euros. Vous voyez une augmentation des charges de personnel de 5,4 %, ça mérite une explication. Nous avons mis en place une déprécarisation et une politique de rémunération équitable et sociale au sein de la collectivité par une prime d'intéressement collectif, par la mise en place du RIFSEEP. Enfin, nous aurons un budget accru pour les avancements et les promotions. Nous avons la volonté d'insensibiliser les efforts prolongés de la crise sanitaire. Nous avons remplacé les agents en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) pour maintenir le service public et nous avons poursuivi le fonctionnement du centre de vaccination. Enfin, nous avons la volonté de renforcer les moyens de certaines politiques publiques. Nous allouons 700 000 euros supplémentaires pour le soutien scolaire et nous allons créer des postes pour accompagner les nouveaux équipements et projets. Voilà le pourquoi de ces 5,4 % d'augmentation.

Au niveau des dépenses d'investissement, nous allons dépenser 146 millions d'euros en dépenses d'équipement, ce qui fait 15 % de progression par rapport à l'année dernière avec évidemment une montée en puissance de la PPI. Nous allons avoir 55 millions d'euros de remboursement du capital,

la gestion active de la dette – ça rentre dans le cadre de notre gestion très précise et très pointue de notre dette. Enfin nous avons 11 millions d'euros de versement d'avances dans le cadre de concessions d'aménagement, ce qui nous donne 217 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement.

Nous allons rentrer un petit peu en détail et parler de nos actions selon les 7 piliers de notre politique. Pour commencer, sur la priorité des écoles et des enfants, 151,7 millions d'euros, avec 37,8 millions d'euros en investissement, 27,7 millions d'euros en fonctionnement hors personnel et 86,2 millions d'euros en personnel, qui correspondent à 1 211 agents.

Si vous le voulez bien, Monsieur le Maire, je vais passer la parole à mes collègues Tasnime AKBARALY à l'enfance et à l'éducation. Et Madame MASSART prendra la parole sur la restauration scolaire.

Monsieur le Maire :

Oui, pour une présentation chorale ; un coup Monsieur ASLANIAN, un coup les collègues. Madame AKBARALY, pour présenter plus en détail les actions liées à ce budget.

Tasnime AKBARALY :

Je suis aujourd'hui très fière de présenter, au nom de Monsieur le Maire et de la Première Adjointe, un budget conforme à nos engagements de campagne. Un budget qui redonne la priorité aux écoles, aux crèches, aux enfants, et ce dès leur plus jeune âge. Un budget pour la réussite éducative de 106 millions. Un budget qui reflète les positions fortes tenues par le Maire pour une école qui tient ses promesses et qui se traduisent en actes très concrets. En termes d'investissement d'abord, 32 millions d'euros qui vont être consacrés à la construction de nouvelles écoles, mais aussi à la rénovation, notamment la rénovation thermique d'anciens groupes scolaires, rénovation qui améliore l'accessibilité et qui permet les premières végétalisations des cours. Au-delà des investissements, un véritable effort est réalisé sur le fonctionnement, avec 74 millions d'euros.

Ce budget illustre très clairement le tournant que nous avons engagé. Il traduit surtout à mon sens un changement de vision de la réussite éducative. Un changement autour de trois concepts majeurs. Celui d'abord d'une Ville qui rééquilibre les investissements sur son territoire et qui ne dépense pas l'argent public dans un geste architectural très coûteux à l'occasion de la construction d'une nouvelle école. Oui, nous préférons améliorer l'existant en rénovant notre bâti, en plantant des arbres dans les cours et en rendant nos écoles accessibles. Deuxième concept : une Ville qui prend part au parcours pédagogique de chaque enfant, parce qu'il est de la responsabilité de toutes les institutions qui ont un rôle dans l'école de l'honorer. Nous souhaitons dépasser la simple compétence d'entretien des bâtiments et donner véritablement les moyens d'une école de la réussite. Cette année, le plan numérique se poursuit donc, avec 1,3 million d'euros pour la poursuite et la fin de l'installation des vidéoprojecteurs dans toutes les écoles de la Ville. Enfin, un troisième concept, où l'école est très clairement la capitale du quartier, parce qu'elle intègre une dimension sociale et culturelle. C'est pourquoi nous travaillons sur les temps périscolaires et avons déjà mis en place le soutien scolaire public, laïc et gratuit, afin que nos écoles publiques retrouvent leur attractivité, retrouvent leur mixité sociale et redeviennent ce lieu où grandissent ensemble les petites Montpelliéraines et les petits Montpelliérains. Nous avons effectivement la conviction que l'école peut et doit apporter le bagage commun qui permettra à chacun de s'émanciper. Là encore, on le voit bien sur cette diapositive, cet engagement n'est pas neutre : 5,1 millions d'euros sont inscrits au budget pour le soutien scolaire et l'ensemble des temps périscolaires.

Concernant la politique petite enfance, là encore notre budget vient traduire nos ambitions, puisque l'enfant après sa naissance n'atterrit pas directement à l'école maternelle. Nous le savons, cette période des 1 000 premiers jours s'avère cruciale pour le développement cognitif, les futures capacités d'apprentissage. Cruciale également car à la qualité d'accueil se jouent, on le sait, les figures d'attachement, les habiletés sociales et la sécurité intérieure des enfants. C'est pourquoi le Maire s'est positionné sur un objectif extrêmement ambitieux : 300 nouvelles places en crèche d'ici la fin du mandat. Des promesses qui se traduisent en actes, comme en atteste ce budget : 85 nouvelles places en 2022 et la crèche Liselotte, 13 nouvelles places en réservation de berceaux, et un budget également pour la construction de nouvelles crèches en cours d'ores et déjà identifiées. En plus de ces 300 places, nous consacrons un budget conséquent dans la rénovation des lieux d'accueil existants : une

rénovation thermique pour assurer un meilleur accueil, mais aussi de meilleures conditions de travail aux agents de nos crèches qui, au quotidien, accueillent et prennent soin de nos tout petits, et je tiens à les saluer très solennellement pour leur professionnalisme et leur engagement. Enfin, dans le budget fonctionnement, une part est également consacrée au développement des activités d'éveil, qu'il soit artistique, culturel ou moteur, avec l'ambition de pouvoir externaliser ces activités d'éveil, les rendre accessibles aux nombreuses assistantes maternelles qui travaillent sur notre territoire et puis bien sûr à chaque famille.

Ces inscriptions budgétaires traduisent, vous l'aurez compris, un engagement fort auprès de toutes les équipes des établissements d'accueil, des équipes éducatives et des parents qui, en ce début d'année, font face à une situation particulièrement difficile dans ce contexte de crise sanitaire que nous connaissons. Cela me permet de saluer de nouveau l'engagement de toutes celles et ceux qui sont mobilisés auprès des enfants. Ils peuvent compter sur notre mobilisation, mais également sur notre soutien.

Pour conclure, j'ajouterai que l'éducation, la petite enfance, sont souvent les parents pauvres des budgets parce qu'elles ne font pas toujours la une des journaux, mais elles correspondent au magistère du temps long. Dès ce début de notre mandat, nous misons avec conviction sur l'éveil des tout petits et l'éducation comme véritable levier pour lutter contre le gradient social dans les inégalités de développement et d'épanouissement. En renforçant la politique publique de la petite enfance, en renforçant l'école de la République, nous investissons dans l'avenir, cette jeunesse qui demain fera société.

J'en ai terminé pour la présentation des budgets éducation, petite enfance. Je passe la parole à Marie MASSART pour ce qui concerne la restauration scolaire, car nous le savons, un accès à une bonne alimentation est aussi un des leviers qui permet d'atténuer les inégalités sociales. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Madame MASSART. L'alimentation.

Marie MASSART :

En ce qui concerne la restauration scolaire, et je vais en profiter pour répondre à Monsieur LÉVITA sur les investissements pour la future cuisine, déjà je tenais à vous rassurer : les agents ne vont pas attendre 2029 pour avoir une nouvelle cuisine et des bonnes conditions de travail, puisque la prochaine cuisine est prévue de se terminer pour 2026. Il y aura bien une nouvelle cuisine en 2026 et une seconde à l'horizon 2028. La cuisine centrale actuelle ne sera plus en activité. Je ne reviens pas sur le projet de Cité de l'alimentation que j'ai présenté de manière détaillée en juillet 2021, je vous invite, Monsieur LÉVITA, à relire la délibération ou à revoir mon intervention, mais je ne vais pas la représenter là.

En tout cas ce qui est prévu pour 2022, ce sont des investissements pour le lancement effectivement de la Cité de l'alimentation, avec la rédaction du programme fonctionnel et technique détaillé. Les équipes sont en train d'y travailler avec un prestataire, ça demande beaucoup de travail. J'en profite pour les remercier, parce que c'est en plus de leur activité habituelle. Il va y avoir également en 2022 la destruction d'un des bâtiments qui est à côté du Marché d'Intérêt National (MIN), du marché-gare, où est prévue l'installation de la future cuisine. Nous lançons également dès 2022 des études pour la conception du bus pédagogique itinérant, qui circulera dans les écoles, équipé d'une cuisine, et des tiers lieux alimentaires. Malheureusement, il faut encore réhabiliter – comme l'a précisé le Maire – la cuisine centrale actuelle parce qu'il faut la faire durer jusqu'en 2026, et aujourd'hui les conditions de travail dans certains secteurs ne sont pas satisfaisantes. Il va notamment y avoir une réhabilitation du secteur prétraitement et conditionnement, puisque ce sont actuellement des zones qui ne sont pas satisfaisantes pour les conditions de travail. Il est prévu également d'aménager une cuisine dans le resto du personnel pour pouvoir tester des recettes et avoir un laboratoire de recherche pour les nouvelles recettes de cuisine. Nous prévoyons également d'investir dans la construction de selfs. En 2022, trois selfs sont prévus, à l'école de la Restanque, à Churchill et à Diderot.

En termes de fonctionnement, nous prévoyons également en 2022 d'augmenter le budget des denrées alimentaires de 200 000 euros, à la fois pour augmenter la part du bio, puisque nous nous sommes fixés un objectif ambitieux d'atteindre 100 % de produits bio et/ou locaux d'ici 2026. D'ici 2022 on

se fixe pour objectif d'atteindre 45 %, sachant qu'évidemment l'objectif est d'avoir des produits bio locaux pour l'essentiel, mais c'est quelque chose qui est difficile parce qu'il faut s'appuyer sur les productions locales qui sont limitées, donc on travaille également à structurer les filières avec les producteurs, etc. Evidemment l'idée n'est pas de baisser le prix pour les producteurs et pour les productrices. Malheureusement, en 2022, il va y avoir une augmentation des denrées alimentaires : c'est une augmentation générale – je suppose que vous l'entendez régulièrement dans les médias – mais du coup nous allons y être soumis aussi. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame MASSART. Monsieur ASLANIAN, poursuivez.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur le Maire. Nous allons passer à nos investissements dans la ville apaisée et durable : 83,8 millions d'euros – si vous vous en rappelez, 292 millions d'euros qui ont été votés pour la PPI. Ces 83,8 millions d'euros se décomposent en 65,3 millions d'investissement, 8,6 millions d'euros de fonctionnement hors personnel, et enfin 9,9 millions d'euros pour le personnel, qui correspondent à 56 agents Ville et 193 agents mutualisés.

Je propose, Monsieur le Maire, que Madame Maryse FAYE nous présente en détail les actions.

Maryse FAYE :

Merci, Monsieur le Maire. Une ville apaisée et durable, c'était l'objectif que nous avons affiché dans notre campagne électorale, et nous sommes sur de nouveaux paradigmes, qui se sont déjà mis en place depuis un an et demi. Je voulais remercier tout d'abord pour commencer l'ensemble du personnel, dont Michel [ASLANIAN] a donné le nombre et le coût, parce que ce personnel a changé de paradigme, a changé d'orientation, et nous permet justement de mettre en place une ville apaisée et durable.

Cette ville apaisée et durable, elle est axée sur trois forts horizons, à savoir accompagner le développement de la ville, apaiser la ville et rééquilibrer la ville.

Quels sont nos moyens ? Il y a le moyen qui est aujourd'hui en stand-by : c'est l'urbanisme à la parcelle, dont nous avons tant décrié les effets néfastes. Il y a les nouvelles procédures que l'on veut mettre en place ou développer avec les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC). Les ZAC, ce sont les territoires sur lesquels on peut apporter une cohérence au niveau de l'aménagement. Alors il y a les ZAC en étalement – qui sont sur le point de se finir, comme par exemple Rive gauche ou autres – et il y a les ZAC en reconquête urbaine, par exemple la Restanque. Cette reconquête urbaine est importante puisqu'elle nous permet d'économiser le foncier, d'avoir une sobriété foncière, et qui nous permet de retravailler sur des territoires qui, aujourd'hui, sont pour la plupart obsolètes, mais qui nous permet de trouver des moyens et des territoires pour produire plus et produire mieux. La troisième orientation, c'est le recyclage foncier, comme par exemple la Cité créative – je veux parler de l'ancienne ZAC École d'Application de l'Infanterie (EAI) – sur laquelle nous recyclons certains bâtiments militaires et qui là aussi participe à notre démarche durable, sur laquelle on a une priorité particulière. Cela nous permet effectivement, comme par exemple pour le Cocon, d'aider au recyclage de ce bâtiment, qui était un ancien théâtre, et qui va permettre aux étudiants de l'École Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) d'avoir un cinéma sur place.

Cette ville durable, c'est, comme je le disais tout à l'heure, construire plus, construire mieux, mais surtout construire pour tout le monde. Dans ces conditions, il est important que nos politiques, toutes, se rejoignent sur la création de logements. Je rappelle simplement que sur la Métropole, sur l'ensemble des 31 communes, nous devons construire 5 100 logements par an supplémentaires. Ça veut dire que toutes les forces vives doivent s'y mettre. Il y a plusieurs solutions. Il y a aussi les solutions comme par exemple le permis de louer ou la lutte contre les logements saisonniers, parce que s'ils sont transformés dans une autre vocation que celle du logement, ça supprime des logements. Les politiques que vous avez mises en place, Monsieur le Maire, permettent justement, au travers en particulier de la lutte contre le logement saisonnier, de trouver du logement en plein centre-ville, et donc d'amener des familles dans ce centre-ville.

Si je reviens sur les ZAC, vous avez vu qu'il y a plusieurs possibilités. Je ne donnerai que quelques

exemples avec, par exemple, la ZAC Beau Soleil qui est effectivement une ZAC de reconquête, puisque c'était un territoire qui appartenait à l'armée, et là on va y installer des logements et des bureaux, et surtout y conserver une coulée verte très importante pour la renaturation de ce territoire. On va par exemple investir 700 000 euros, en particulier sur cette ZAC pour y construire tout de suite des logements sociaux. Ensuite il y a aussi la ZAC Cité créative, dont je parlais à l'instant, qui est l'ancien territoire de l'EAI sur lequel, là aussi, on a un budget important qui va permettre de conserver à la fois le parc Montcalm pour les 23 hectares sur lesquels vous vous étiez engagés, Monsieur le Maire, et de construire aussi du logement, du logement social, du logement abordable et du logement libre. Quand je parle de ces trois strates, c'est tout simplement pour concrétiser le fait que, sur Montpellier, on peut trouver du logement à 2 950 euros le mètre carré, mais on peut trouver aussi – et c'est là où on doit lutter contre cette inflation – des logements à plus de 6 000 euros le mètre carré moyens, voire 8 000 euros le mètre carré : ce n'est plus acceptable. C'est pour ça, Monsieur le Maire, que vous avez aussi organisé les premières assises du territoire, sur l'ensemble du territoire montpellierain, qui vont avoir lieu le 9 février prochain, et sur lequel vous allez faire les annonces, qui nous permettront de produire plus, mieux et pour tout le monde.

Ensuite il y a des aménagements que l'on finit, bien évidemment, comme l'avenue Raymond-Dugrand, et il y a des participations à la ZAC de la Restanque, sur lesquels là aussi nous avons investi par rapport au groupe scolaire qui avait commencé à être mis sur pied par l'ancienne mandature, mais elle avait tout simplement oublié de rendre l'accessibilité de ce groupe scolaire apaisé et le long de l'avenue de l'Industrie. Il est obligatoire que nous fassions des aménagements, avant que Fanny DOMBRE-COSTE, ma collègue, ouvre ce groupe scolaire à la rentrée prochaine.

Ensuite, apaiser la Ville, c'est aussi travailler avec la Métropole sur par exemple les aménagements qui sont nécessaires autour de la ligne 5 du tramway. C'est ainsi que la Mairie de Montpellier va apporter un fonds de concours à la Métropole pour faire des aménagements, comme sur la place Saint-Denis, comme sur le parvis Paul-Valéry, qui est pratiquement terminé, comme la place du 8 mai 45, comme l'avenue Georges-Clémenceau. Ces accompagnements urbains permettront d'intégrer la ligne 5 du tramway, mais avec des conditions abordables pour tout un chacun sur la mixité des flux (les piétons, les cyclistes, le tramway).

Ensuite il y a le rééquilibrage de la Ville. Tout à l'heure quelqu'un parlait que nous ne faisons rien sur l'ouest. Depuis un an et demi, nous travaillons sur l'ouest, en particulier sur les territoires prioritaires, fragiles, comme la Mosson et les Cévennes. Là aussi nous menons une politique foncière importante pour justement apporter de la mixité sur ces territoires et en particulier rechercher des terrains fonciers pour reconstruire, déplacer des groupes scolaires, des crèches, recréer des zones d'animation commerciale. Au niveau de ces zones d'animation commerciale, on va intervenir également, sur par exemple Gambetta, sur le centre-ville, en faisant des préemptions. L'anticipation foncière est un des moyens qui permet d'avoir une ville apaisée, parce que l'on peut faire des choix ensuite. Il y a aussi les participations sur le cœur de ville, ce grand cœur. C'est une concession qui est entre les mains de SA3M et la SERM et pour laquelle nous apportons des contributions financières pour justement aider le retour des logements dans ce centre-ville, recréer des dynamiques commerciales et apporter au centre-ville le rayonnement qui lui est nécessaire. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Merci. Michel [ASLANIAN], pour la suite.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur le Maire. Passons maintenant à l'épanouissement de chacun. Pour mémoire, nous avions prévu sur la durée de la PPI 105 millions d'euros d'investissement. Au budget, il y aura 39,1 millions d'euros pour l'épanouissement de chacun, qui se décomposent en 16,4 millions d'euros en investissement, 13 millions d'euros en fonctionnement hors personnel et 9,7 millions d'euros en personnel, qui correspond à 217 agents.

Je vous propose, Monsieur le Maire, de donner la parole à Hervé MARTIN pour la partie sport et jeunesse, et à Monsieur Boris BELLANGER pour la partie culture et patrimoine, pour nous présenter les actions.

Hervé MARTIN :

Je vous remercie. Ce sont 22 millions d'euros que nous allons consacrer à la pratique sportive des Montpelliéraines et des Montpelliérains, divisés en deux parts égales de 11 millions d'euros pour le fonctionnement et 11 millions d'euros pour l'investissement. Ce sont les moyens que nous nous donnons pour répondre à un chamboulement dans la pratique des activités physiques et sportives. Ces pratiques sont en évolution permanente, bien entendu, mais la crise sanitaire que nous vivons depuis 2 ans nous oblige à répondre à un paradoxe important qui est que, à la fois en particulier pendant le premier confinement, chacun et chacune s'est bien rendu compte qu'avoir une pratique d'activité physique était une nécessité absolue. Mais dans le même temps, nous faisons le constat – pas qu'à Montpellier, c'est malheureusement un constat national, et d'ailleurs bien au-delà – que de nombreux adolescents se sont habitués pendant le confinement à ne pas avoir d'activité physique et sportive. Il faut donc être capable d'aller les chercher pour les faire revenir à l'activité physique et sportive. C'est le paradoxe sur lequel nous devons travailler.

Nous y travaillons avec un grand plan de rénovation pour les installations sportives, et également de création d'installations sportives, de façon à mettre à disposition des Montpelliéraines et des Montpelliérains les outils de la meilleure qualité possible, de façon à faciliter la pratique. Le plus représentatif très certainement en 2022, ce seront les 700 000 euros consacrés à la rénovation de la piste du stade Philippidès, représentatif parce que c'est à la fois un outil pour le sport de haut niveau, et même de très haut niveau – chacun sait que Kevin MAYER par exemple s'y entraîne, et des sportifs de ce niveau-là – mais en même temps nous y trouvons des pratiques amateurs de club et même des pratiques de sport pour tous. C'est-à-dire que le soir on voit de nombreuses personnes aller s'entraîner à courir, en particulier de nombreuses femmes qui peuvent sur cet espace-là pratiquer le jogging de façon sécurisée. C'est également le skate-park de Grammont, dont les travaux vont commencer. Là ce sont 2,9 millions d'euros qui seront consacrés cette année pour répondre à la pratique toujours en évolution des plus jeunes sur le skate, BMX, trottinette et tous ces sports émergents. Également, et là il faut aller dans le cœur des quartiers, vraiment aller au contact des populations qui finalement sont souvent un peu éloignées de la pratique sportive, et il faut aller au cœur des quartiers pour les amener à cette pratique avec la rénovation des vestiaires de Juan-Braun et à Paul-Valéry, c'est-à-dire dans des Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Montpellier où nous devons mettre les moyens pour aider à la pratique sportive. Ce sont également 500 000 euros pour la réfection des plateaux sportifs à la Paillade, à Marc-Bloch et à La Croix d'Argent également. 500 000 euros pour le tennis de Grammont – j'y reviendrai là-dessus dans une délibération que nous aurons à voter sur le tennis tout à l'heure. C'est également l'aide aux clubs, avec les subventions d'équipements, 500 000 euros, de façon à être au plus près des besoins des clubs. Ce sont les clubs qui disent quels sont leurs besoins d'équipement et d'investissement, et nous les aidons là-dessus. Bien entendu les subventions de fonctionnement que nous continuons d'augmenter pour répondre à leurs besoins.

Sur le fonctionnement, vous me permettez d'insister simplement sur le travail de nos éducateurs, puisque je disais qu'il faut se donner les moyens d'aller chercher les publics les plus éloignés de la pratique sportive. Je veux là vraiment rendre hommage à nos éducateurs sportifs de la Ville, qui vont dans les écoles, sur le temps scolaire, mais également le mercredi après-midi ou pendant les vacances scolaires, en lien avec les professeurs des écoles, chercher les jeunes qui sont éloignés de la pratique, de façon à les amener jusqu'aux clubs, à rentrer en dialogue avec les parents pour analyser les difficultés, pour être certains que nous pourrions maintenir ces jeunes-là dans la pratique, car on sait que s'ils s'inscrivent, en particulier pour les jeunes filles, à cet âge-là, cette pratique pourra perdurer dans le temps, et c'est absolument fondamental. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur MARTIN. Monsieur ASLANIAN, pour poursuivre. On va accélérer un peu.

Michel ASLANIAN :

Maintenant c'est à Monsieur BELLANGER de parler de culture et de patrimoine.

Boris BELLANGER :

Monsieur le Maire, chers collègues. Pour poursuivre sur l'aspect épanouissement, la culture et le patrimoine, avec 17 millions d'euros inscrits au budget primitif : 12 millions d'euros en fonctionnement et 5 millions en investissement. Montpellier est une ville de culture forte, et forte de

ses manifestations culturelles et de ses nombreuses institutions. Notre ambition, c'est la culture pour tous. A travers ce budget, nous montrons plusieurs aspects dans la valorisation de la culture et de notre patrimoine.

L'ambition, vous le savez, c'est la perspective de la candidature de notre Ville au patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est pourquoi, pour l'embellissement et la valorisation du patrimoine, nous inscrivons donc 600 000 euros. Même chose sur le centre-ville concernant le ravalement des façades, ce sont 500 000 euros qui sont inscrits au budget, et concernant le Peyrou, pour une étude globale concernant la restauration à venir et sa mise en valeur de 200 000 euros. C'est aussi le patrimoine bâti et naturel à travers le lancement de la coulée verte des Arceaux qui fera l'objet d'une délibération au cours de ce Conseil pour 200 000 euros. C'est aussi la restauration du Domaine de Meric, un lieu patrimonial fort pour Montpellier, qui sera ouvert aux artistes. C'est un aspect très fort en matière de soutien aux acteurs culturels dans un contexte sanitaire où le soutien de la Municipalité est important, ce sont 500 000 euros inscrits pour soutenir les artistes, soutenir les associations culturelles à travers des subventions de fonctionnement pour 1,6 million d'euros.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur BELLANGER. Passons maintenant au pilier de la ville plus proche de ses habitants et solidaire. Pour mémoire, lors de la PPI, nous avons programmé 70 millions d'euros en investissement. Au budget cette année, 31,3 millions d'euros qui se décomposent en 2,8 millions d'euros d'investissement, 18,7 millions d'euros de fonctionnement hors frais de personnel et 9,8 millions d'euros pour le personnel, ce qui correspond à 298 agents.

Monsieur le Maire, je vous propose que Madame Mylvia HOUGUET nous présente les actions.

Mylvia HOUGUET :

Monsieur le Maire, ce sont 31 millions pour une Ville solidaire qui protège, une Ville bienveillante. Ce sont 13 millions d'euros pour les subventions au CCAS, incontournable de la politique d'action sociale pour la Ville et la Métropole, où le public en situation de précarité y est conseillé, accompagné.

C'est également le déploiement du bouclier social : 0 % d'augmentation des impôts des ménages, comme nous l'avons prévu dans le programme. La cantine à 50 centimes : nous avons aujourd'hui plus de 1 580 familles monoparentales les plus modestes qui bénéficient de ce tarif. Il ne faut pas oublier qu'il y a 30 % des enfants qui viennent des réseaux d'éducation prioritaire et maintenir ce tarif est un choix politique. Madame DOMBRE-COSTE le signalait : il s'agit là d'être sûr que les enfants aient accès à un repas chaud le midi. C'est également la gratuité des transports en commun. Après la phase 1 de la gratuité le week-end, la phase 2 concerne les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Le nombre d'abonnés a triplé dans ces classes d'âge, a rappelé Madame la Vice-Présidente Julie FRÊCHE, et ce sont plus de 175 000 pass gratuité qui ont été donnés aux habitants. C'est un véritable succès. C'est également le déploiement d'épiceries sociales et solidaires pour accompagner les personnes en difficulté financière à réaliser des courses à tarif réduit, quasiment 30 % moins cher que dans les magasins. C'est un gros travail qui est effectué par Madame Marie MASSART et Michel CALVO. C'est également l'encadrement des loyers, qui était nécessaire pour qu'il y ait plus de justice. C'est la plus grosse dépense contrainte des Français, avec 22 % des revenus qui sont dédiés à cette ligne budgétaire, ou encore 37 % pour les ménages les plus pauvres. C'est également aussi l'aide coup de pouce de 50 euros pour la première inscription à une pratique sportive ou culturelle. Nous avons eu plus de 3 700 attestations délivrées cette année, dont 44 % de jeunes filles – donc nous pouvons être très heureux de ce premier bilan – avec une marraine, Safi N'DIAYE, que je n'ai pas à vous représenter. Cela favorise l'épanouissement des enfants – et là je remercie le travail effectué par Hervé MARTIN, Agnès ROBIN et Véronique BRUNET.

De grands engagements pris lors de notre campagne auprès des Montpelliérains pour la protection du pouvoir d'achat et l'égalité des chances, ce sont également 2 millions d'euros de crédits participatifs pour les travaux de proximité dans le cadre des Conseils de Quartier, décidés par les citoyens. Le budget a triplé depuis la nouvelle mandature. C'est un travail très difficile, mais qui est effectué avec brio par ma collègue Séverine SAINT-MARTIN. C'est également plus d'1 million de budget de subventions contre la lutte des exclusions, le plan pauvreté, l'accompagnement, l'accompagnement social des bidonvilles, l'aide alimentaire et pour l'accompagnement des réfugiés. Ce sont également 1,2 millions de travaux pour les locaux associatifs – qui en ont bien besoin – et ce sont

12 millions d'euros pour le fonctionnement et l'investissement pour les Maisons pour Tous, qui sont des lieux privilégiés de proximité, avec un espace d'accueil, d'information, de loisirs et de culture.

Ce budget démontre notre volonté de protéger, accompagner, écouter les Montpelliérains. Le plan démontre qu'avec un peu de volonté on peut y arriver. Je suis très fier de voir nos engagements de campagne mis en place. Le coût de la vie augmente – l'électricité, le gaz, l'essence, les autoroutes, les produits de première nécessité – nous mettons en place des mesures volontaristes, ambitieuses, pour protéger le pouvoir d'achat des familles et des ménages, des femmes isolées, des personnes âgées et des petites pensions. Merci.

Michel ASLANIAN :

Merci, Madame HOUQUET. Je vous propose de passer à la ville plus verte et plus résiliente. Pour mémoire, à la PPI, nous avons programmé 110 millions d'euros sur la période de 2021 à 2026. Cette année au budget, 29,6 millions d'euros, qui se décomposent en 10,8 millions d'euros d'investissement, 6,2 millions d'euros de fonctionnement hors frais de personnel, et 12,6 millions d'euros pour le personnel, qui correspond à 287 agents.

Monsieur le Maire, je vous propose que Stéphane JOUAULT nous présente ces actions.

Stéphane JOUAULT :

Merci. 30 millions d'euros de budget. 10,8 millions d'euros d'investissement : nous avons véritablement les moyens pour faire entrer Montpellier dans la transition écologique, pour faire de Montpellier une ville résiliente, une ville nature, une ville parc. Parmi ces investissements, nous avons l'entretien et le développement d'un patrimoine naturel important. Je pense en particulier à l'agriparc du Mas Nouguier, que nous continuons à aménager : 800 000 euros. Je pense également à l'agriparc des Bouisses, pour lequel la concertation a été lancée, avance et nous allons ensuite pouvoir avancer dans l'aménagement de cette vaste zone de 100 hectares minimum de nature à préserver.

Dans cette ville nature, il faut aussi intégrer – alors ce n'est forcément dans ce budget-là – mais la végétalisation des cours d'école dont parlait Tasnime AKBARALY tout à l'heure. Il faut aussi intégrer l'aménagement de Grammont avec des projets d'agriculture urbaine. L'agriculture urbaine va se faire dans les agriparks, au Mas Nouguier. Nous avons développé déjà 100 parcelles de jardins familiaux. L'idée est évidemment d'étendre ces jardins familiaux et jardins partagés, d'étendre les potagers dans les écoles.

Une ville parc, une ville avec une agriculture urbaine qui se développe, et avec dans cette ville parc un symbole en train de se construire, qui est le grand parc Lunaret-Lavalette-Montmaur, un grand parc de 170 hectares qui va marquer cette Ville, un grand poumon vert comme on n'en trouve pas forcément dans toutes les autres villes. Cette ville résiliente, c'est aussi une ville décarbonée, une ville exemplaire en matière de décarbonation. Pour ce faire, nous avons plusieurs investissements, dont notamment 1,4 million d'euros pour la transition énergétique du patrimoine, le déploiement des bornes de recharge pour les véhicules électriques et la production d'énergie photovoltaïque, et 1,3 million d'euros pour la flotte décarbonée des véhicules municipaux. Voilà un budget ambitieux pour faire entrer Montpellier dans la transition écologique. Merci.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur JOUAULT. Passons si vous le voulez bien, Mesdames et Messieurs, au dernier point focus de ce budget : la ville qui protège, la sécurité. Pour rappel, dans la PPI, nous avons programmé 34 millions d'euros d'investissement. Pour ce budget 2022, nous avons prévu 23,4 millions d'euros qui se décomposent en 2 millions d'euros d'investissement, 3,9 millions d'euros de fonctionnement hors frais de personnel, et 17,5 millions d'euros consacrés au personnel, qui se décompose en 366 agents dont 72 agents pour l'hygiène et la sécurité sanitaire et 292 agents pour la sécurité.

Monsieur le Maire, je vous propose que Sébastien COTE nous donne quelques détails sur ce budget.

Sébastien COTE :

Merci, Monsieur ASLANIAN. Monsieur le Maire, chers collègues. Effectivement, c'est un budget de 23 millions d'euros pour réaffirmer très clairement notre volonté qui est celle d'assumer l'intégralité des pouvoirs de police du Maire, dans sa fonction de protection des Montpelliéraines et des

Montpelliérains. C'était un engagement fort de la campagne et qui trouve tous les jours sa traduction.

Je voudrais insister tout particulièrement dans ce budget sur l'importance des frais de fonctionnement et notamment de personnel. La sécurité, ce sont avant tout des hommes et des femmes. 70 % de ce budget y est consacré. Qu'il me soit permis de citer la police municipale de Montpellier, qui a su se mobiliser comme jamais ces dernières années, notamment grâce à ces nouveaux outils que sont nos postes mobiles, parce qu'il faut bien les servir, il faut bien des hommes à l'intérieur et autour de ces postes pour sécuriser et tranquilliser nos quartiers.

Bien évidemment, les Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) doivent aussi être cités. Ils contribuent tous les jours à la régulation du stationnement gênant et abusif, et à la délinquance environnementale avec la multiplication des dépôts sauvages contre lesquels nous luttons sans cesse – et j'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure, nous allons encore lutter davantage.

Le service communal d'hygiène et de santé : c'est important de le souligner, ce sont toutes les sécurités, toutes les protections que nous essayons et que nous activons. Le service communal d'hygiène et de santé, ce sont d'abord des gens, des femmes et des hommes qui luttent contre le logement indigne, qui mettent en œuvre par exemple le permis de louer sur le quartier de Celleneuve sur cette année 2021. Ce sont aussi celles et ceux qui font fonctionner le centre de vaccination, Monsieur le Maire, vous l'avez rappelé : 240 000 vaccinations. Ce sont plus de 2 millions d'euros que la Ville a consacré sur l'année 2021 à ce centre de vaccination et à l'ensemble des crédits de fonctionnement fléchés pour la crise sanitaire. C'est un engagement sans précédent et, il faut bien le souligner, absolument fondamental dans la crise que nous traversons.

Je citerai bien évidemment aussi les personnels de la sécurité civile, c'est ce service qui se mobilise lorsque notre territoire est touché par des catastrophes climatiques. Je salue leur engagement, notamment dans la mise en œuvre en 2021 de la réserve communale de sécurité civile, nouvel outil qui va venir appuyer nos politiques publiques en la matière.

Bien sûr je n'oublie pas la prévention de la délinquance. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ce sont des agents engagés au service de politiques innovantes et nouvelles. Je citerai la mise en œuvre du rappel à l'ordre qui fonctionne depuis 2021 très bien, et la création – chose inédite à la Ville de Montpellier – d'un service de médiation sociale dans le quartier de la Mosson, qui sera effectif dès l'année 2022.

Enfin, bien évidemment, au-delà de ce budget de fonctionnement, c'est évidemment un budget en investissement. Il s'agit aussi de préparer l'avenir. En particulier commencer les études pour le futur hôtel des protections, qui verra le jour à Montpellier d'ici 2025-2026 au plus tard, et qui traduira très concrètement notre volonté de mettre en œuvre l'intégralité des protections et des pouvoirs de police du Maire.

Bref, vous l'avez compris, c'est un budget qui manifeste bien notre volonté de protéger les Montpelliéraines et les Montpelliérains, et d'assumer l'intégralité des pouvoirs de police qui sont conférés au Maire de Montpellier. Je vous remercie.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur COTE. Monsieur le Maire, voici la fin des points de détails sur ce budget. Vous avez pu mesurer à quel point les conseillers municipaux et adjoints sont impliqués dans la politique que vous nous avez demandé de conduire. Je vous laisse la parole, Monsieur le Maire, sur le débat.

Monsieur le Maire :

Oui, maintenant on va ouvrir le débat. Je vous remercie parce que vous avez présenté les grands fondamentaux, et ensuite, dans les grands chapitres, les différentes actions qui vont être engagées cette année, de manière chorale, de manière collégiale, et c'est très bien. Je propose d'ouvrir la discussion sur le vote du budget, et c'est en réponse que j'apporterai les grands éclairages. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur LÉVITA, Monsieur GUISEPPIN, Madame DOULAIN, Monsieur JOUAULT, MARTIN, FRÊCHE. Allez-y, Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA :

Merci, Monsieur le Maire. Je commence par quelques remarques préalables sur le rapport qui nous a été envoyé sur le budget primitif. C'est un bon rapport, très bien fait, très bien construit.

A la page 4, vous donnez l'impact de la crise sanitaire. J'aurais aimé que figurent les « *non-dépenses* ». La crise sanitaire fait que des dépenses n'ont pas été engagées, donc une évaluation aurait été bienvenue. De la même manière, vous donnez le coût du centre de vaccination : que je sache, vous demandez à l'État de prendre en compte un certain nombre de participations à ces dépenses, ce qui fait que la dépense que vous avez engagée est moins élevée que celle qui est donnée.

Page 5, vous retracez le processus de certification des comptes. J'aurais bien aimé que vous y fassiez figurer le calendrier de mise en place de ce processus.

Page 9, vous indiquez l'augmentation des recettes de fonctionnement (3,7) et l'augmentation des dépenses (3,6). Vous n'indiquez pas dans le texte – d'ailleurs même oralement – le taux d'actualisation des bases fiscales, qui est une décision qui est indépendante de vous, de nous, elle est fixée par le Parlement. Ce taux d'évaluation est de 3,4 %. Ce qui fait d'ailleurs que les impôts locaux sur le foncier bâti vont augmenter de 3,4 %, bien que le taux de la fiscalité ne bouge pas. Les contribuables montpelliérains ne comprennent pas qu'on dise qu'on ne bouge pas et puis ils ont une augmentation ; nous n'y sommes pour rien.

Dans le chapitre qui est consacré à une ville apaisée et durable, vous écrivez « *il s'agit de maîtriser l'expansion de la Ville et de proposer une plus grande cohérence dans le projet urbain montpelliérain en augmentant la part de construction au sein des ZAC et en luttant contre la construction à la parcelle* ». Bon, c'est un objectif. Curieusement, vous ne citez pas dans le texte les ZAC que vous nous proposez au vote ce matin (Hortus-Mende, Nina-Simone, Hauts de la Croix d'Argent).

Page 30, vous écrivez « *l'année 2022 verra la mise en place d'une revue des tarifs des services publics de la Ville, démarche qui a pour vocation à estimer leur rendement et leur capacité à tenir compte de la situation sociale de chacun* ». C'est un engagement que je salue. Je n'y suis pas arrivé en 12 ans. Je vous encourage vraiment à poursuivre ce très bel engagement.

Page 36, vous indiquez le coût de fonctionnement du centre de vaccination : 1,3 million. Mais, que je sache, vous en demandez logiquement une partie du remboursement à l'État. Même page 36, vous donnez le taux d'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement (3,6 %), dont font partie les charges du personnel qui augmentent de 5,4 %. J'attire votre attention sur ce chiffre. Les dépenses de personnel représentent – vous le donnez en annexe – 57,9 % des dépenses réelles de fonctionnement. C'est en augmentation par rapport à l'année dernière, c'était 57 %. C'est un chiffre très élevé parmi les villes de notre strate. La plupart des grandes villes ont des chiffres qui sont autour de 50. Vous augmentez : 58 %. J'attire votre attention sur le danger que cela représente.

Enfin, dernière remarque, page 47, les dépenses d'équipement bondissent de 74 %, de 84 millions à 146 millions, soit 75 %. C'est impossible.

Monsieur le Maire, mardi dernier, lors du Conseil de Métropole, Christian ASSAF – je suis désolé qu'il ne soit pas là, mais je ne le mets pas en cause, je répète ce qu'il a déclaré – a trouvé que je « *défendais votre prédécesseur de manière caricaturale* », ce que je trouve curieux. Premièrement, il n'est pas utile de défendre le mandat précédent : personne ne le met en cause, en particulier en matière budgétaire. Deuxièmement, parce qu'il ne me vient pas à l'esprit de le défendre. La crise sanitaire a changé la donne, je ne vais pas évaluer ce que vous faites aujourd'hui en fonction de ce que nous faisions hier, puisqu'on n'est pas dans le même monde. On est dans un environnement différent, ce dont je vous donne acte. La crise sanitaire a engagé des changements considérables, avec danger de crise économique auquel on a pu échapper pour l'instant, avec un endettement vertigineux qu'il faudra bien prendre en compte d'une façon ou d'une autre. À quoi s'ajoute la prise en charge enfin de la transition climatique, qui va exiger des investissements d'une importance vertigineuse.

On a tendance en politique à faire des promesses – l'élection présidentielle actuelle donne à cet égard un aperçu effrayant. Le problème des promesses, c'est que soit elles se réalisent, les électeurs trouvent que les politiques ont fait leur métier et n'en tiennent pas compte pour le futur, soit elles ne se réalisent

pas, il faudra alors fournir des explications. Ce sera la faute de l'Europe, ce sera surtout la faute des Allemands, ce sera la faute du Gouvernement français... De toute manière, là, les électeurs auront le sentiment d'être trompés. Je pense que depuis 1973, les électeurs français ont été abondamment trompés, sur la réduction du chômage, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur la réduction des inégalités, sur le fonctionnement des services publics. Peut-être que je me trompe – je vous avouerai même, j'espère même me tromper, mais dans ce cas-là vous pourrez dire que mon intervention était due à mon âge et que la sénilité y est pour beaucoup – mais j'ai le sentiment que vos promesses ne seront pas tenues, parce qu'elles sont impossibles à tenir. Je le dis sans aucune hostilité, sans aucune animosité, mais je me crois tenu de le dire. Il y a dans vos projets, dans vos engagements, une impossibilité de réalisation. C'est la raison pour laquelle je voterai contre ce budget, mais je répète, sans animosité, sans hostilité. Si j'étais dans votre majorité, je dirais la même chose. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur LÉVITA. La parole est à Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN :

Monsieur le Maire, bonjour. Chers collègues. D'abord merci aux équipes de Michel ASLANIAN pour cette présentation concise, compréhensible par tous mais aussi par tous les internautes ou Montpelliérains qui nous suivent : ils ont pu avoir un aperçu assez détaillé. C'est un aspect important.

Quand on a fini les louanges, il faut venir à la réalité. Je retiendrai uniquement deux sujets – Michel ASLANIAN a été concis, je me dois de l'être aussi. Le premier sujet, c'est une vigilance plus qu'importante sur le taux de réalisation des investissements. Monsieur le Maire, l'ensemble de votre équipe élue, ainsi que toute l'administration doivent mettre tout en œuvre pour que rien ne soit laissé au hasard, que le temps qui défile ne soit pas un ennemi, mais un allié, car si nous ne réalisons pas l'ensemble de ces investissements il y aurait une incidence majeure sur les équilibres, qu'ils soient sociétaux, mais aussi financiers.

Le deuxième élément qui me semble important, ce sont les frais de fonctionnement. 334 millions sur 550 – j'enlève bien entendu les 90 millions qui n'ont pas d'incidence : ce n'est pas rien. Ce sont encore des hausses. Je comprends et on nous explique que ces hausses sont nécessaires, qu'elles sont justifiées, qu'elles ne sont pas le fait du laisser-aller. Ok, pas de souci. Mais à un moment, est-ce qu'on peut arriver à faire mieux ou aussi bien avec moins ? Est-ce qu'on peut arriver d'arrêter d'expliquer toujours la hausse ? La fiscalité aura cette incidence. Je mets un vrai *warning* sur le sujet, pour qu'enfin on puisse modifier nos manières de faire, nos axes, pour obtenir le résultat attendu, mais sans dépenser autant dans les frais de fonctionnement. Merci de votre écoute.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur GUISEPPIN. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Ça fait maintenant deux ans que je décortique et analyse les budgets que votre majorité nous propose et j'ai un peu appris à lire entre les lignes. Dans la septième ville de France, j'ai compris que l'on déclarait « *l'urgence climatique* » sans se donner de réels moyens pour en atténuer les effets et préparer notre territoire à la catastrophe. J'ai compris que derrière les grands objectifs, lorsque vous prétendiez poursuivre « *un rééquilibrage de la ville* » se cache en réalité une ultra concentration des investissements dans certains quartiers et pour les habitants les plus aisés. Le budget d'une collectivité comme la nôtre, c'est à la fois un horizon de long terme, une projection et puis dans le même temps une réponse aux problématiques immédiates et concrètes des habitants de notre territoire. Pour le long terme, on vient de le voir, le compte n'y est pas : c'est un budget *don't look up*. Pour ce qui concerne les problématiques immédiates et quotidiennes des Montpelliérains, le compte n'y est pas non plus selon nous.

Je ne vais à ce titre-là développer qu'un seul point, celui de l'éducation et des écoles. Monsieur le Maire, j'aurais sincèrement aimé entendre votre Adjointe Madame DOMBRE-COSTE sur le sujet. Les fleurs que vous vous êtes jetées tout à l'heure ne me semblent pas correspondre à la réalité. Voici les faits. Dès le mois de juillet dernier, j'avais alerté dans ce Conseil sur la situation dramatique qui se profilait pour la rentrée scolaire : des grèves et puis surtout aujourd'hui des arrêts maladie, un dialogue social qui se déroule au plus mal. Vous ajoutez à cela – et vous l'avez dit – des protocoles

surréalistes du Ministre BLANQUER, une cinquième vague de Covid-19, et vous obtenez la situation actuelle qui est la pagaille. Parmi le personnel des écoles et des cantines, les arrêts de travail se multiplient, les *burn-out* augmentent, les cantines scolaires ferment à tour de rôle. Quand elles ouvrent, elles proposent parfois uniquement un repas froid. Oui, bien sûr, la Covid-19 n'a rien arrangé, mais je vais être très clair : à Montpellier, la vague Omicron n'a fait qu'aggraver une situation que vous aviez déjà rendue explosive, n'a fait que révéler cette situation explosive, et ce sont les parents d'élèves qui le disent eux-mêmes. Aujourd'hui, ces parents d'élèves, ils sont perdus, fatigués, ils manquent d'informations, il y a les tests à effectuer, la cantine est fermée, fermeture du périscolaire. Ces parents, disons-le franchement aussi, ce sont souvent des femmes qui se retrouvent le matin devant l'école à gérer la charge mentale des enfants, des femmes qui sont même parfois obligées de manifester, comme ça a été le cas il y a quelques semaines à l'école Beethoven pour tout simplement tirer la sonnette d'alarme sur ce qui se passait sur leur école. Toujours sur les cantines, je crois qu'on y trouve là un bon exemple d'à quel point l'externalisation des missions de service public nous amène à des situations complètement absurdes. On avait la semaine dernière des cantines qui étaient fermées faute de personnels, sauf que les animateurs sous contrat d'association sont obligés de venir dans ces écoles parce qu'ils remplissent des contrats de marché public avec notre Collectivité. Dans certaines écoles il manquait des animateurs dans d'autres cantines et qu'on a fait appel à des vacataires – qui sont d'ailleurs toujours utilisés pour des missions qui sont pourtant pérennes, complètement hors cadre légal donc, alors que nous devrions les contractualiser. Pendant ce temps, vous justifiez également le manque de personnel par la difficulté à recruter. Il est vrai qu'avec la promesse d'autant de précarité et la non-reconnaissance de la pénibilité, je comprends qu'on ait difficilement envie de postuler aux postes que vous proposez.

Il faut donc selon nous un plan d'urgence pour les écoles et je ne le vois pas dans ce budget 2022. Je propose une enveloppe de 5 millions supplémentaire pour du recrutement d'agents, et pas seulement dans les nouvelles écoles mais aussi dans les écoles actuelles, des moyens pour améliorer l'information à destination des parents, des moyens pour améliorer la coordination avec les associations prestataires concernant le périscolaire, la programmation de la fin de la sous-traitance qui rend vulnérable notre service public, des équipements – non seulement les capteurs de CO₂ qui auraient déjà dû être installés mais surtout des purificateurs d'air qui sont aujourd'hui recommandés par l'OMS – et enfin, point crucial, le retour du dialogue pour l'amélioration des conditions de travail des agents, qui restent le nerf du problème dans notre Ville. Des mesures de bon sens qui viennent s'ajouter à celles que vous nous avez présentées en début de Conseil, notamment sur la mise à disposition de téléphones portables pour les directrices et directeurs d'école.

Si vous avez besoin d'idées pour savoir dans quelles dépenses couper, je peux vous en fournir : côté emplois du cabinet, les coûts cachés du nouveau stade, les chèques cadeaux à JCDecaux, ... Oui cela va coûter, mais il en va de l'éducation de nos enfants, de la santé des agents, du bien-être des parents, bref de l'intérêt général. Merci, Monsieur le Maire, pour vos précisions sur ce sujet.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame DOULAIN. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT :

Merci, Monsieur le Maire. Lors du Conseil municipal de novembre, j'avais dit que vous pouviez compter sur les élus écologistes pour mettre en acte la PPI : eh bien, on y est.

Les élus écologistes saluent ainsi un budget d'investissement en augmentation de 15 %, un budget qui s'inscrit dans notre volonté, nous, élus écologistes, d'une ville plus écologique, plus résiliente, plus apaisée. Ce budget intègre ainsi de nouvelles autorisations de programmes sur des budgets que nous portons en tant qu'élus écologistes : 30 millions d'euros pour le grand parc Lunaret-Lavalette-Montmaur ; 12 millions d'euros pour les cantines scolaires et le programme « *enfant acteur de son repas* » ; 5 millions d'euros pour le centre de soins de la faune sauvage sur le site du Lunaret, avec au passage déjà 200 000 euros dès cette année ; 1 million d'euros pour les jardins familiaux et partagés.

Au-delà de ces nouvelles autorisations de programmes, avec ce budget, nous aurons les moyens de porter de nombreux autres projets : la concertation pour l'aménagement du parc Montcalm, la poursuite du projet de l'agriparc des Bouisses, le lancement du premier tiers lieu alimentaire solidaire, la poursuite des plantations d'arbres, le développement de pistes cyclables sécurisées, le bio dans les

cantines scolaires, la réduction de la pollution lumineuse, le déploiement des composteurs de quartier. De nombreux projets pour faire de Montpellier une ville écologique et résiliente. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur JOUAULT. La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN :

Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, un petit peu comme à la Métropole la semaine dernière, nous sommes dans le droit fil de la présentation de la PPI que nous avons faite récemment, et donc dans la première année d'application de cette PPI. Je voudrais d'abord souligner, en termes d'investissement, ce qui fait partie des rares compétences encore dans nos communes : l'éducation et la petite enfance. Tout cela a très bien été décrit tout à l'heure par Tasnime AKBARALY. Un côté essentiel de ces investissements dans l'éducation, de nourrissons jusqu'à l'âge de rentrer au collège, à la fois pour améliorer les conditions d'enseignement avec les vidéoprojecteurs, etc. mais aussi la création, et l'amélioration de nos écoles. Tout cela est absolument essentiel, parce que quand on veut « *faire République* », il faut commencer par là où la République s'apprend, c'est-à-dire dans les écoles, et je dirais même dans nos crèches municipales.

L'autre point qui est important pour moi et pour l'ensemble du groupe communiste, c'est le fonds de concours à la Métropole, puisque c'est là que sont aussi les compétences importantes, en particulier en termes de transport. Je pense essentiellement à la ligne 5, dont nous lançons enfin les travaux, qui sont absolument essentiels pour répondre à la fois aux problématiques d'embouteillage et aux problématiques environnementales, en termes d'alternative à la voiture sur les trajets du quotidien.

S'agissant de la solidarité, vous me permettrez de redire ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire sur le budget de fonctionnement. J'entends ce qu'on nous dit tout le temps sur il faut être extrêmement attentif sur l'évolution du budget de fonctionnement, voire restreindre le budget de fonctionnement. Monsieur LÉVITA, quand vous nous dites « *nous sommes dans un autre monde aujourd'hui* », certes, je suis complètement d'accord avec ça : le monde a changé. Le problème c'est de répondre au problème de ce nouveau monde avec les recettes que je vois appliquées depuis 40 ans, depuis 1983, l'année que vous citiez lors du Conseil de Métropole. Finalement, depuis cette époque-là, nous voyons qu'on rémunère de plus en plus le capital au détriment du travail et du bien public, c'est-à-dire du service public. Pour moi il n'est pas entendable de dire cela. Le fonctionnement c'est les budgets de solidarité, tous ces fonctionnaires de la Ville, du CCAS, nos éducateurs sportifs, nos Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM), etc. qui travaillent au contact des populations les plus en difficulté, c'est ça le budget de fonctionnement. Il faut aller chercher les moyens là où ils sont, j'ai déjà eu l'occasion de citer le rapport Oxfam, mais quand même, comment ne pas être choqué et comment ne pas dire que c'est là qu'il faut aller chercher l'argent plutôt que de dire qu'il faut à tout prix se restreindre ? 236 milliards d'euros supplémentaires dans la poche de nos milliardaires, entre mars 2020 et octobre 2021. Il est là le scandale, il n'est pas dans l'augmentation de nos budgets de fonctionnement. 86 % d'augmentation de la fortune de ces gens-là. Quand est-ce qu'on va se décider à aller chercher l'argent là où il est, de façon à pouvoir justement financer nos politiques de solidarité au travers des budgets de fonctionnement, c'est-à-dire essentiellement des salaires des fonctionnaires de la Ville ? Le « *quoi qu'il en coûte* » doit s'appliquer partout. D'ailleurs on voit bien que la limite d'augmentation du budget de fonctionnement de 1,5 % a été provisoirement levée – comme si la crise n'était que la crise actuelle et comme si les inégalités étaient nées à ce moment-là et n'existaient pas déjà auparavant.

Bien entendu, nous soutenons le budget pour les raisons essentielles que j'ai pu dire sur les investissements que nous produisons, mais avec ce point de vigilance inverse à ce que j'ai pu entendre, qui est que nous devons favoriser nos budgets de fonctionnement en allant chercher enfin l'argent où il est, parce que nous avons changé de monde. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur MARTIN. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE :

Merci, Monsieur le Maire. C'est un budget de 640 millions d'euros, résolument tourné vers la transition écologique et solidaire. Le premier poste, ça a été dit à de nombreuses reprises, ce sont

150 millions d'euros pour redonner la priorité aux écoles et aux enfants, avec évidemment un investissement sur le patrimoine des écoles, avec la construction de nouvelles écoles, le groupe scolaire Lucie-Aubrac et Samuel-Paty qui ouvre en septembre 2022, la deuxième phase du groupe scolaire Jeanne-Moreau à la Cité créative, mais c'est aussi la végétalisation des cours d'école, le soutien scolaire gratuit et laïc et les temps périscolaires, les travaux de rénovation énergétique des écoles.

Le second poste budgétaire et la seconde priorité, ce sont bien 84 millions pour la requalification de l'espace public. Il s'agit, conformément à nos engagements politiques, de rééquilibrer la Ville, notamment à l'ouest. C'est la part des constructions au sein des ZAC qui va être augmentée, notamment à la Cité créative, à la ZAC Port Marianne et à la Restanque. Ce sont les constructions à la parcelle qui vont être réduites, avec des investissements complémentaires à ceux de la Métropole qui vont être réalisés, notamment vers les quartiers du nouveau programme Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) aux Cévennes et à la Mosson. La Ville apporte également à la Métropole un concours de 100 millions d'euros en faveur des mobilités douces, la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1 vers la gare Sud de France, le plan vélo que nous présenterons en mars en Conseil de Métropole, le réseau des Bus-Trams, les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Troisième poste budgétaire : 30 millions d'euros pour une ville plus verte, une ville parc, une ville plus résiliente. C'est la création de parcours et de coulées vertes, la construction et l'aménagement de jardins partagés, qui concourent à créer plus de liens social, la plantation de 50 000 arbres d'ici à 2026, la préservation de zones naturelles telles que l'agriparc des Bouisses qui arrive après la sanctuarisation de près de 23 hectares au parc Montcalm. Enfin, la Ville de Montpellier, dans le cadre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), sera exemplaire puisqu'elle va intégralement renouveler son parc automobile en le décarbonant.

En quatrième poste budgétaire, 40 millions pour la culture, le patrimoine, les sports et la jeunesse. Montpellier associe ses efforts à ceux de la Métropole pour valoriser le patrimoine architectural et historique exceptionnel en cœur de ville. C'est évidemment le soutien à la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO pour faire rayonner notre territoire. C'est aussi la mise en valeur et la rénovation du Peyrou, le lancement et l'aménagement de la coulée verte des Arceaux, et la restauration du Domaine de Méric, qui deviendra « *la Villa Méric* » pour devenir une résidence d'artistes. Nous réhabilitons également tous les équipements sportifs dans les quartiers, en proximité, pour que tous ces équipements soient accessibles et ouverts à tous. Je pense notamment au skatepark de Grammont, à la rénovation du palais des sports Pierre-de-Coubertin, aussi à la rénovation de la piste du stade Philipides.

Enfin, 31 millions pour faire de Montpellier une ville solidaire. Nous appliquons le bouclier social que nous avons présenté devant les Montpelliérains lors de la campagne des municipales, avec 0 % d'augmentation des impôts ménages, la tarification sociale des cantines qui touche près de 1 580 familles, l'encadrement des loyers, la gratuité des transports, près de 180 000 pass gratuité. Enfin, comme l'a dit Monsieur le Maire, un vaste plan est engagé pour moderniser et réhabiliter les EHPAD et les Maisons pour Tous.

Enfin, il faut assurer la sécurité et la tranquillité publique des Montpelliérains : 24 millions. Cela se traduit concrètement par des moyens renforcés pour affirmer le respect de la loi et celui des règles républicaines. C'est l'extension de la vidéoprotection, la vidéoüberalisation et 21 caméras supplémentaires.

C'est donc un budget de 640 000 euros. C'est un travail d'équipe, de toutes les composantes de la majorité, à l'image de cette présentation à plusieurs voix.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame FRÊCHE. Je voudrais clôturer ce débat avant de passer au vote, d'abord pour remercier chacun des intervenants, au premier rang desquels notre élu aux finances, Michel ASLANIAN, qui s'est pleinement approprié ces enjeux, et à travers lui les équipes du service des finances de la Ville. Nous avons souhaité une présentation collégiale, parce que c'est un collectif qui est au service des Montpelliérains. Je voudrais évidemment saluer chaque président de groupe de la majorité, dans leur prise de parole, et puis exprimer mes remerciements aux autres orateurs sur le

budget, pointant à la fois des propositions et des points de vigilance.

Je voudrais juste, à une des oratrices, inviter à un tout petit peu d'élégance. Madame DOMBRE-COSTE est rarement absente de notre Assemblée et encore moins dans le dialogue avec les personnels de l'éducation, les parents d'élèves. Aujourd'hui elle demande à être excusée, elle suit le Conseil en visioconférence, car elle accueille son mari qui a été hospitalisé. Si vous voulez mettre en cause la politique éducative, l'ensemble de la majorité est prêt à rendre compte, à expliquer, à ne pas faire de petits tacles mesquins. Je n'y vois pas de souci, il y a d'autres absents, plus réguliers, eux.

Quelques éléments de réponse et puis de projection. D'abord, nos dépenses de fonctionnement, cher Serge GUISEPPIN, c'est un sujet. Si j'écoute Madame DOULAIN, elles doivent s'accroître de 5 % à 10 %. Vous souhaiteriez qu'elles soient probablement à 0 % de hausse – je crois avoir lu cela. Nous faisons ce choix de 5 % sur le personnel pour les raisons suivantes. D'abord, il nous faut continuer à vivre avec la Covid-19. Nous avons 300 agents en ASA, qui ne remplissent pas leurs missions et qu'il faut remplacer. Nous avons les agents cas contact, les nombreux protocoles, qu'il nous faut remplacer. Nous avons fait un choix durant la crise de la Covid-19 très important : d'assurer autant que possible la continuité du service public, que ce soit la restauration scolaire, que ce soit les ouvertures des écoles, autant que possible. À Bordeaux, on a demandé aux familles de désinscrire leurs enfants deux jours par semaine des écoles. Dans d'autres communes, ce sont des choix similaires. Il y a sur ces 5 % une partie qui est liée au coût de la continuité du service public lié à la Covid-19. Ce n'est pas un choix indolore d'un point de vue budgétaire, mais c'est un choix que nous faisons pour tenir. Parce que, effectivement, quand une famille ou une femme seule avec enfants se retrouve avec une discontinuité de fonctionnement du service public, c'est difficile. C'est comme quand il y avait les grèves perlées le vendredi, où les gens ne comprenaient plus pourquoi la cantine ne fonctionnait pas. C'est un coût, et c'est vrai que les 300 agents en ASA, nous obligent à des remplacements.

Cher collègue Max LÉVITA, nous, on espère être remboursé du centre de vaccination, mais pour l'instant, ça n'est pas le cas, et c'est donc inscrit en dépense. Si on a une bonne surprise – nous espérons – on en prendra acte au budget supplémentaire, mais pour l'instant il faut payer parce qu'il faut vacciner. J'ai pu voir au sein de l'Association des Maires de France (AMF), où nous débattons, qu'il en est un qui arrêtent de payer. Nous pensons que la vaccination est le principal chemin pour sortir de la crise – je sais que vous partagez cette conviction et que vous ne cultivez pas la moindre ambiguïté là-dessus. C'est un coût, important, mais c'est un coût nécessaire.

Nos agents, cette année, le RIFSEEP d'une part, des mesures de déprécarisation d'autre part, et des crédits supplémentaires pour les enveloppes permettant les évolutions internes, les changements de grades, les nombreux agents de la collectivité qui ont passé des concours qui attendent... Si on écoute les partenaires sociaux, ce n'est pas assez tant nous savons qu'il y a à faire. Mais c'est un choix. C'est aussi l'extension du périmètre du service public. Quand nous allons ouvrir – ça a été dit – deux nouvelles écoles à la rentrée (Paty, Aubrac), quand nous réalisons 78 places supplémentaires de crèche, eh bien il faut des agents pour pouvoir accueillir ces équipements-là. Voilà ce qui explique les +5 % de dépense sur le volet personnel. Il y a eu des propositions pour quasiment monter à 10. Nous faisons le choix d'être à 5, et pas à 0. C'est un choix assumé.

Sur la fiscalité, je veux bien qu'on précise les choses. Il sera proposé un vote des taux et nous ne proposerons pas – comme nous le faisons depuis le début, et comme ça a été fait précédemment – de hausse des taux. Le principal taux ici, c'est la taxe foncière, nous ne l'augmenterons pas. Après, il y a les bases, et ça c'est une décision du Parlement, dans le cadre de la loi de finances. Pour ce qui nous concerne, le taux de taxe foncière sera stable et comme par le passé, depuis toujours, il y a une évolution des bases. Je crois, Monsieur LÉVITA, que vous souhaitiez qu'on soit très précis sur ce sujet, et je ne doute pas du vote unanime sur la stabilité des taux que nous proposerons.

Les économies liées à la Covid-19, Monsieur LÉVITA, vous avez questionné. En 2020 c'est réel, il y a plein de manifestations qui ne se sont pas tenues. Cette année on va tout faire pour qu'elles se tiennent. J'évoquais en introduction la Comédie du livre : il y a des budgets qui ont pu être redéployés. Nous construisons le budget comme une année où la vie reprend ses droits. C'est la condition qui est la nôtre, et souvent j'ai été interpellé pour annuler un certain nombre d'événements : si la réglementation nationale, celle fixée par le ministre de la Santé et le Premier ministre, nous ne le demande pas, nous tenons. C'est par exemple pour cela que nous aurons les championnats

internationaux de patinage artistique, c'est d'ailleurs pour cela qu'on a maintenu tout un tas de manifestations, parce que maintenant nous devons vivre avec le virus, et on ne peut pas dire que là on fera des économies en raison de la Covid-19. En tout cas, en 2020 assurément, en 2021 on pouvait le comprendre, en 2022 il faut qu'on puisse fonctionner à plein. Nous avons programmé des crédits autour de la culture, dans l'espace public, pour permettre que des événements se tiennent. Je crois que nous en avons tous besoin, Montpellier et chacun d'entre nous.

Sur notre niveau d'investissement : en 2019, il était de 97 millions, 106 en 2020, 127 en 2021, 146 en 2022. Évidemment, nous allons exécuter ce niveau d'investissement. Nous ne serons pas aux 100 %, nous ne serons peut-être pas aux 90 ou 85. Tout doit être fait pour réaliser ce niveau d'investissement, pour l'emploi, pour les entreprises. Quand on dit « *ça ne se voit pas* », regardez le nombre de chantiers qui sont lancés dans la Ville et qui suscitent un peu de crispation – ce que je peux comprendre – on voit bien que les investissements sont engagés. Les 25 millions d'euros de fonds de concours à la Métropole, on me disait hier que la concertation sur la place Saint-Denis commençait. La place du 8 mai va être reconfigurée. Madame FRÊCHE qui a porté de manière résolue – ce qui mérite d'être salué – dans le cadre du plan campus, Atrium, attends avec impatience les travaux d'aménagement de la route de Mende. Tous ces travaux sont la matérialisation de notre niveau d'investissement. Monsieur GUISEPPIN, merci d'être un allié pour mettre la pression auprès de l'administration de la Collectivité, pour qu'elle mette en œuvre les investissements sur lesquels vous êtes invités à vous exprimer.

Ce niveau d'investissement, que dit-il ? Ça a été rappelé par chacun des collègues de la majorité. Il va nous permettre de construire de nouvelles écoles. Il va nous permettre de réaliser de nouveaux selfs pour que les enfants mangent mieux dans les cantines, de végétaliser les cours d'école, d'opérer la rénovation thermique des bâtiments municipaux – chère Agnès SAURAT – qui est un chantier colossal pour faire des économies de fonctionnement. Ce sont des investissements importants. Ce sont des investissements pour améliorer le cadre de vie, soutenir les acteurs associatifs, dans le domaine du sport avec le fond d'aide à l'investissement pour les clubs sportifs, dans le domaine de la culture avec le fonds d'aide pour les artistes, la réhabilitation du Domaine de Méric, qui doit absolument être ouvert aux Montpelliérains – ce sera un lieu pour les résidences d'artistes comme nous nous y étions engagés. Des investissements pour l'espace public, pour la ville parc, pour l'éducation, à un niveau inédit : 146 millions d'euros pour la Ville de Montpellier.

Ensuite, cher Max LÉVITA, les promesses. Toute la résolution qui est la nôtre, c'est de tenir les engagements que nous avons pris. La gratuité des transports est dans sa phase 2, le tarif de cantine à 50 centimes pour les femmes seules avec enfant est effectif et nous n'avons pas attendu la fin du mandat pour tenir cette promesse. Le coupon d'aide à l'adhésion à un club sportif de 50 euros est à l'œuvre. Le plan de soutien scolaire public, laïc et gratuit (700 000 euros pour permettre aux enfants de réussir, aux professeurs d'assurer ce soutien scolaire, qui est un complément de revenu pour eux) est à l'œuvre. Je mets un point d'honneur au respect des engagements qui ont été formulés. Quand nous sommes en difficulté pour les honorer, nous pouvons expliquer et je crois que les gens peuvent le comprendre. Ces promesses-là, nous les tenons, et nous les mettons en œuvre, en respectant les grands équilibres de notre budget, les grands fondamentaux de la bonne gestion publique, autant de recettes que de dépenses. Nos marges d'autofinancement, comme l'a présenté Michel ASLANIAN, vont sensiblement s'améliorer en 2022, et vont donc nous permettre d'avoir recours à l'emprunt, donc de pouvoir investir pour le territoire. Ce budget, il est dans le respect des engagements que nous avons formulés pour les Montpelliérains. Il y a un effort, c'est vrai, conséquent sur les dépenses de personnel, mais qui se tourne vers les agents de la Collectivité, qui vise à répondre aux nouveaux besoins de service public qu'il nous faut honorer. Il nous permet d'investir dans la petite enfance, dans l'éducation, dans les espaces publics – que ce soit les places et les rues, que ce soit les parcs – dans le sport de proximité – qui est indispensable et la longue liste des équipements sportifs qui vont être rénovés est très importante – en faveur de la culture, ... Bref, œuvrer pour améliorer la qualité de vie des Montpelliérains et des Montpelliéraines, investir pour la sécurité, qui est aujourd'hui un élément indispensable. Voilà comment nous avons construit ce budget, qui est sérieux évidemment du point de vue de ces fondamentaux, respectueux des engagements formulés auprès des Montpelliérains et volontariste pour répondre aux défis qui attendent notre ville.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le budget est adopté. Je vous en remercie et je remercie Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 12 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER.

AFFAIRE 4 : HORS COMMISSION - DÉNOMINATIONS DE PARCS ET SQUARES DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Allez, on continue. Affaire n° 4 – je propose peut-être d’accélérer un petit peu. Dénominations de parcs et squares de la Ville. Nous proposons que le parc situé de ce côté de l’Hôtel de Ville s’appelle le « *parc d’Arménie* ». On avait pris une résolution très forte dans ce Conseil municipal et ça témoigne des liens entre notre pays et ce pays, dont la paix est menacée. Que le square, le parc de la Cité des Arts, à côté de la crèche de l’hôpital, s’appelle « *Christine Boumeester* », qui est une femme peintre, artiste résistante dont un certain nombre d’œuvres sont au musée Fabre. Après concertation et ouverture au printemps prochain, le « *parc Suzanne Babut* », qui est une femme qui fut engagée elle aussi dans la résistance.

Y a-t-il des demandes d’éclaircissement ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

AFFAIRE 5 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - RÉHABILITATION DES TERRAINS DE TENNIS DES GARRIGUES - QUARTIER DE LA MOSSON-HAUTS DE MASSANE - APPROBATION

Mme FRÊCHE (avec le pouvoir de Mme MARIN-KHOURY) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Nous vous évoquons les terrains de sport. Monsieur MARTIN, vous avez la parole pour présenter.

Hervé MARTIN :

Merci, très rapidement, vous avez dit tout à l’heure dans la présentation du budget qu’on reparlerait tennis. Ce sont les terrains de tennis qui sont situés en haut de la Paillade, entre le lac des Garrigues et le palais des sports Coubertin, qui étaient dans un assez piteux état. La décision avait été prise d’investir, c’était également présenté tout à l’heure sur les tennis de Grammont avec une enveloppe assez large ; j’ai pensé qu’il n’était pas acceptable que cet investissement important se fasse à Grammont sans se faire dans le même temps sur la Paillade pour le même sport. Nous allons refaire deux terrains en synthétique à la demande du club, deux terrains en béton poreux, ainsi qu’un éclairage. C’est un site qui est occupé par l’association Fête le Mur, qui avait été créée par Yannick NOAH – je vais *teaser* un petit peu en disant que nous aurons bientôt un événement fort sympathique sur ce site-là.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur MARTIN. Y a-t-il des questions ? Il y avait eu les terrains de foot aux Tritons qui ont été rénovés, les travaux de la piscine Neptune vont commencer – ça va être présenté. Il y a le stade Coubertin, sur la partie ouest de la Ville, sur la Paillade. On aura l’occasion de s’exprimer sur d’autres aspects des investissements très conséquents autour du sport qui vont être engagés.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 6 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - VILLE AMIE DES ENFANTS - CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET UNICEF - PLAN D'ACTION MUNICIPAL 2020/2026 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 6. Madame AKBARALY.

Tasnime AKBARALY :

Cette délibération me donne l'occasion, en y associant Madame DOMBRE-COSTE, de valoriser le partenariat précieux de la Ville de Montpellier avec l'UNICEF. Précieux car il labellise notre Ville, « *Ville amie des enfants* », pour la durée du mandat. Cela traduit une Ville qui se mobilise et qui s'engage autour de cinq axes.

Axe 1 : assurer le bien-être de chaque enfant, accompagner également leur épanouissement. Là ce sont toutes nos manifestations autour du droit universel à l'éveil co-portées par Mylvia HOUGUET et Agnès ROBIN. Nos politiques en matière de soutien à la parentalité, le plan alimentaire dans sa globalité portée par Monsieur le Maire et mené avec efficacité par Marie MASSART sont là autant de projets qui participent très clairement à ce premier objectif.

Axe 2 : lutter contre l'exclusion, contre toute forme de discrimination et agir en faveur de l'égalité. À ce titre, la Ville s'engage pour l'égalité entre filles et garçons depuis la petite enfance, avec la formation des professionnels et l'information des parents, mais aussi en ce qui concerne l'aménagement des cours d'école. Des actions de prévention des violences sexistes sont également prévues dans les collèges de la Cité éducative.

Axe 3 : proposer un parcours éducatif de qualité à chaque enfant et à chaque jeune. Là encore, la mise en place du soutien scolaire gratuit et laïc, tout le travail mené par la première Adjointe Fanny DOMBRE-COSTE, le soutien des médiathèques, toutes ces actions menées également dans le cadre de la Cité éducative s'intègrent parfaitement dans cet objectif.

Axe 4 : prendre en considération la participation des enfants. Quand on a l'ambition de faire de Montpellier une ville à hauteur d'enfants, et bien on porte la volonté de prendre en considération la parole des enfants. Très concrètement, les enfants du Conseil municipal des enfants sont associés à la concertation Montpellier École 2030, ouverte à l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, pour dessiner l'école de demain. La consultation également des 6-18 ans organisée par l'UNICEF est ciblée sur le territoire de la Cité éducative pour une meilleure prise en compte des avis des jeunes du quartier, ce qui me donne l'occasion de saluer l'engagement efficace de Véronique BRUNET sur ce sujet. On le voit bien : notre politique est en cohérence avec ce quatrième objectif de ce plan d'action.

Enfin, axe 5 : participer avec l'UNICEF à des actions partenariales pour le respect des droits de l'enfant en France et dans le monde. De nombreuses actions sont initiées et décrites dans les annexes, et elles ont pour vocation à se déployer dans le cadre du partenariat, tant au niveau territorial que national. Il faut savoir qu'à Montpellier nous sommes particulièrement mobilisés pour lutter contre les violences faites aux enfants, les faits de maltraitance et l'étude de l'impact des violences éducatives ordinaires sur les facultés d'apprentissage et sur les interactions sociales des enfants. Voilà, je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame AKBARALY. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE :

Merci, Monsieur le Maire. Ce n'est pas du tout sur « *Ville amie des enfants* », mais bien sur la labellisation qui avait été entamée auparavant sur « *Ville amie des aînés* » : est-ce que je pourrais avoir des précisions par rapport à où est-ce que ça en est ? Ça m'intéresserait. Au même titre que les enfants, je pense que les aînés sont importants dans notre Ville. Merci.

Monsieur le Maire :

Bien sûr, Madame YAGUE. En début de séance, on a fait un petit point sur les EHPAD publics. J'ai salué l'ensemble des personnels et j'ai indiqué que, dans cette dynamique de « *Ville amie des aînés* » nous travaillons pour délibérer au deuxième semestre de l'année 2022 sur un agenda de la longévité pour essayer de manière transversale d'appréhender la place des aînés dans la ville. C'est un très gros travail, qui donnera lieu à une délibération d'ensemble pour illustrer cette labellisation où déjà des choses se font, mais qui permettra ce travail transversal.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 7 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - CONVENTION CADRE TRIENNALE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE SYNDICAT AOP LANGUEDOC POUR LA COORGANISATION DU SALON DES VINS D'OCCITANIE À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 7. Il s'agit de verser une subvention au Syndicat AOP Languedoc pour la co-organisation du salon des vins d'Occitanie qui aura lieu au Corum et dans différents bâtiments historiques de la Ville. C'est un élément d'attractivité et de soutien à la filière viticole et qui rappelle que notre Ville s'est en partie aussi construite autour de la viticulture, comme le rappellent les embellissements rue Frédéric-Mistral ou sur la place de la Comédie.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Allez-y, Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI :

Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je prends la parole concernant cette délibération parce que je suis un peu étonné du montant de la subvention : 60 000 euros par an sur trois ans, ça fait bien 180 000 euros. Je ne pense pas que le rôle de la Ville de Montpellier est de mettre autant d'argent pour une telle manifestation – peut-être la Région ou le Département, qui soutiennent ces viticulteurs. La Ville de Montpellier, pour briller et accueillir des professionnels du vin, je veux bien qu'elle mette à disposition des salles, une communication, mais autant d'argent... On parlait tout à l'heure des économies sur les dépenses de fonctionnement de la Ville : en voilà. 180 000 euros, c'était peut-être pour lutter contre les ravages de l'alcoolisme ? Peut-être qu'on peut les donner à d'autres associations notamment. Je m'étonne aussi parce que je trouve que c'est en contradiction avec la politique que vous mettez en place. Il y a des arrêtés d'interdiction de vente d'alcool à partir de 22 heures pour certains commerçants de la Ville. Certains de vos proches et des assistants expliquent que la consommation d'alcool – et à juste titre – provoque la plupart des faits divers dans notre ville. 180 000 euros, je trouve ça excessif et c'est pour cela que nous allons voter contre. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur. Je vais être très clair. Pour nous, c'est un événement important à soutenir, qui participe à l'attractivité du centre-ville et à son soutien. Quand on fait un salon, on accueille des professionnels, des gens qui viennent de loin, ça soutient nos restaurants, nos hôteliers et ça va permettre de valoriser notre patrimoine. D'autre part, notre Département mais aussi la Métropole est

une Métropole viticole, où il est très important que nous soutenions ces professionnels, qui ont été durement mis à l'épreuve par le gel récemment, pour lequel – je dois le saluer, fort heureusement – l'État a pris des dispositions de soutien, parce que sinon beaucoup auraient vendu la vigne, et étalement urbain, en attendant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)... Donc c'est un événement que nous soutenons.

Ensuite nous pouvons discuter de la question de l'alcool et de la santé publique. Le vin, tout le monde le sait doit être consommé avec modération, mais consommer participe d'un art de vivre. Le vin dans la région de Montpellier a très clairement monté en qualité de manière assez remarquable, admirable et très remarquée par les professionnels ; c'est l'occasion de le mettre à l'honneur. A Montpellier, il existe une tradition du vin qui a trois niveaux :

- Une grande tradition scientifique d'abord, comme le rappelle le square Planchon, comme le rappelle l'engagement des formidables équipes de recherche de SupAgro. C'est pour ça que nous avons délibéré au Conseil de Métropole le soutien à l'Institut vigne et vin qui va permettre d'aider la viticulture à l'échelle mondiale, d'aider les viticulteurs à s'adapter aux changements climatiques, pour mieux exploiter la vie ;
- On pourrait dire aussi que le vin c'est un peu l'histoire, à travers les révoltes viticoles. Cette petite rue de Celleneuve, rue Marcelin-Albert, où la grande manifestation de 1907 nous le rappelle. Comme ça nous rappelle l'embellissement patrimonial de l'Écusson. Il y a un lien entre le vin et Montpellier. Il existe aussi un lien à Bordeaux et à Dijon. Aujourd'hui, si nous voulons soutenir notre viticulture, c'est-à-dire les architectes de nos paysages, il faut aussi des manifestations de ce type-là.
- Je crois que ça participe – et souvent les gens le disent – d'une forme d'art de vivre à Montpellier. Il y a des commerces qui se sont créés, qui sont des bars à vins, qui sont des cavistes – je voudrais citer rue Marioge, aux Beaux-Arts, c'est connu – qui participent de cette découverte, de cette connaissance-là.

Après il y a des messages de santé publique, et loin de moi d'être prosélyte pour une consommation abusive. La consommation d'alcool renvoie toujours à une question de responsabilité : violences routières, mais aussi dans l'espace public, sur son comportement. Vous évoquiez les épiceries de nuit, vous êtes un fin lecteur de la presse : un certain nombre ont fait l'objet de fermetures administratives parce qu'elles ne vendaient pas que de l'alcool. Nous assumons aussi cet arrêté-là dans un certain nombre de secteurs, parce qu'on souhaite qu'il y ait des gens qui puissent vivre dans l'Écusson.

Vous êtes tout à fait libre de voter contre, c'est votre choix, mais c'est une piste d'économie. En tout cas moi je crois que, pour l'attractivité du centre-ville, pour son dynamisme qui a besoin de notre soutien – il est quand même mis à l'épreuve par la crise de la Covid-19, la concurrence internet, etc. – essayer d'installer en partenariat avec la Région un salon des vins dans l'Écusson de Montpellier, je crois que c'est une très bonne chose. Tout comme nous ferons cet été les festivals, qui est qui ont été initiés pour justement soutenir les viticulteurs, les ostréiculteurs, enfin bref, tous les gens qui travaillent dans ce domaine-là et pour les faire découvrir.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 4 voix

Ont voté contre : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE 8 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - MONTPELLIER GRAND CŒUR - PROGRAMME DE RESTAURATION ET DE MISE EN VALEUR DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX ET AMÉNAGEMENT D'UNE COULÉE VERTE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire n° 8. Il s'agit de délibérer pour une enveloppe de crédits pour restaurer l'aqueduc des Arceaux dont certaines pierres menacent de tomber. À travers cette délibération, c'est surtout la possibilité pour nous de demander des aides à la Région et à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour nous aider à financer la protection de l'aqueduc, et *a priori* on agira pour la première phase sur les arches qui sont les plus près du Peyrou.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 9 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - VALORISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES - CONVENTION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET HÉRAULT ÉNERGIES POUR LA RÉALISATION D'UNE INSTALLATION DE CHAUFFERIE BOIS-ÉNERGIE AU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL GAROSUD - CONVENTION DE COFINANCEMENT D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme HART (avec le pouvoir de M. DIORE) sort de séance.

M. LEVITA sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 9. Agnès [SAURAT].

Agnès SAURAT :

Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre de la valorisation des énergies renouvelables, je porte aujourd'hui à l'approbation de notre Assemblée une convention de maîtrise d'ouvrage ainsi qu'une étude de faisabilité pour la réalisation et l'installation d'une chaufferie bois au centre technique municipal de Garosud. La trajectoire de transition énergétique que s'est fixée notre Collectivité participe de façon essentielle aux actions phares qui figurent dans le rapport que Stéphane JOUAULT nous a présenté tout à l'heure. Cette trajectoire doit être écologiquement mais aussi socialement supportable. C'est pour cette raison que les élus communistes portent aussi les questions de précarité énergétique, de redéfinition de la ressource comme bien commun, en lien évidemment direct avec la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie circulaire.

2022 marque une accélération des travaux en direction des bâtiments municipaux. Après les chaufferies de trois groupes scolaires en 2021, nous démarrons ceux du centre technique de Garosud. Le contrat territorial qui a été signé en 2016 entre Hérault Énergies, le Département de l'Hérault et l'ADEME autour d'objectifs de développement des énergies renouvelables permet à Montpellier de solliciter encore une fois Hérault Énergies pour l'accompagner tout au long des opérations de remplacement des systèmes de chauffage et/ou de refroidissement. Le site de Garosud bénéficie d'un programme de transition : c'est une chaudière à granulés et son espace de stockage qui viendront remplacer une chaudière à gaz vétuste. Les études passent par une convention de cofinancement entre la Ville, l'ADEME et la Région, pour un montant de 12 000 euros, et les travaux eux s'élèvent à 549 000 euros, dont 283 000 à la charge de la Collectivité. La mise en service de la chaufferie a été fixée au 15 décembre 2022. La transition énergétique qui – nous l'avons vu ce matin – se traduit par des investissements tous azimuts (les écoles, les crèches, les restaurants scolaires, les Maisons pour Tous, les locaux associatifs, les équipements sportifs, culturels, l'Hôtel de Ville), donc tout ceci, traverse la totalité des opérations puisqu'elles doivent systématiquement intégrer les consommations énergétiques et les usages bâtimentaires dans la trajectoire de sobriété inscrite au décret tertiaire.

Au-delà de cette délibération, je tiens à saluer le travail colossal de l'ensemble des directions et des

agents des services énergie, bâtiment, maintenance et travaux, qui constituent le Pôle patrimoine immobilier. La programmation et le pilotage d'une partie des opérations qui découlent de notre PPI mobilisent toutes leurs compétences autour des enjeux de revalorisation de l'école de la République, de ville exemplaire et de valorisation du patrimoine historique et architectural, comme nous l'avons vu ce matin. 2022 marque une accélération des travaux, mais aussi un engagement vers un mix énergétique porté par un écosystème local, partenaire précieux pour que de futures installations innovantes nous soient proposées. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame SAURAT. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? La Ville et la Métropole, c'est 1 million de mètres carrés, la façon dont on traite la sobriété énergétique de ces bâtiments, ça a clairement un impact. Merci de votre présentation très complète qui illustre cela. Là ce sont directement nos dépenses de fonctionnement qui sont impactées.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

AFFAIRE 10 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ HORTUS-MENDE - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE CONCERTATION - APPROBATION

Mme YAGUE (avec le pouvoir de Mme MIRALLES) sort de séance.

Mme HART (avec le pouvoir de M. DIORE) entre en séance.

M. LEVITA entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 10. ZAC Hortus-Mende. Madame FAYE.

Maryse FAYE :

Oui, Monsieur le Maire. Cette ZAC, c'est une nouvelle opération que nous vous proposons de lancer. Elle se situe dans le nord de Montpellier – quand on parlait de rééquilibrage de la Ville, nous y sommes. Cette ZAC sera située sur un territoire qui aujourd'hui est valorisé par un territoire riche, avec de l'habitat déjà présent, mais un territoire fragile, avec des problèmes hydrauliques : c'est le plan des 4 Seigneurs. C'est un lieu stratégique, puisqu'il se situe dans le programme de Med Vallée, il se situe sur le linéaire de la ligne 5 du tramway et il est situé entre le périmètre dont vous parliez tout à l'heure, à savoir Lavalette-Lunaret-Montmaur. C'est un territoire sur lequel on va pouvoir instaurer véritablement nos politiques de développement durable, en particulier en créant un nouveau pôle de centralité autour de la place Jean-Baumel, avec l'école Calmette, avec les commerces existants, et bien évidemment avec des aménagements supplémentaires qui nous permettront d'optimiser ce centre, avec une animation forte. Je vous propose donc de lancer sa création.

Monsieur le Maire :

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Oui, très rapidement, quand tout à l'heure je disais qu'il faut « *rééquilibrer la ville* », je ne voulais pas dire ce qu'on a fait au sud-est, le refaire à l'ouest : bétonner n'est pas rééquilibrer. Pour les trois affaires qui suivent, on est quand même sur la création de ZAC avec de la bétonisation. Là on parle de 18 hectares, dans un des quartiers les plus verts de la Ville. Bien sûr il faut anticiper par rapport à la nouvelle ligne de tramway, mais aujourd'hui il y a zéro engagement dans la délibération que vous nous proposez, pour tout simplement limiter, sanctuariser les terres. On voit très bien ce qui est en train de se passer. On voit à quel point la lenteur de la mise en place du PLUi nous fait nous poser beaucoup de questions aujourd'hui sur est-ce qu'on n'est pas en train de bétonner ? Est-ce qu'on peut encore bétonner avant de reculer alors qu'il le faudrait.

Monsieur le Maire :

Sur cet endroit, il est indispensable qu'il y ait une ZAC. Je le dis très tranquillement, j'ai été très frappé de voir le long de la route de Mende, en face du CNRS, sortir un grand collectif de résidences étudiantes privées. S'il y avait eu une ZAC à cet endroit-là, cette urbanisation à la parcelle que le PLU datant de 2006 a rendu possible, il aurait été possible de mieux réguler. Comme vous le savez, il y a une station-service qui est désaffectée, qui est une grosse emprise. Madame FAYE a parlé des endroits hydrauliques, c'est principalement à cet endroit. La ZAC, elle a un mérite, c'est quand il y a des programmes de logement, il faut quand même répondre, et avec la servitude de mixité sociale que la modification n°14 du PLU qui a été faite le plus vite pour amplifier la production de logement social, ça permet de financer des équipements publics. L'équipement public que nous souhaitons absolument financer, c'est d'abord de réaménager la place Jean-Baumel et de la relier par un trottoir digne de ce nom à la future ligne 5 de tramway. C'est un des éléments importants. Dans une ZAC, il y a aussi la part des espaces verts et, dans cette zone-là, ils sont extrêmement importants. Avec cette procédure, ça renforce les pouvoirs en matière d'urbanisme pour éviter une urbanisation à la parcelle. Quant au calendrier du PLUi, ça sera mi-2023, on l'a suffisamment dit. Si on pouvait l'accélérer, on l'accélérerait, mais c'est un objet juridique qui demande beaucoup de temps dans chacune des communes, et voilà son rythme. Les ZAC, c'est quand même ce qui permet à des endroits aussi de protéger et de dire comment on construit la Ville. Evidemment, il faut être très attentif, comme partout d'ailleurs, à la ceinture verte. On aura l'occasion de parler dans quelques jours du rééquilibrage et je ne doute pas que vous nous adresserez un satisfecit, si vous êtes de bonne foi.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Contre les ZAC ? D'accord, pour l'urbanisation à la parcelle, donc. Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE 11 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME POUR LA RÉALISATION DE LA ZAC NINA SIMONE - AVIS FAVORABLE DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire :

Affaire n° 11. Là c'est la mise en compatibilité du PLU avec la ZAC Nina-Simone.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE 12 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - QUARTIER CROIX D'ARGENT - PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DES HAUTS DE LA CROIX D'ARGENT - MODALITÉS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire n° 12. Quartier Croix d'Argent, les hauts de la Croix d'Argent, création de ZAC. Peut-être, Madame FAYE, précisez de quoi il s'agit ?

Maryse FAYE :

Tout à fait. Alors cet ensemble futur de la ZAC Croix d'Argent, Hauts de la Croix d'Argent se situe géographiquement le long de l'avenue de Toulouse, en face du parc Montcalm. L'objectif de cette ZAC, c'est de remplacer les immeubles qui appartiennent à l'office départemental HLM, dans le cadre de recyclage ou de reconstruction. Cette ZAC aura une excellence environnementale dans la mesure où l'emprise des bâtiments existants sera l'équivalent de l'emprise des futurs bâtiments, une protection totale de l'environnement qui est existant, arboré, et également une mutualisation des parkings qui permettra de désimperméabiliser encore plus ce territoire, futur objet de logements nouveaux et qui seront en plus dans la démarche environnementale qui nous incombe particulièrement, qui sera relié au chauffage urbain de l'ensemble de la ZAC Cité créative, avec la construction actuelle de la chaufferie biomasse dont le chantier a démarré récemment.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame FAYE. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Vous avez bien compris que c'est une ZAC qui concerne la reconstitution du parc social pour l'améliorer par Hérault Habitat, qui permettra de connecter, de chauffer le tissu urbain existant par la chaufferie bois. C'est bien la ZAC qui nous permet d'opérer ce pilotage et les éléments de désimperméabilisation à cet endroit-là – qui sont nécessaires. Je précise que dans ce secteur de la Ville, nous aurons l'occasion bientôt d'annoncer l'implantation d'un nouveau groupe scolaire pour soulager l'école Ronsard et Aliénor d'Aquitaine, et c'est précisément dans la ZAC que figure ce programme, et que la ZAC va un petit peu nous aider aussi à le financer.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Il me semble que nous arrivons à convaincre, Madame FAYE. Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 13 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - QUARTIER CROIX D'ARGENT - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE EL 177 POUR 434 M² APPARTENANT À ACM HABITAT - APPROBATION

Mme YAGUE (avec le pouvoir de Mme MIRALLES) entre en séance.

M. LAOUKIRI (avec le pouvoir de Mme SERRANO) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 13. Il s'agit d'une acquisition de parcelle. Y a-t-il des questions auprès de Madame FAYE ? Madame JANNIN, bien sûr.

Stéphanie JANNIN :

Excusez-moi, mais est-ce que vous pourriez donner des précisions sur cette délibération, parce que je ne la comprends pas bien ?

Monsieur le Maire :

Madame FAYE va vous répondre.

Maryse FAYE :

Madame JANNIN, en fait, Monsieur le Maire vient de parler d'un groupe scolaire qui sera construit dans le quartier Croix d'Argent, pour désaturer le groupe scolaire Ronsard. Dans la mesure où on a identifié un terrain qui appartient déjà à la Collectivité par anticipation – cette réserve foncière existait – mais ce terrain est un peu trop petit pour accepter la construction d'une école et d'une crèche, puisqu'on mutualise ces deux équipements. Il nous faut acquérir en périmètre un terrain supplémentaire qui appartient à ACM Habitat et dont ils n'ont pas l'utilité aujourd'hui. En fait on mutualise des terrains et deux équipements publics sur ce foncier.

Monsieur le Maire :

C'est bon, Madame JANNIN ?

Stéphanie JANNIN :

Je comprends. En fait là vous rachetez une petite parcelle en longueur, c'est ça, qui est sur le schéma ? Mais le reste de la parcelle jaune, c'est une propriété d'ACM également ?

Maryse FAYE :

Excusez-moi, je ne l'ai pas en couleur. Ce que vous désignez en jaune, c'est la parcelle EL178 ?

Stéphanie JANNIN :

Non ça c'est en bleu.

Maryse FAYE :

D'accord excusez-moi.

Stéphanie JANNIN :

C'est tout le reste en fait.

Monsieur le Maire :

En gros, là, c'est la maîtrise du foncier pour pouvoir réaliser la future école.

Stéphanie JANNIN :

Non, juste, la question que je me pose c'est que si la parcelle appartient totalement à ACM, elle a fait l'objet en son temps d'une opération immobilière où a sans doute été calculé, par exemple, le taux d'imperméabilisation des sols, la surface que l'on garde non construite. Si après coup on prend des bouts de parcelles et on les recède pour potentiellement les imperméabiliser, je me questionnais juste là-dessus. Mais je n'ai pas l'historique, donc je ne sais pas.

Maryse FAYE :

Cette parcelle sera intégrée effectivement dans le foncier, mais elle permettra de réaliser une partie de la cour pour la crèche et une partie de la cour pour l'école. En fait elle ne sera pas imperméabilisée, puisque notre politique est de désimperméabiliser les cours d'école et les cours de crèche.

Stéphanie JANNIN :

En tout cas il faudra faire bien attention à ce que ce segment-là ne se retrouve pas imperméabilisé par la suite, alors même qu'il a participé à une autre opération globale dans laquelle il a dû y avoir une autorisation pour un nombre de mètres carrés imperméabilisés et pas plus. Je ne sais pas si je suis très claire.

Monsieur le Maire :

Si, si. Vous êtes claire et votre vigilance est juste. Les questions hydrauliques dans ce secteur-là – comme dans plein d'endroits de la Ville – appellent à faire attention. L'idée c'est ce programme public crèche-école dans ce secteur. Evidemment il faudra qu'il soit conforme aux prescriptions du PLU, c'est là-dessus qu'on travaille. Il y a une forme de remembrement foncier pour pouvoir réaliser le projet.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

AFFAIRE 14 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - GYMNASSE FRANÇOISE SPINOSI - CONVENTION D'AUTORISATION DE PASSAGE SUR LA PARCELLE SM39 ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire n° 14. Convention d'autorisation de passage sur la parcelle SM39. Y a-t-il des questions ?
Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 15 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CAMBACÈRES - CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE D'UNE CANALISATION D'UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE SUR UNE PROPRIÉTÉ VILLE - PARCELLES CADASTRÉES SC 25 ET SC 104 - AVENUE RAYMOND DUGRAND - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. LAOUKIRI (avec le pouvoir de Mme SERRANO) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 15. Convention de servitude de passage pour une canalisation sur la parcelle SC25 et SC104. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Oui, vas-y.

Fatma NAKIB :

Monsieur le Maire, chers collègues. Cette délibération est l'occasion pour les élus écologistes de rappeler que la gare des Montpelliérains et des Montpelliéraines reste, demeure et sera toujours la gare Saint-Roch. La construction de la gare Sud de France arrive 30 ans trop tôt et nous sommes désormais contraints d'en payer les coûts annexes. Parmi ceux-ci, le prolongement de la ligne 1 du tramway vers cette gare. Il faudra la faire, certes, mais ce n'est pas la première urgence pour notre Ville. La desserte de la gare ne doit pas hypothéquer l'avenir d'autres politiques publiques à Montpellier, ce projet ne doit pas être celui du mandat actuel. Enfin, il nous semble essentiel d'exiger comme condition fondamentale de ce prolongement que la gare Sud de France soit desservie par des trains supplémentaires, et non par des trains de substitution de la gare des Montpelliéraines et des Montpelliérains, la gare Saint-Roch. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci. Ceci étant dit, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 16 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CESSIION D'UNE EMPRISE DE 135 M² AU PROFIT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - PARCELLE LR 341B - AVENUE DE LOUISVILLE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire n° 16. Avenue de Louisville. Cession d'une emprise de 135 m² au profit de la Métropole. C'est la parcelle LR 341b. Y a-t-il des questions auprès de Madame FAYE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 17 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CESSIION D'UNE EMPRISE AU PROFIT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - PARCELLE HK 476 - RUE DE VALENÇAY - APPROBATION

M. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Maire : Parcelle HK 476, rue de Valençay. Il s'agit d'une cession au profit de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 18 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CESSIION À ACM HABITAT DE LA PARCELLE CADASTRÉE KY N°15 SITUÉE IMPASSE DES MOULINS À MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Maire : Cession à ACM Habitat de la parcelle KY n° 15 impasse des Moulins. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

AFFAIRE 19 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PRÉEMPTION DE LA PROPRIÉTÉ DE LA SCI LA MULTICOLORE - 42 ET 44 RUE FRÉDÉRIC BAZILLE - CESSIION À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Préemption de la propriété de la SCI La Multicolore située 42 et 44 rue Frédéric-Bazille. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, vous vous plaignez souvent de l'opposition depuis que vous n'y êtes plus, vous critiquez parfois nos « y'a qu'à faut qu'on » et ne répondez pas toujours à nos questions. Pourtant, quand vous nous faites voter des choses qui sont positives, je le souligne ; cette affaire fait clairement partie de ces choses-là. Alors bien sûr cette maison d'accueil, ce n'est pas un projet nouveau. On en avait déjà entendu parler dans le cadre du plan pauvreté. Cela dit, je dois souligner que le choix du lieu a été particulièrement bon. Le local est suffisamment grand pour accueillir suffisamment de personnes et mettre en œuvre les actions qui sont prévues. La localisation est excellente aussi parce qu'elle est dans un quartier central et proche des associations qui œuvrent déjà auprès des plus démunis. Je voudrais remercier l'ensemble du personnel qui s'est attelé à trouver ce nouveau lieu et pour leur travail. Monsieur le Maire, je n'ai aucun doute quant au fait que cette affaire fera du coup l'unanimité dans notre Conseil et je souhaite que votre politique en matière de solidarité à l'avenir nous rassemble davantage.

Monsieur le Maire :

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Effectivement, ça s'inscrit dans le cadre du plan pauvreté, et récemment on a fait un gros travail à la nuit de la solidarité pour dénombrer le nombre de personnes qui étaient en situation de fragilité. A cet endroit-là on va pouvoir accompagner, participer à la réinsertion.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 20 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PRÉEMPTION DE LA PROPRIÉTÉ DE MADAME VINCENS VEUVE COUSTELLIER, 139 AVENUE D'OCCITANIE - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET ACM HABITAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire n° 20. Prémption de la propriété, 139 avenue d'Occitanie, convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

AFFAIRE 21 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - AMÉNAGEMENT DE LA ZONE GUÉ DU LEZ - DOMAINE DE RESTINCLIÈRES - COMMUNES DE PRADES-LE-LEZ, LES MATELLES ET SAINT-CLÉMENT-DE-RIVIÈRE - CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS PUBLIQUES AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 21. Il s'agit d'échanges fonciers avec le Département pour réaliser un cheminement piéton. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 22 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - PROGRAMME DE VIDÉOPROTECTION ET DE VIDÉOVERBALISATION URBAINES - EXERCICE 2022 - APPROBATION

M. TRAVIER entre en séance puis sort définitivement et donne pouvoir à Mme MARSALA. Mme FRÊCHE (avec le pouvoir de Mme MARIN-KHOURY) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 22. Monsieur COTE, vous avez la parole.

Sébastien COTE :

Monsieur le Maire, chers collègues. Effectivement, cette affaire 22 porte sur le programme de vidéoprotection et de vidéoverbalisation urbaines pour l'exercice 2022. Je rappellerai rapidement en préambule que cela s'inscrit dans un PPI qui a été voté évidemment à la Ville de Montpellier et qui est doté de 400 000 euros annuels pour étendre le parc de caméras de vidéoprotection de la Ville de Montpellier ; 21 nouvelles caméras pour cette année 2022, ce qui portera le parc à 360. Cette extension s'inscrit aussi dans le contrat de sécurité intégré que nous avons récemment conclu avec les services de l'État, qui s'est traduit par l'augmentation des effectifs de la police nationale sur la Ville de Montpellier. La Collectivité s'était engagée pour sa part à un certain nombre d'efforts en termes d'effectifs, de frais de personnel, de polices municipales sur le terrain et aussi d'extension de la vidéoprotection.

Dans la délibération, vous avez les axes qui sont ceux de cette année 2022. Sans surprise, nous

poursuivons sur le centre-ville et le cœur de ville, qui est le lieu où se commettent en majorité relative le plus de faits de délinquance sur notre ville. Nous poursuivons bien sûr, à la demande des directions d'école et des personnels municipaux, la sécurisation des abords de nos écoles, qui sont bien souvent victimes d'intrusions en particulier nocturnes et en l'occurrence aussi ici du pôle universitaire. Pour le reste, il s'agit de poursuivre le maillage, toujours dans un objectif d'efficacité.

J'insiste tout de même sur deux innovations pour cette année 2022. D'abord nous allons étendre la vidéo verbalisation qui, à la Ville de Montpellier, avait été lancée en 2016. Elle avait été lancée d'abord sur trois sites, aujourd'hui elle concerne 8 sites nouveaux – ils sont indiqués par cette délibération – à la fois par des caméras nouvelles aux Cévennes et aussi par l'utilisation de caméras existantes. Cela nous amènera à un total de 15 sites, ce qui nous permettra de lutter notamment contre le stationnement gênant et abusif sur la voie publique, sur les pistes cyclables – c'est un enjeu majeur de mobilité, de partage de la voirie. Il faut un petit peu de temps, mais la vidéo verbalisation est un outil très efficace. Nous le voyons sur l'avenue de Toulouse par exemple : il faut un petit peu de moyenne durée pour que les comportements changent, mais cela fonctionne.

Enfin – et ça c'est une innovation vraiment que je voudrais souligner – nous nous engageons aussi dans la vidéo verbalisation des dépôts sauvages, c'est-à-dire ce que l'on peut appeler « *la délinquance environnementale* ». Il y a là encore une fois de bien mauvaises habitudes qui ont été prises par certains Montpelliérains – toujours une minorité, je ne cesse de le répéter – qui nous posent des problèmes très importants, qui posent aux riverains des problèmes insolubles de qualité de vie, qui posent à nos services des problèmes de gestion, et qui ont pour la Collectivité un coût qui est largement excessif. C'est pour cela que nous allons donc là aussi, avec une nouvelle caméra, mais aussi l'utilisation de caméras déjà existantes, mettre en place cette vidéo verbalisation contre les dépôts d'ordures sauvages sur 5 sites. C'est là aussi une innovation importante dont nous attendons beaucoup, là encore une fois dans la moyenne durée, parce que malheureusement en matière de verbalisation il faut parfois un petit peu de temps pour que les habitudes se prennent, pour qu'on réalise qu'on est effectivement régulièrement verbalisé. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Monsieur COTE. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER :

Monsieur DELAFOSSE, pendant la campagne des municipales en 2020, vous avez taclé Monsieur SAUREL, pour vous, il cultivait les conflits, les outrances, les invectives. Vous promettiez de mettre en place une gouvernance apaisée et respectueuse de chacun. En 2018, alors dans l'opposition, vous avez claqué la porte du Conseil municipal après les propos d'une élue qui disait « *vouloir tirer une balle* » – des propos d'une violence inacceptable et grave selon vous. Votre désormais Adjoint Sébastien COTE, lui, se demandait sur les réseaux si l'élue en question « *voulait exécuter ou couper une tête ?* ». Aujourd'hui, on apprend que François VILLETTE, votre Directeur Adjoint de Cabinet, menace de « *sortir son revolver* » sur un ancien candidat ; allez-vous quitter ce Conseil, allez-vous alerter la presse, comme vous l'aviez fait à l'époque ? Où allez-vous nous protéger ? Lors du dernier Conseil de Métropole, vous avez évoqué la protection policière pour vos enfants. Est-ce que ça vaut pour tout le monde ? Merci pour votre réponse.

Monsieur le Maire :

D'autres demandes de prise de parole ? Monsieur EL KANDOUSSI, allez-y. Je répondrai à Madame OLLIER.

Abdi EL KANDOUSSI :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Nous sommes pour ce programme d'installation de vidéoprotection et de vidéo verbalisation. J'ai juste une remarque : ne craignez-vous pas que les locaux actuels ne soient trop petits ? Nous avons une réserve sur l'exiguïté des locaux et l'ancienneté du matériel actuel pour recevoir plus de caméras, et cette remarque est la réponse des services.

Monsieur le Maire :

D'autres demandes de prise de parole ? Oui, pardon, Monsieur LAOUKIRI.

Mustapha LAOUKIRI :

Merci, Monsieur le Maire. Je souhaite intervenir pour le groupe des élus écologistes. Nous, élus écologistes, nous abstiendrons sur cette délibération. Nous ne votons pas contre, car ici il n'est pas uniquement question de vidéosurveillance. En effet, il ne faut pas confondre vidéoverbalisation et vidéosurveillance.

Vous le savez, les Ecologistes sont opposés à l'installation de caméras de surveillance dans l'espace public : les études montrent que cela ne diminue pas les faits de violence, ils sont déplacés aux zones moins couvertes, et le taux de résolution des affaires augmente certes la première année puis stagne dès que les zones de couverture sont identifiées. Quand il faut répondre au sentiment d'insécurité, les Ecologistes privilégieront toujours l'humain, car la caméra ne fait vraiment pas dans le sentiment. En complément de la présence humaine renforcée pour faire face au sentiment d'insécurité, il faut surtout repenser les aménagements urbains, notamment l'éclairage public. Ce travail se concrétise aujourd'hui lors de marches exploratoires qui sont portées et organisées dans le cadre du CLSPD, en lien notamment avec Bruno PATERNOT, Fatma NAKIB et d'autres élus de la majorité.

Concernant la vidéoverbalisation, elle peut s'avérer par contre, elle, très utile et dissuasive, en matière de stationnement gênant – comme l'a rappelé notre collègue Sébastien COTE – sur les pistes cyclables, les trottoirs. Ces stationnements peuvent engendrer un risque pour les cyclistes, les piétons, contraints de faire un écart et de se retrouver sur la route. Ces stationnements gênants rendent parfois des espaces inaccessibles et compliquent la circulation pour les personnes à mobilité réduite. L'application d'une sanction permettra sans doute de réduire de tels comportements. Nous vous rejoignons également sur la séquence dissuasive pour ce qui est des dépôts d'ordures sauvages que nous qualifions, comme vous, très chers collègues, de « *délinquance environnementale* ». La dissuasion est bien réelle. C'est pourquoi nous sommes favorables à la vidéoverbalisation, mais nous regrettons l'extension de la vidéosurveillance sur notre Commune. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur LAOUKIRI. Sur la question que soulève Monsieur EL KANDOSSI, c'est bien ce que nous avons proposé au budget, la réalisation d'un hôtel des sécurités, qui permettra de pouvoir justement répondre à ces problématiques exiguës qui peuvent être posées. Vous avez voté contre le budget, mais je ne doute pas que quand le programme sera présenté vous le soutiendrez. En tout cas merci de votre intervention.

Deuxième aspect. La dernière fois, je suis sorti de mes gonds, c'est vrai, quand il s'agit de mes enfants. C'est vrai que dans la campagne municipale j'ai vécu un épisode que je ne souhaite à personne, pas à vous, pas à Madame DOULAIN, à personne. On a mis en pâture sur les réseaux sociaux des faits me concernant, et vous-même vous écriviez des petits tweets pas très sympas. Je ne l'ai pas su au départ, mais constatant les menaces de mort nombreuses sur les réseaux sociaux, le Préfet de l'époque a fait placer mon domicile sous protection de la police – c'était l'affiche *Les 4 fantastiques*, c'est ça qui s'est passé. Le jour du vote, l'heure auquel je suis allé voter, je l'ai rendu public dans la presse – comme vous, comme d'autres d'ailleurs – à ce moment-là, la police était là. Comme peut-être beaucoup ici, pour cet exercice civique important qu'est le vote, je suis allé voter avec mes enfants et ils m'ont demandé « *pourquoi la police est là ?* ». Ce n'est pas un bon souvenir. C'est pour ça que je suis un petit peu à cran sur le sujet.

De la même manière, quand il y a eu cette phrase qui est dans les annales des procès-verbaux de la Ville, on était à la vingtième affaire, on est restés jusqu'au vote du budget et après on a quitté la salle, on a fait une déclaration. Il y a certains collègues de la majorité de mon prédécesseur qui, en aparté, ont eu l'élégance de nous faire des petits SMS, regrettant la position, et je veux les en remercier. Dans ce Conseil, les débats sont sereins. Parfois on défend un petit peu les choses, mais on essaie d'être calme. Madame OLLIER, vous avez été Maire de Murles, vous avez aussi mené des débats de manière sereine. Aujourd'hui, vous voyez, vous demandez la parole, vous l'avez. Vous êtes élue, les gens qui vous ont soutenue vous ont pour la plupart quittée et ont fait d'autres choix. C'est ainsi et peu importe. Franchement, ne revenez pas sur cette affaire-là, parce qu'elle ne vous grandit pas. Cette affaire du deuxième tour des municipales, cette dernière semaine, quels qu'aient pu être les débats de fond, moi j'ai fait un débat télévisé, il y avait des gens qui proposaient un tunnel sous la Ville, c'était les idées. Puis il y a eu la manière dont la campagne s'est terminée et ce ne fut pas glorieux. Je remercie d'ailleurs les colistiers de votre liste commune qui, eux aussi, ont eu beaucoup d'élégance

en disant « *nous n'avons pas été solidaires de ce qui s'est passé* ». Je ne crois pas, Madame OLLIER, que ce soit bien de mettre l'adresse de quelqu'un sur internet. En tout cas, ça n'est pas ma conception, ce n'est pas la conception de l'immense majorité des élus qui sont là. Voilà pourquoi, quand on évoque mes enfants, je sors de mes gonds. Je ne crois que ça a été l'épisode le plus glorieux de votre engagement. Maintenant, il y a une affaire sur les...

Clothilde OLLIER :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Non, je ne vous donne pas la parole, Madame OLLIER, vous n'êtes pas sur le sujet. Je pense que là vous êtes contrariée par ce que je viens de vous dire, cette vérité-là, elle vous dérange. Vous n'en connaissiez peut-être pas tous les faits d'ailleurs – visiblement vous les découvrez. Ils sont vérifiables puisqu'ils sont consignés en Préfecture aussi.

Clothilde OLLIER :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Non, mais Madame OLLIER, on n'est pas au café ici. C'est une Assemblée délibérante sur des points liés à l'ordre du jour. Vous avez la parole chaque fois que vous la demandez et pourtant vous n'êtes pas dans un groupe, vous êtes élue, on ne sait pas si vous représentez une formation ou pas, vous êtes là, on vous donne la parole, c'est aussi simple que ça. De la même manière, on ne la coupe pas. Mais vous voyez, quand vous portez des accusations, quand vous mettez des sous-entendus, oui là je réponds. J'ai apprécié votre acquiescement quand on disait « *ah, je n'étais pas au courant de tout* ».

Sur la vidéo verbalisation et la vidéoprotection, il est important de retenir, outre le déploiement dans un certain nombre d'endroits, que nous allons avoir une action contre la délinquance environnementale et les dépôts sauvages. Il n'est pas acceptable que l'immense majorité des Montpelliérains se rendent dans les déchetteries de la Métropole, trient leurs déchets, font des efforts importants, agissent en responsabilité, et qu'il y ait des dépôts sauvages qui s'amoncellent, dégradant la vie des quartiers. Nous nous dotons d'un outil dorénavant pour pouvoir faire respecter les pouvoirs de sanctions face à ces règles-là. A Près d'Arènes, aux Cévennes, début de l'avenue de Monsieur Teste et rue des Marels, il y aura une vidéo verbalisation face aux dépôts sauvages, et nous nous donnons le droit de vous proposer d'autres délibérations pour agir contre ça, parce que dans les quartiers où les gens aspirent à vivre comme tout le monde, il n'est pas acceptable qu'on puisse faire des tas d'immondices qui dégradent la vie des gens et qu'ensuite ce soit le contribuable qui prenne ça en charge – pour le coup, c'est gage d'économie, parce que l'argent qu'on consacre à cela, nous pourrions le consacrer à autre chose.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Agnès SAURAT.

Abstentions : 12 voix

Se sont abstenus : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE 23 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PRÊT À USAGE OU COMMODAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ENTREPRISE AGRICOLE DE MARIE DURAND HULAK POUR UNE MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE SISE 1457 RUE DU PIOCH DE BOUTONNET - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme AKBARALY (avec le pouvoir de Mme AKIL) sort de séance.

Mme JANNIN sort de séance.

Monsieur le Maire :

Madame MASSART, sur l'affaire Pioch de Boutonnet, le legs GUIRAUD.

Marie MASSART :

Je vais présenter les deux affaires en même temps, parce que c'est le même principe. C'est un projet qui vise à développer l'agriculture urbaine. Il s'agit d'une mise à disposition de terrain de la Ville, issu du legs GUIRAUD, qui est situé rue Pioch de Boutonnet, dans le quartier d'Aiguelongue. C'est un terrain de 1,4 hectare, qui est destiné à un projet d'EHPAD et de crèche. En attendant que ce projet voit le jour, il a été proposé une mise à disposition par deux entreprises qui nous ont sollicités pour développer des projets d'agriculture urbaine. L'idée est de les aider à s'installer pour qu'ils puissent développer leur activité et une activité économique viable, sachant qu'il faut savoir qu'actuellement sur ce terrain nous payons du gardiennage à hauteur de 20 000 euros par mois.

L'occupation de ce site permettra de faire faire des économies à la Ville. C'est pour ça qu'il y a des aménagements qui ont été prévus aussi pour les aider à s'installer. Les plans sont fournis également par la Ville, donc ça reste de la propriété de la Ville, mais ils pourront s'installer pour une durée transitoire sur une période de deux ans. Ces deux entreprises, c'est Madame DURAND, qui est agricultrice et qui cultive des plantes aromatiques en bio, et une entreprise qui s'appelle Néafile, qui est implantée aujourd'hui près de la gare et qui cultive des micropousses, mais qui prévoit aussi de cultiver des champignons – donc une agriculture hors-sol mais sans pesticides. En échange de cette mise à disposition de la Ville, les deux entreprises s'engagent à faire des actions pédagogiques, à recevoir des classes – je pense notamment aux écoles qui sont à proximités comme l'école Freud et l'école Jules-Ferry qui sont dans le quartier et qui pourront bénéficier de ces actions pédagogiques faites par ces entreprises.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame MASSART. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Donc transitoire et puis après, il y aura la réalisation d'une maison de retraite sur le legs GUIRAUD. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ah pardon, Madame YAGUE. Excusez-moi, je ne vous avais pas vue.

Annie YAGUE :

Merci. Je vais prendre la parole sur ces deux affaires qui sont liées. Ces deux affaires m'amènent à vous demander, Monsieur le Maire, des précisions sur les conditions d'exploitation de ce terrain de 14 000 m². J'ai bien noté que cette convention était temporaire. Cependant je tiens à rappeler que l'utilisation de ce terrain est conditionnée par les termes du legs de Madame GUIRAUD, qui précise bien que ce terrain est à destination de l'installation d'un équipement public social, qu'il était prévu la délocalisation de l'EHPAD Montpellier – qui est pour moi une urgence au regard des conditions d'accueil et de l'état de vétusté des locaux de l'établissement du centre-ville. Sur le principe bien sûr je ne vois aucun inconvénient à valoriser une terre agricole dans le cadre de l'agriculture urbaine, mais l'urgence de la délocalisation de l'EHPAD Montpellier – dont dépend je le répète la sécurité de résidents – face aux termes de cette convention comme aux conditions de renouvellement de cette convention me laissent penser que cette situation temporaire risque de durer plus longtemps que vous le suggérez.

D'autre part, j'aimerais savoir comment ont été choisies les personnes qui vont exploiter. Est-ce qu'il y a eu un appel d'offres ? Est-ce qu'elles se sont d'elles-mêmes proposées là-dessus ? Parce que si on parle de gratuité, elle est effective pour les exploitants mais elle reste un coût pour la Municipalité. Je n'avais pas souvenir qu'il y a eu un gardiennage auparavant. On avait un temps organisé la non-pénétration dans ce lieu, mais le gardiennage n'y était pas. Je pense que la Ville aurait pu, au moins au terme de ces deux ans, essayer de rediscuter les conditions si le projet de l'EHPAD n'était pas

finalisé, parce que le fait que l'on dise que c'est une tacite reconduction me laisse penser – enfin j'espère que ça ne sera pas le cas, mais je le répète quand même – que le temporaire pourrait devenir définitif, trahissant ainsi les termes du legs de Madame GUIRAUD.

Pour ces raisons que je viens de vous expliquer, nous nous abstiendrons sur ces deux affaires. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Juste pour vous rassurer, Madame YAGUE, ce que je peux vous confirmer, c'est que le gardiennage il était là depuis longtemps et c'était un coût assez conséquent. Là il y a une solution qui est trouvée, qui est transitoire pour avoir une occupation, plutôt que de payer 20 000 euros. Je vous rassure, le projet c'est bien le transfert de Montpellieret, qui est actuellement à l'instruction, avec prochainement le lancement du concours d'architecte, la procédure de permis de construire et le lancement de la construction de la maison de retraite à cet endroit-là. Il y aura un calendrier et ce ne sera pas un transitoire qui dure, Madame MASSART en est parfaitement garante. Elle a eu cet échange-là avec les opérateurs qu'on installe. On nous posait la question d'où trouver des économies : là, elles sont substantielles. Marie [MASSART] peut-être.

Marie MASSART :

Juste une précision. Effectivement, ces projets ne retarderont pas le projet d'implantation d'une maison de retraite, nous nous y sommes engagés. Par ailleurs, il est possible de maintenir une activité agricole même avec la maison de retraite, puisqu'il y a un terrain qui est relativement grand. Bien sûr, il faudra revoir les termes du contrat, ce n'est pas une évidence, par rapport à ces entreprises. Mais il y a tout à fait la possibilité de maintenir une activité agricole avec les projets prévus, qui ne seront absolument pas retardés.

Monsieur le Maire :

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOSSI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

AFFAIRE 24 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PRÊT À USAGE OU COMMODAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ENTREPRISE AGRICOLE NEAFILA POUR UNE MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE ET DE LA VILLA SISE 1457 RUE DU PIOCH DE BOUTONNET - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 24. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOSSI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

AFFAIRE 25 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL À L'ESPACE JACQUES IER D'ARAGON À L'ASSOCIATION CORÉE'GRAPHIE - APPROBATION D'UN LOYER MINORÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 25. Mise à disposition de locaux pour l'association Corée'graphie. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 26 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MISES À DISPOSITION DE SALLES À TITRE GRATUIT À LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET À L'ESPACE MARTIN LUTHER KING - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 26. Mises à disposition pour 7 associations à l'espace, à la Maison des relations internationales et à l'Espace Martin-Luther-King. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 27 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - CRÉATION D'UN STREET WORK OUT SUR LE COMPLEXE SPORTIF BERNARD JOUANIQUE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 27. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur MARTIN que la création d'un *Street Work-out* sur le complexe Jouanique ? Pas de questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 28 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL ASSOCIATIF AU MONTPELLIER RUGBY CLUB - APPROBATION DU LOYER MINORÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire : A

Affaire 28. Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Rugby Club. Autorisation de loyer modéré. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

AFFAIRE 29 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - APPEL À PROJETS RÉSIDENCES ARTISTIQUES DE RECHERCHE ET DE CRÉATION EN SPECTACLE VIVANT AU THÉÂTRE DE LA VISTA - LA CHAPELLE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 29. Appel à résidences au théâtre de la Vita. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 30 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - COMÉDIE DU LIVRE 2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire n° 30. Convention entre la Ville et la Métropole pour la Comédie du Livre 2022, dont je vous ai parlé tout à l'heure. Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

AFFAIRE 31 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - THÉÂTRE JEAN VILAR - CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT 2021-2024 AVEC LA CITÉ SCOLAIRE FRANÇOISE COMBES DANS LE CADRE DE L'OPTION THÉÂTRE - AVENANT 2021/2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme JANNIN entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 31. Théâtre Jean-Vilar. Convention pluriannuelle avec la cité scolaire Françoise-Combes, avec l'option théâtre. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Stéphane JOUAULT, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

AFFAIRE 32 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - GESTION DES ARCHIVES - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - RENOUVELLEMENT 2021/2024 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 32. Gestion des archives entre la Ville et la Métropole. C'est le renouvellement de la convention qui existe depuis 2009. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 33 : RESSOURCES - GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE DE LA VILLE DE MONTPELLIER - EXERCICE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 33. Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 34 : RESSOURCES - LIGNE 5 DE TRAMWAY - CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire : Affaire n° 34. Ligne 5 de tramway. Versement de concours, d'un fonds de concours, on en a parlé lors du budget. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

AFFAIRE 35 : RESSOURCES - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN PETIT BARD - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - GARANTIE D'EMPRUNT - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 35. Concession entre la Ville de Montpellier et la SERM pour le renouvellement, le projet de renouvellement du Petit Bard. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE 36 : RESSOURCES - DÉBAT PORTANT SUR LES GARANTIES ACCORDÉES AUX AGENTS EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Mme AKBARALY (avec le pouvoir de Mme AKIL) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 36. Il s'agit du débat sur la protection sociale des agents, santé et prévoyance, nous avons eu ce débat à la Métropole. Ça va être à l'agenda social avec l'ensemble des organisations syndicales, est-ce que c'est un contrat collectif ou individuel, etc. C'est un enjeu parce qu'il y a beaucoup d'agents

de catégorie C qui ont des difficultés d'accès aux soins. Le souhait de la Collectivité c'est quand même d'aller plus vite que l'échéance de la loi, qui prévoit 2025 pour la santé et 26 pour la prévoyance.

Y a-t-il sur ce sujet des demandes de prise de parole ? C'est une prise d'acte. Merci.

Le Conseil prend acte du débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

AFFAIRE 37 : HORS COMMISSION - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL À 1607H - JOURS DE COMPENSATION ACCORDÉS DANS LE CADRE DE CYCLES DE TRAVAIL CONTRAINTS - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 37. Organisation du temps de travail. Jours de compensation accordés dans le cadre des cycles de travail. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Dans le cadre de la mise en place des 1 607 h – pour laquelle je rappelle nous avons des marges de manœuvre dans la mise en application – Monsieur ASLANIAN déclarait en juillet dernier : *« Si les ATSEM explosent, nous reverrons notre copie »*. Je crois qu'aujourd'hui tout le monde s'accordera pour dire qu'il faut la revoir : le personnel du côté des écoles, mais aussi aujourd'hui côté CSU, côté crèches ce vendredi, du côté du zoo. Je dois avouer que vous avez au moins un talent : celui de fédérer, mais même si c'est contre vous. Alors oui, je me doute que vous allez expliquer que c'est sûrement de la faute à la Covid-19, côté absence. Monsieur NYS disait dans la presse ce week-end qu'il y avait *« sûrement des erreurs de communication par rapport aux personnels qui travaillent dans le zoo »*. Mais tout le monde sait bien aujourd'hui que la crise sanitaire finalement elle ne vient que mettre les projecteurs sur les carences créées par l'État et les collectivités.

Ce ne sont pas les maigres compensations que vous nous faites voter dans la présente affaire qui viennent du coup contredire ça. Vous pouviez aller jusqu'à trois jours de compensation pour l'ensemble des métiers pénibles de notre Collectivité et vous avez décidé de vous arrêter à deux jours pour nombre d'entre eux. Pourquoi ces jours de compensation, ils sont extrêmement précieux ? Eh bien parce qu'ils permettent à nos agents qui ont des métiers pénibles de souffler, de se ressourcer pour tenir. Il y aura le RIFSEEP, on pourra parler du coup de valorisation salariale, mais ce que demandent ces agents en fait c'est du temps, du temps pour souffler.

Il y a exactement un an, alors que vous vous attaquiez au droit de grève des salariés de la Collectivité, je vous l'avais prédit : les journées de grève, elles vont se transformer en arrêts maladie, et c'est un problème structurel qu'il y a dans notre Collectivité. Vous auriez peut-être dû prêter attention, une fois de plus, à mes propos. Aujourd'hui, je vous le demande, prenez réellement en compte la pénibilité de celles et ceux qui travaillent pour nous. Vous avez des leviers. Rouvrez le dialogue social et refaites des échanges avec les syndicats bien plus qu'une obligation légale. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire :

Monsieur ASLANIAN, quelques éléments ?

Michel ASLANIAN :

Oui, merci Monsieur le Maire. Je vais, si vous voulez bien, en profiter pour une dernière fois répondre à Madame DOULAIN sur les propos qui sont censés m'être attribués. Madame DOULAIN, je vais vous redonner – puisque je vous l'ai déjà dit – le contexte dans lequel j'ai tenu ces propos. Lors d'une interview par un journaliste qui était tout sauf un journaliste objectif, il m'a dit au bout de 45 minutes de discussion *« si vous continuez comme ça, vous allez faire exploser les ATSEM »*, et j'ai répondu *« eh bien, Monsieur, si comme vous le dites-nous faisons exploser les ATSEM, nous reverrons notre copie »*. En aucun cas je n'ai prononcé ce mot de moi-même. Si vous ne me croyez pas, je suppose que la conversation a été enregistrée. Libre à vous d'aller voir ce journaliste pour le lui demander.

Madame DOULAIN, la totalité de ces amendements à la loi des 1 607 h ont été négociés avec les

organisations syndicales. Si vous êtes une habituée du CT et si vous lisez les comptes rendus, vous verrez que dans 99 % des cas les organisations syndicales ont – en tout cas certaines d’entre elles – donné un satisfecit à notre façon de travailler. Plusieurs organisations syndicales ont loué la façon dont nous avons négocié, travaillé, pris en compte la pénibilité. Bien entendu, les organisations syndicales et nous-mêmes, nous ne sommes pas forcément d’accord avec cette loi sur les 1 607 h, mais nous devons appliquer la loi, et nous l’avons fait dans la meilleure des façons, c’est-à-dire en discutant avec les organisations syndicales. Les jours de compensation qui ont été attribués ont été négociés. Ils rentrent dans le cadre d’études de la pénibilité. Nous aurons, par l’intermédiaire du RIFSEEP, une deuxième possibilité de prendre en charge la pénibilité dans le cadre des négociations que nous avons déjà ouvertes, à partir de ce premier trimestre 2022. Je pense que nous sommes arrivés à un accord, effectivement à une exception près, sur quelque chose de cohérent.

Pour ce qui concerne les ATSEM, vous le savez, nous l’avons dit, Madame DOMBRE-COSTE conduit au sein de sa direction une remise à plat du fonctionnement du service, et nous aurons avec les syndicats, quand nous serons prêts, une renégociation. En tout cas nous retravaillerons sur la façon d’organiser ce service qui, en fait, mérite de l’être de fond en comble.

Concernant le CSU, effectivement, c’est quelque chose sur lequel nous avons bloqué. Nous avons, vous le voyez sur le tableau, été beaucoup plus loin, parce que nous avons mesuré la pénibilité du métier, mais force doit être laissée à la loi. Nous avons déjà je pense fait un énorme pas en avant par rapport à tous les autres agents de la Collectivité, et nous ne pouvons pas aller trop loin pour ne pas mettre en avant certains métiers par rapport à d’autres, ce serait non constructif par rapport à une politique de ressources humaines que nous voulons de plus en plus juste et de plus en plus transparente. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Merci du travail que vous menez comme élu en charge des ressources humaines et du dialogue social. Ce n’est pas simple, parce que d’où partions-nous ? Le temps de travail en moyenne à la Ville de Montpellier était de 1 530 h et la loi demande d’aller aux 1 607 h. Pendant près de neuf mois, il y a eu des échanges pour pouvoir faire en sorte que la Ville de Montpellier se mette en conformité avec la loi. Ce travail n’avait pas été fait, il était à faire, il est fait. Dans les délibérations qui sont proposées, il y a le fruit des discussions avec les organisations syndicales pour arriver aux 1 607 h, et pour certains la prise en compte de la pénibilité. Par exemple, pour le CSU, elle sera de quatre jours, ce qui est un élément de prise en compte.

C’est une étape importante qui est franchie, et vous l’avez dit Monsieur ASLANIAN, je reviens au budget que nous avons présenté, aux 5 % sur le personnel, il y a les discussions sur le RIFSEEP qui vont nous permettre de continuer le dialogue sur les enjeux de pénibilité. Je vous invite collectivement à mesurer, entre la situation où nous étions, 1 530 h, et aujourd’hui 1 607 h, la prise en compte d’un certain nombre de spécificités, avec des jours de récupération. Demain le dialogue va se poursuivre à travers le RIFSEEP, d’où le vote d’un budget pour pouvoir prendre en compte cette pénibilité-là. C’est ce qu’on disait tout à l’heure, ça a été un travail important, conduit à la Ville, conduit à la Métropole.

Sur la question des écoles, il y a actuellement un travail mené par Madame DOMBRE-COSTE, avec Monsieur ASLANIAN, avec la direction, d’immersion pour réexaminer toutes les tâches et l’organisation des tâches dans le service éducation. Y compris, on est appuyé par un organisme qui s’appelle RH Convictions, qui accompagne des collectivités pour réexaminer l’organisation du fonctionnement du service éducation, quelle est la place des adultes sous l’autorité municipale, avec les enseignants, comment on travaille, où se trouve la chaîne de hiérarchie, comment est-ce qu’on peut peut-être mieux travailler en équipe. Bref, tout est remis à plat. Ce travail va être rendu *a priori* aux vacances scolaires. Ça va aussi ouvrir un deuxième cadre de discussion avec – nous l’espérons aussi – les enjeux de mobilité interne pour beaucoup des agents, parce qu’on le sait, chez les ATSEM, en particulier après 50 ans, il y a une très forte pénibilité. Nous menons ce chantier. Il est difficile, il implique beaucoup de temps, beaucoup de dialogue, et celui-ci a lieu à de nombreuses reprises, mais on doit respecter la loi, et le temps de travail, c’est 1 607 h.

Enfin, je voudrais le dire, je ne souhaiterais pas revenir à la situation antérieure sur le droit de grève perlée dans la restauration scolaire. Ça a participé à beaucoup de problèmes dans les écoles, pour les

familles, pour les équipes de direction et pour tous les agents qui précisément ne faisaient pas la grève perlée. Nous avons posé ce principe, ça n'a pas été une décision simple, mais nous l'avons fait et nous ne reviendrons pas en arrière là-dessus. Néanmoins, ça oblige – et c'est le travail qui est mené – de discuter, de travailler sur les méthodes d'organisation aussi du service de restauration scolaire pour améliorer les conditions de travail des agents. Ce sont aussi les efforts que nous faisons sur le tableau des effectifs pour déprécier certaines situations d'agent dans la Collectivité. Il y a beaucoup de travail donc ça se fait progressivement. Là vous avez le résultat des négociations sociales sur la mise en œuvre des 1 607 h, avec des endroits où il y a des jours de récupération sur des métiers qui sont marqués par la pénibilité, dont le CSU où là on va jusqu'à quatre jours.

Je mets aux voix. Qui est contre les jours de récupération ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 10 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

AFFAIRE 38 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 38. Tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il s'agissait de la création de 22 postes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 12 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

AFFAIRE 39 : RESSOURCES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ N°4592EP16 - SERRURERIE DE VOIRIE - TRAVAUX DE DÉPOSE ET DE POSE, MAINTENANCE ET FOURNITURES - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. MARTIN (avec le pouvoir de Mme CABELLO) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 39. Groupement de commandes entre la Ville et la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 40 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - FONCTIONNEMENT DES RELAIS PETITE ENFANCE - CONVENTIONS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 40. Conventions entre la Ville, la CAF et le Conseil départemental, des conventions sur les

relais petite enfance. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 41 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS ET PROPOSITIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES POUR LES ÉCOLES - ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme FAYE (avec le pouvoir de M. CALVO) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 41. Subventions sur la réussite éducative. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 42 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LA CADRE DU PROJET CLASSES DE DÉCOUVERTE VERTES ET NEIGE - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 42. Ce sont les classes de découverte vertes et neige 2022. Ça a été très contrarié par la Covid-19, on espère qu'à la fin de l'année scolaire, ces crédits pourront être utilisés. Je ne cache pas qu'on va ouvrir aussi une réflexion pour vraiment assurer à tous les enfants – enfin c'était un de nos engagements donc on va le faire, on va tenir notre promesse – d'avoir une classe verte, une classe mer, une classe neige. Donc ce sont 33 écoles, 167 463 euros, et là on espère que les crédits seront consommés, mais avec la Covid-19, c'est un peu incertain.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 43 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - CONVENTION DE PARTAGE DE DONNÉES RELATIVES À LA DÉMOGRAPHIE ET À LA SECTORISATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DU PREMIER ET SECOND DEGRÉ ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme FAYE (avec le pouvoir de M. CALVO) entre en séance.

M. MARTIN (avec le pouvoir de Mme CABELLO) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 43. C'est la convention de partage de données relatives à la démographie et à la sectorisation entre la Ville et le Département de l'Hérault, et je donne la parole à Madame BOUTET-WAISS.

Françoise BOUTET-WAISS :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. L'éducation et la réussite des enfants sont une priorité absolue de notre mandature, qui s'est engagée comme jamais en faveur de l'école aux côtés de l'Éducation nationale, et le budget 2022 le prouve encore. C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier et le Conseil départemental souhaitent coopérer, parce qu'ils partagent l'ambition de favoriser la mixité sociale à l'école, qui est un des leviers de l'égalité des chances. La mixité à l'école,

en effet, doit s'entendre sur l'ensemble du parcours de la scolarité obligatoire, dont les deux grands piliers sont l'école primaire et le collège. Le maillage important des écoles (116 écoles) répond à une logique de proximité qui est tout à fait adaptée aux enfants, soit la proximité entre le domicile et le lieu d'instruction. Ce maillage doit s'articuler avec la sectorisation des collèges de Montpellier – nous en avons 15 – et des communes limitrophes pour favoriser cette mixité sociale sur l'ensemble du parcours de scolarité obligatoire. La convention entre les deux collectivités prévoit le partage de données et d'information non nominative – je le précise, bien sûr – sur la sectorisation des écoles et des collèges, c'est-à-dire sur le contexte démographique et sociologique, sur des analyses prospectives, sur le partage d'informations sur la carte des formations et la carte des dispositifs pour les élèves à besoins particuliers, et elle est complétée par des temps de travail commun qui seront mis en place entre les élus et les agents des deux collectivités. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

AFFAIRE 44 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MISSION À RUFISQUE (SÉNÉGAL) - APPEL À PROJETS FRANÇO-SÉNÉGALAIS 2020 DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AUTOUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 44. Il s'agit de la coopération décentralisée avec Rufisque. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

AFFAIRE 45 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MISSION D'EXPERTISE SUR LA THÉMATIQUE DE LA RESTAURATION COLLECTIVE À FÈS AU MAROC - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

M. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. SAUREL) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 45. Pareil : coopération décentralisée autour de la restauration collective à Fès dans le cadre du projet COOPALIM qui est porté par la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

AFFAIRE 46 : RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - CHAPELLE SAINT CHARLES - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME - MISE À DISPOSITION À TITRE GRACIEUX - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 46. Chapelle Saint Charles. Convention d'occupation du domaine public entre la Ville et l'Office du tourisme. C'est pour permettre les visites. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE 47 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - MISES À DISPOSITION DES SALLES DANS LES MAISONS POUR TOUS À TITRE GRATUIT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 47. Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 48 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'INSTITUT UNIVERSITAIRE MAÏMONIDE, AVERROES, THOMAS D'AQUIN - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 48. Convention d'occupation du domaine public avec l'Institut universitaire Maïmonide. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 49 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES THÉMATIQUES "DROITS DES FEMMES" ET "LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 49. Subventions dans le cadre des thématiques « droits des femmes » et « lutte contre les discriminations ». Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Je précise, de par la clarification de la gouvernance, que nous subventionnons la Fondation Le Refuge. On avait suspendu nos financements, les choses s'étant un peu éclaircies, nous les remettons.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE 50 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE "LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme MASSART (avec le pouvoir de Mme MANTION) sort définitivement de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 50. Lutte contre les exclusions. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

AFFAIRE 51 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE "SANTÉ" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 51, sur la santé. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

AFFAIRE 52 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE "COHÉSION SOCIALE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 52. Cohésion sociale. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 53 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE "ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 53. Accessibilité universelle. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 54 : SERVICES À LA POPULATION ET COHÉSION SOCIALE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE "COMMÉMORATIONS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Affaire 54. Attributions aux associations pour les commémorations. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

AFFAIRE 55 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire :

Attributions de subventions 2022, dont la plus importante est le CCAS, qui fait l'objet d'une revalorisation, mais aussi le COSC. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

AFFAIRE 56 : RESSOURCES - RÉHABILITATION DU SKATEPARK DE GRAMMONT - CRÉATION D'UN CENTRE D'ENTRAÎNEMENT BMX FREESTYLE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ (CRAC) - EXERCICE 2020 - APPROBATION

M. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. SAUREL) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 56. C'est le compte rendu annuel à la collectivité sur le projet de skatepark de Grammont, pour lequel nous avons engagé des crédits cette année. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 57 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - RAPPORT SPÉCIAL 2020 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Sur la SERM, y a-t-il des demandes ? Rapport spécial 2020. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 58 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - SPL SA3M - RAPPORT SPÉCIAL 2020 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 58, sur la SA3M. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

AFFAIRE 59 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES À L'OBJET SOCIAL - APPROBATION

Monsieur le Maire :

Affaire 59. Modifications statutaires de la SERM. C'est pour valoriser tout le travail qu'on va faire, on l'a évoqué en Conseil de Métropole, autour de l'énergie et des énergies renouvelables. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Monsieur le Maire : Mes chers collègues, merci à tous. Le Conseil municipal est levé. Il y a un petit pot qui est offert, pour le dernier Conseil de Laurent CHALVIDAN, qui devient Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Mathieu-de-Trévières, qui nous quitte. Je veux en cette Assemblée, le remercier publiquement pour son professionnalisme, son impartialité en tant que fonctionnaire territorial, et sa gentillesse. Vous êtes tous conviés.

Applaudissements.

La séance est levée à 13h00.



Conseil municipal du 1^{er} février 2022

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°VD2021-324 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Constat d'achèvement de la mission "protocole de reddition des comptes et clôture de mandat" - Quartier Près d'Arènes - Secteur Acconiers sud

Objet : Il s'agit d'accepter la reddition des comptes du mandat d'études Acconiers sud à Montpellier et la clôture du mandat.

N°VD2021-430 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à une convention pour l'organisation d'activités physiques et sportives en EPS à l'école élémentaire - Interventions des éducateurs de la Ville de Montpellier - 2021-2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la convention de partenariat avec L'ACADEMIE DE MONTPELLIER, définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2021-2022.

N°VD2021-477 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au marché n°V1D0052RI auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la fusion des services d'annuaires informatiques

Objet : Dans le cadre de la convergence des systèmes d'information de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de fusionner les services d'annuaires informatiques. Cette prestation se fait via L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) pour un montant maximum de 220 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision pour une durée d'un an.

N°VD2021-492 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°452959 Conseil d'Etat - Association en toute franchise Département de l'Hérault"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats SCP LYON-CAEN ET ASSOCIES devant le Conseil d'État à la suite du dépôt de la requête n°452959 par L'ASSOCIATION EN TOUTE FRANCHISE DEPARTEMENT DE L'HERAULT contre l'arrêt n°19MA04442 en date du 22/03/2021 par lequel la Cour Administrative d'Appel de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 29/04/2019 par lequel le Maire de Montpellier a accordé à LA SOCIETE ODYSSEUM PLACE DE FRANCE un permis de construire valant autorisation de construire et autorisation d'exploitation commerciale.

N°VD2021-495 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105429-1 TA - Monsieur et Madame ASTRUC"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB ET ASSOCIES à la suite de la requête n°2105429-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15/10/2021 par Monsieur et Madame ASTRUC contre l'arrêté n° DP 3417221M0090 délivré le 07/04/2021 à Madame Anne-Laure CAGGINI pour le réaménagement intérieur d'un appartement au 1, rue Victoire de la Marne.

N°VD2021-496 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un marché n°V1C0002AI - Maintenance d'alarme intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de maintenance d'alarme intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville à la société INEO MPLR (sise à Lattes) pour un montant estimatif de 64 802,29 € HT. Cet accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de sa notification jusqu'au 22/12/2022 reconductible pour un an. Il est sans minimum et avec un maximum à 304 000 € HT pour la première période et 280 000 € HT pour la seconde.

N°VD2021-500 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°2919S21.05 pour les prestations d'études paysagères et urbaines dans le cadre du mandat d'études du secteur Grammont à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer l'accord cadre à bon de commande n°2919S21.05 au Groupement EXM(mandataire) / ESKIS PAYSAGISTES (sis à Montpellier), pour un montant maximum de 120 000 € HT (sans minimum). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

N°VD2021-502 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA 2105226-4 TA - Monsieur et Madame LARDJANI"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée à Maître Philippe AUDOUIN à la suite du dépôt de la requête n°2105226-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 06/10/2021 par Madame et Monsieur LARDJANI tendant à obtenir réparation à la suite d'un accident dont a été victime leur fille le 20/04/2018 dans le cadre d'activités organisées par la Maison pour Tous Voltaire.

N°VD2021-503 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104938-5 TA -SY Pascale"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à Maître Caroline PILONE consécutivement au dépôt de la requête n°2104938-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 20/09/2021 par Madame Pascale SY tendant à obtenir réparation pour préjudice subi dans le cadre du dossier des funérailles de sa mère.

N°VD2021-505 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°V1D0017ST - Maintenance des Installations de Vidéoprotection de la Ville de Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre avec un montant annuel maximum de 300 000 € HT, soit 1 200 000 € HT sur la durée totale du marché portant sur la maintenance des installations de vidéoprotection de la Ville de Montpellier au Groupement IPERION (mandataire) / SOGETREL, sis à Saint Jean de Védas, conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an.

N°VD2021-506 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°V9B0079AI - Mission de maîtrise d'œuvre école Heidelberg - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Objet : A la suite de travaux supplémentaires, il est proposé un avenant n°2 au marché V9B0079AI du groupement solidaire conjoint THOMAS GRENIER ARCHITECTE (mandataire) / ACEEC / ETUDES C. MALIGNE / 2M-ENERGIES d'un montant de 2 589,45 € HT portant le forfait de rémunération définitif à 57 844,25 € HT, soit une augmentation de 4,69 % par rapport au forfait de rémunération définitif introduit par l'avenant n°1.

N°VD2021-507 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au marché n°V1B0016RI - Acquisition et maintenance de caméras individuelles pour la Police Municipale de la Ville de Montpellier - Attribution

Objet : Compte tenu de la nécessité de doter la Police Municipale de caméras individuelles afin qu'elle enregistre ses interventions sur le terrain et d'assurer la maintenance dudit matériel, il convient d'attribuer le marché n°V1B0016RI d'acquisition et maintenance de caméras individuelles pour la Police Municipale de la Ville de Montpellier à la société OPTO VISION (sise à Toulouse), pour une durée de 4 ans et un montant maximum de 88 000 € HT pour la durée totale du marché.

N°VD2021-509 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie centrale d'avances des "ALSH"

Objet : Pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter le virement bancaire aux modes de règlement.

N°VD2021-510 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la numérisation des registres de délivrance de passeports pour l'intérieur - Demande de subvention auprès de l'État - Direction Générale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie - Approbation

Objet : Dans le cadre de l'appel à projets Programme national de numérisation et valorisation des contenus culturels Occitanie, une campagne de numérisation est prévue en 2022. Cette campagne est susceptible de faire bénéficier la Ville de subventions de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie). Le dépôt du dossier de demande de subvention doit être approuvé.

N°VD2021-512 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative à l'adhésion à l'association "Elus Locaux Contre le Sida" (ELCS)

Objet : Il s'agit de reconduire l'adhésion de 1000 €. L'ASSOCIATION ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA soutient et met en place des actions d'information et de prévention à destination des élus mais aussi auprès des patients et du grand public dans un but de prévention, d'information, de mobilisation et d'action. La ville de Montpellier est adhérente depuis 2013.

N°VD2021-513 - Direction des Finances

Décision relative à un avenant n°2 de l'Emprunt 16974 de 15 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au contrat d'emprunt auprès de LA SOCIETE GENERALE à hauteur de 15 M € qui remplace l'EONIA par un nouvel indice « RFR », à savoir le taux €STR ajusté à hauteur de 0.085% conformément à la recommandation de la Banque Centrale Européenne du 31/05/2019.

N°VD2021-516 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Dante Alighieri" les 3 et 17 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION DANTE ALIGHIERI les 3 et 17/12/2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-517 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'Université Paul Valéry 3 du 15 au 19 novembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'UNIVERSITE PAUL VALERY 3 du 15 au 19/11/2021, moyennant une redevance de 75 €.

N°VD2021-518 - Direction de l'Enfance

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de la Micro crèche "les Fabulettes"- Ville de Montpellier / Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de la micro crèche "les Fabulettes" gérée par L'ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE pour une durée de 3 mois renouvelable une fois, à compter du 1er janvier 2022. Elle concerne les locaux municipaux situés 300 avenue de Barcelone à Montpellier et moyennant une redevance trimestrielle de 1 800 €.

N°VD2021-519 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété VINCENS COUSTELLIER - un immeuble - cadastre AP 172 - 139 avenue d'Occitanie

Objet : Il s'agit d'une préemption à l'occasion de la vente par Madame Anne VINCENS, veuve COUSTELLIER, d'un immeuble en copropriété comprenant 12 appartements, 4 garages et 9 celliers, située 139 Avenue d'Occitanie, au prix de 1 700 000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner. L'acquisition de ce bien permettra de réaliser une opération de logements sociaux. L'opération sera confiée à ACM-HABITAT qui interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2021-520 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 6 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de l'Autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de LA BANQUE ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS à hauteur de 6 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois indexée sur la moyenne des Euribor 3 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 20 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge 0.17%.

N°VD2021-521 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association 'Nadalencia ' les 24 novembre et 9 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION NADALENCA les 24/11 et 09/12/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-522 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0028RI - Téléphonie mobile avec abonnements et matériels - Attribution

Objet : Compte tenu de la nécessité de mettre à niveau les équipements des personnels de la Ville et de la Métropole en termes de mobilité, il convient d'attribuer, le marché de Téléphonie mobile avec abonnements et matériels aux sociétés SFR (sise à Paris) pour le lot 1, SFR BUSINESS DISTRIBUTION (sise à Chartres) pour le lot 3, pour une durée initiale de deux ans reconductible une fois pour la même période et un seuil maximum pour la période initiale de 2 ans de 1 600 000 € HT pour le lot 1 et de 880 000 € HT pour le lot 3.

N°VD2021-523 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes TA n°2105969-3 et n°2105971-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS "MB AVOCATS" consécutivement au dépôt de :

- la requête en référé n°2105969-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11/11/2021 par un agent de la Ville tendant à la suspension de la décision du 29/09/2021 portant placement en disponibilité d'office à compter du 05/01/2019 ;
- la requête n°2105971-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11/11/2021 par ce même agent tendant à l'annulation de la décision du 29/09/2021 portant placement en disponibilité d'office à compter du 05/01/2019.

N°VD2021-524 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' Conspectus ' le 17 novembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION CONSPECTUS le 17/11/2021, moyennant une redevance de 15 €.

N°VD2021-525 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Etat - Site Saint Côme 13 rue de l'Ecole Normale

Objet : Le Centre Communal d'Action Sociale a mis à disposition de la Ville la résidence St Côme située 13 rue de l'Ecole Normale, à compter du 12/01/2017 pour 10 ans.

Après une remise en état sommaire du site, la Ville a mis à disposition de l'Etat une partie du site, par convention du 15/07/2017, pour 3 ans, moyennant une redevance mensuelle correspondant au remboursement de la moitié des investissements. A l'échéance du 14/07/2020, la convention a été prorogée pour une durée de 6 mois, à titre gracieux. L'Etat a sollicité la Ville pour une nouvelle mise à disposition du site. Néanmoins, le site étant vétuste, il est convenu de conclure une nouvelle convention jusqu'au 11/01/2027, moyennant le remboursement par l'Etat de la moitié des frais qui seront engagés par la Ville pour l'entretien.

N°VD2021-526 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt durable et éthique de 4 millions d'euros auprès de la société financière de la NEF

Objet : Il s'agit de l'autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de LA SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF à hauteur de 4 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois, puis une phase de consolidation 18 ans, toutes les deux à taux fixe de 0.80%.

N°VD2021-530 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LA MULTICOLORE - un immeuble à usage commercial - cadastre EX 469 - 42 et 44 rue Frédéric Bazille.

Objet : Il s'agit d'une préemption à l'occasion de la vente par la SCI LA MULTICOLORE, d'un immeuble à usage commercial, situé 42 et 44 rue Frédéric-Bazille au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence. L'acquisition de ce bien est nécessaire pour créer un lieu d'accueil de jour des familles sans domicile dans le cadre du Plan Pauvreté. L'opération sera réalisée par la Métropole qui interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2021-531 - Direction Sports et Jeunesse

Décision modificative relative à la réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre n°292820.01 - Autorisation de signature

Objet : La Ville autorise la revalorisation du marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement FEST ARCHITECTURE/INGEROP/ESKIS PAYSAGES à hauteur de 27 146 € HT, conduisant à un montant HT de rémunération à 307 146 € HT, liée à l'actualisation des prix entre 2018 et 2021, aux modifications du programme demandé par la Ville, et à des sujétions techniques non prévues, soit pour un montant total de 227 000 € HT.

N°VD2021-532 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un marché public G0D0031AI Marché de Signalétique - Lots n°1 et 2 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G0D0031AI à l'entreprise ALLIANCE CONSULTANTS, sise à Lunel, pour le lot 1 « signalétique sur divers espaces verts - Réalisation de signalétique dont la fourniture et pose de jalonnements, en panneaux stratifié et en alu sur divers espaces verts de la ville et de la Métropole » et à l'entreprise DECOR 34, sise à Montpellier, pour le lot 2 « Signalétique sur divers espaces verts -

Réalisation de signalétiques dont la fourniture et pose de jalonnements, en panneau stratifié et en alu sur divers espaces verts de la ville et de la Métropole ».

Ces accords-cadres, sans minimum ni maximum, sont conclus pour une durée d'un an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du contrat.

N°VD2021-533 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105786-1 TA - SCI JOE'S"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2105786-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/11/2021 par la SCI JOE'S contre la décision implicite de rejet opposée par la Ville à la mise en demeure de dresser un procès-verbal d'infraction à l'encontre de la SA SAINT LOUP propriétaire de la parcelle cadastrée KM n°72 consécutivement à la réalisation d'importants travaux d'élagage et de coupes d'arbre.

N°VD2021-534 - Mission Grand Coeur

Décision relative au marché n°V1B0060GC - Aqueduc des Arceaux - Monument Historique Inscrit - Travaux d'entretien et de mise en sécurité - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1B0060GC à l'entreprise VIVIAN ET CIE sise à Marseille. Il concerne la réalisation de travaux d'entretien et de mise en sécurité de l'aqueduc des Arceaux, monument historique inscrit. Il est conclu pour une durée de 24 mois et pour un montant de 43 410,00 € HT.

N°VD2021-535 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105839-1 TA - Stéphane VILLANOVA"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2105839-1 le 05/11/2021 par Monsieur Stéphane VILLANOVA contre la décision d'opposition à déclaration préalable du 01/07/2021 n°DP 341 172 21 M0948 relative à une division foncière sise 1288 rue de l'Aiguelongue.

N°VD2021-536 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°V1D0003AI - Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux - Lots n°1 à 16 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1D0003AI - Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux - Lots n°1 à 16 aux entreprises suivantes :

- 1 Démolition : AVENIR DECONSTRUCTION ;
- 2 Gros œuvre : DARVER ;
- 3 Maçonnerie - Petits travaux - Revêtement sols durs : AZUARA ;
- 4 Charpente - Couverture : LANGUEDOC TOITURES ;
- 5 Etanchéité : LANGUEDOC TOITURES ;
- 6 Menuiserie PVC - Aluminium – Bois : ATELIER DUCROT ;
- 7 Métallerie : TECHNICFER ;
- 8 Cloisons - Faux plafonds : FPI ;
- 9 Electricité : TEC ELEC SUD SME ;
- 10 Plomberie : AXIMA CONCEPT ;
- 11 Revêtements sols souples : JLC PEINTURE ;
- 12 Peinture : CORNIL ;
- 13 Rideaux - Protection solaire : CLEMENT ET FILS ;
- 14 Nettoyage de chantier : SUD SERVICE ;
- 15 Curages de réseaux : SARP MEDITERRANEE ;
- 16 Désamiantage : AVENIR DECONSTRUCTION.

Il s'agit de marchés à bons de commandes sans minimum ni maximum conclus pour une durée initiale d'un an à compter de la date de notification du contrat, reconductible 3 fois. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues est de 4 ans.

N°VD2021-537 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête 2105854-1 TA - Association vigilance Verte Montpellier Nord"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2105854-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/11/2021 par L'ASSOCIATION VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD contre l'arrêté n°PC 3417220M0146 délivré à la SCCV AIGUELONGUE pour la construction d'une résidence rue Aiguelongue.

N°VD2021-538 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' France Parkinson ' les 18 et 25 novembre et les 2-9 et 23 décembre 2021 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit conclue avec L'ASSOCIATION FRANCE PARKINSON pour les 18 et 25/11 et les 2-9 et 23/12/2021.

N°VD2021-540 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative à un marché public n°V1D0038AI d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la réalisation de la cité de l'alimentation - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché V1D0038AI Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la réalisation de la cité de l'alimentation au groupement PROFILS CONSULTANTS (mandataire), SAS PROFILS / G.SIR SAS / CSA2 / MBA CITY / H3C / RAINBOX ERGONOMIE (cotraitants) sise à Marseille pour un montant de 299 520 € HT. La durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 76 mois à compter de la notification.

N°VD2021-541 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative au marché n°V0D0035TM - Fourniture et pose de sols à capacité amortissant et pose de jeux - Attribution

Objet : Il s'agit de l'attribution de l'accord-cadre n°V0D0035TM « Fourniture et pose de sols à capacité amortissant et pose de jeux neufs » sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans seuil minimum, avec un seuil annuel maximum de 1 500 000 € HT, pour une durée d'un an reconductible 2 fois, soit 3 ans au total à L'ENTREPRISE SPORT ENVIRONNEMENT sise à Castelnau-le-Lez.

N°VD2021-542 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché V1B0064EM - Maitrise d'œuvre relative au rafraichissement du groupe scolaire de Gama / Mermoz

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1B0064EM à procédure adapté à l'entreprise BETSO. Cet accord-cadre à bons de commande concerne la maitrise d'œuvre relative au rafraichissement du GS de Gama / Mermoz de la Ville de Montpellier. Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 75 000 € HT. La durée du marché est de sa notification jusqu'au 31 août 2023.

N°VD2021-543 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2106188-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2106188-3 le 23/11/2021 par un agent de la Ville contre l'arrêté en date du 19/11/2021 aux termes duquel le Maire de Montpellier a mis à la retraite d'office l'agent.

N°VD2021-544 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' La Morena ' le 19 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION LA MORENA le 19/12/2021 moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-545 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au marché n°V0B0057RI - Acquisition de logiciels graphiques - Attribution

Objet : Compte tenu de la nécessité d'acquérir des logiciels graphiques, le marché V0BB003RI est attribué à la société GRAITEC FRANCE sise à Bievres (91) pour une durée d'un an reconductible une fois, pour un montant maximum de 85 000 HT.

N°VD2021-546 - Direction des Finances

Décision relative à la clôture de la régie de recettes de la Serre Amazonienne - Direction du Parc Lunaret

Objet : A la suite de la fermeture de la Serre Amazonienne pour une durée indéterminée, il convient de clôturer la régie de recettes.

N°VD2021-547 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NEISWESTNY et LELOUCH - une villa - cadastre PV 1 - 575 rue des Grèzes.

Objet : Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Monsieur et Madame NEISWESTNY et LELOUCH, d'une villa située 575 rue des Grèzes au prix de 1 050 000 € dont 50 000 € de commission d'agence à la charge du vendeur. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de mettre en œuvre le projet d'agriparc des Bouisses.

N°VD2021-548 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105782-1 TA - DAUMAS Patrick"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2105782-1 déposée le 02/11/2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Patrick DAUMAS contre l'arrêté n° PC3417221M0031 en date du 18/05/2021 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à Monsieur Antoine BILLOTE pour la surélévation de sa maison sise 15 rue Jeanne-d'Arc.

N°VD2021-549 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°n°2106144-1 - LUIGGI Jean"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2106144-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22/11/2021 par Monsieur Jean LUIGGI contre l'arrêté n°DP 3417221M1220 par lequel le Maire s'est opposé à la déclaration préalable déposée de Monsieur LUIGGI tendant à la construction d'une annexe sur un terrain sis 15 allée Juliette-Drouet.

N°VD2021-551 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' Jordelan ' les 9-13-18 et 19 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION JORDELAN les 9-13-18 et 19/12/2021 moyennant une redevance de 195 €.

N°VD2021-552 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' le 10 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec L'ASSOCIATION CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE le 10/12/2021 moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-553 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative aux cessions et réformes des véhicules et matériels de la Ville de Montpellier-Autorisations

Objet : Il est proposé d'autoriser :

- La vente au enchère des véhicules vétustes du Service Parc Auto par l'organisme CENTRE 113 ;
- La vente aux enchères d'un cinémomètre du Service Police Municipale, d'une broyeuse de document du Service Production Informatique, de 3 auto-laveuses du Service des sports par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- La reprise d'un traceur sur roulette du service Energie par la société TRACEUR DIRECT ;
- Le recyclage de 7 fauteuils et 36 chaises du Service Achats et Production Graphique par la société ERGO SANTE.

N°VD2021-556 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une convention d'occupation précaire du 1er janvier au 30 juin 2022 entre la Ville de Montpellier et Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL - 750 route de Mende

Objet : La Ville a souhaité soutenir Monsieur GHAZNIWAL, ancien Maire de la ville de Ghazni (Afghanistan), et sa famille, en mettant à leur disposition une propriété de la Ville située au 750 route de Mende à Montpellier, à titre gratuit, jusqu'au 31/12/2021. La première convention arrivant à échéance, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'occupation précaire jusqu'au 30/06/2022, moyennant un loyer mensuel de 100 €.

N°VD2021-557 - Direction Architecture et Immobilier.

Décision relative à un avenant au marché n°V8D0004AI - Travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla - Avenant n°1 pour le lot 1 augmentation de marché - Avenant n°2 pour le lot 2 diminution de marché

Objet : Dans le cadre du marché V8D0004AI, le chantier a fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières. Il est nécessaire de procéder à 2 avenants :

- lot 1 "maçonnerie/pierre de taille/échafaudage" : avenant n°1 de plus-value d'un montant de 6 369,17 € HT portant le marché à 210 655,67 € HT soit 5,74% d'augmentation du marché ;
- lot 2 "menuiseries extérieures bois" : avenant n°2 de moins-value d'un montant de 895 € HT portant le marché à 114 935 € HT soit 0,77 € HT de diminution du marché.

N°VD2021-558 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2106112 TA - CHARBIT Michaël"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2106112-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19/11/2021 par Monsieur Michael CHARBIT contre l'arrêté n° PC 3417209V0061MO1 délivré le 17/05/2021 par le Maire de Montpellier à Monsieur Kazem KARINI pour l'extension d'une maison rue des Quatre Seigneurs.

N°VD2021-559 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative à l'attribution d'un marché alimentaire n°V1D0021PA

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de fournitures alimentaires composé de 24 lots. Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande sans minimum avec maximum, pour une durée initiale conclut à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 31/12/2022. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

N°VD2021-561 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CLEMIUM MED - Immeuble - Cadastre EX 448 et 698 - 33 boulevard de la Perruque

Objet : Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par la SOCIETE CLEMIUM MED d'un immeuble situé 33 boulevard de la Perruque au prix de 2 000 000 €. L'acquisition de ce bien permettra de réaliser une opération de logements sociaux. L'opération sera confiée à ACM-HABITAT qui interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2021-562 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°V1B0061ST - Plan de lutte intégré contre les nuisibles - Attribution

Objet : Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande, avec un seuil minimum de 20 000 € HT et un seuil maximum de 88 000 € HT, portant sur le plan de lutte intégré contre les nuisibles attribué à l'entreprise ANTIGONE SERVICE sise à Castelnau-le-Lez conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché.

N°VD2021-566 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04722 CAA - Grégoire GHUYSEN"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES la suite du dépôt de la requête n°21MA04722 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 08/12/2021 par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre le Jugement du Tribunal Administratif n°1906379-1 du 14/10/2021 refusant d'annuler la décision du 10/10/2019 par laquelle le Maire de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur JEAN et Madame GAYOLA, constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles à Montpellier cadastrée HM 173.

N°VD2021-567 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété PICOLLET - cadastrée TN 74 et TN 76 - 864 rue Henri Lagattu

Objet : Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté du Coteau, il convient de préempter en révision de prix la propriété de Monsieur PICOLLET, cadastrée TN 74 et TN 76 au prix révisé de 1 280 000 €, afin de compléter les acquisitions déjà réalisées sur ce secteur et poursuivre le projet urbain en cours.

N°VD2022-005 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - SNC Société du Parking du Polygone"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt la requête en appel n°21/05021 devant la Cour d'Appel de Montpellier par LA SNC SOCIETE DU PARKING DU POLYGONE à l'encontre de l'ordonnance (RG n°21/30655) rendue le 31/08/2021 déboutant LA SNC DU PARKING DU POLYGONE de sa demande de consignation de loyers réclamés au titre des 3ème et 4ème trimestre 2020 et au titre de l'exercice 2021.

N°VD2022-006 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2106836-8 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2106836-8 le 27/12/2021 par un agent de la Ville tendant à solliciter une expertise médicale pour déterminer si la rechute du 29/04/2021 est imputable à son accident de service du 02/08/2010.

N°VD2022-007 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2106452-1 TA - SCI HOTEL DES VENTES"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCAT CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2106452-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 08/12/2021 par LA SCI HOTEL DES VENTES tendant à l'annulation des décisions prises par la Ville de Montpellier dans le cadre du traitement de leur demande d'un certificat d'urbanisme pour les parcelles cadastrées EH 41, EH 79 et EH 80.

N°VD2022-008 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BOUCHET - Immeuble à usage d'habitation - cadastre HW 190 - 9 rue André Michel

Objet : Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Madame Aline BOUCHET, veuve HONG CHANG, d'un immeuble situé 9 rue André-Michel au prix de 1 500 000 €. L'acquisition de ce bien permettra de réaliser une opération de logements sociaux en PLS. L'opération sera confiée à ACM-HABITAT qui interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2022-009 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit de la Maison des Chœurs au profit de l'association "SOS Méditerranée" - Les 21 et 22 décembre 2021

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec L'ASSOCIATION SOS MEDITERRANEE les 21 et 22/12/2021 .

N°VD2022-012 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04860 CAA - Monsieur Yohan SALACROUP"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°21MA04860 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 21/12/2021 par Monsieur Yohan SALACROUP contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2004323-5 du 19/10/2021 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du Conseil municipal du 30/07/2020 attribuant une subvention de 15 000 € à L'ASSOCIATION SOS MEDITERRANEE FRANCE.

N°VD2022-013 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2106360-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2106360-3 le 02/12/2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre le titre de recettes émis par la Ville de Montpellier le 24/06/2021 tendant au remboursement de la somme de 7 100 € d'un trop perçu dans le cadre d'un congé longue durée.

N°VD2022-014 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA 2105581-5 - Adam ROSTAS et Autres"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2105581-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22/10/2021 par Monsieur Adam ROSTAS et autres tendant à l'annulation de la décision du Préfet de l'Hérault d'accorder le concours de la force publique du 07/09/2021 pour l'évacuation du bidonville dit « Zénith ».